



CONSEIL DES MINISTRES

**Tebboune
préside
une réunion**

P. 24

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

**L'Algérie plaide pour une nouvelle
approche favorable à l'option
de la paix et à un règlement équitable
et inclusif de la cause palestinienne**

P. 24

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

**Le Général d'Armée
Saïd Chanegriha reçoit
le Chef d'Etat-major
de l'Armée de Sierra
Leone (MDN)**

P. 24

PAIEMENT PAR TPE

Hausse significative des transactions à près de 4 millions d'opérations en 2023

Le nombre d'opérations sur terminaux de paiement électronique (TPE) s'est élevé à plus de 3,9 millions en 2023, pour un montant dépassant 31,5 milliards (mds) de DA, selon des données rendues publiques par le Groupement d'intérêt économique monétaire (GIE Monétaire). En 2022, GIE monétaire avait constaté plus de 2,7 millions de paiements via TPE pour un montant global de transactions de 19,3 mds de DA. Entre janvier et décembre 2023, le pic d'opérations de paiement a été enregistré au cours du dernier mois de l'année à 401.389 paiements via TPE pour un montant dépassant 3,1 mds Da, précise le GIE monétaire dans un bilan publié sur son site web. P. 6



TRANSPORT AÉRIEN

**Air Algérie
a transporté plus
de 7 millions
de passagers
en 2023 (DG)**

P. 6

UNIVERSITÉ

**Inauguration
de 1.200 places
pédagogiques
à l'Université Alger 3**

P. 3

ENTRETIEN AVEC L'ARTISTE KARIM AMOUCHE

**"Je construis des bateaux historiques
et spécialement des bateaux
algériens de l'époque ottomane"**

Par D. Boudaa

P. 16

SANTÉ

**CANCER DE
LA PROSTATE
Il y en aurait
5 différents**

Pp 12-13

FOOTBALL

MAURITANIE - ALGÉRIE (1-0)

**Belmadi
annonce sa
démission
aux joueurs**

P. 21



UNIVERSITÉ ORAN 2

**La revue
"Traduction et
langues" indexée
dans la base
de données
mondiale
"Scopus"**

P. 17

LUTTE CONTRE
LA DROGUE

**Signature
d'un accord
entre le
ministère
des Affaires
religieuses
et l'ONLDT**

P. 8

PROTECTION CIVILE

Le Directeur général reçu à Tunis par le ministre tunisien de l’Intérieur



Le directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Boughlaf, a été reçu à Tunis, par le ministre tunisien de l’Intérieur, M. Kamel El-Faqi, indique mardi un communiqué de la direction générale de la Protection civile.

La rencontre s’est déroulée «en marge de la réunion de la commission mixte de la Protection civile algérienne et de la Protection civile tunisienne», souligne la même source.

MILA

Remise des clés de 50 logements publics locatifs à Ain Tine (wilaya)



Les bénéficiaires de 50 logements publics locatifs dans la commune d’Ain Tine (Sud de Mila) ont reçu les clés de leurs appartements en présence des autorités locales, apprend-on mardi des services de la wilaya. La remise des clés s’est déroulée sur le site de ces logements au milieu de la joie des familles bénéficiaires, selon la même source. Un nouveau quota de logements de même type constitué de 30 unités a été réservé pour cette commune au titre du programme de logements publics locatifs (LPL) retenu pour la wilaya de Mila pour l’exercice 2023 et sera distribué après sa réception, selon les services de wilaya.

GUELMA

Plus de 800 foyers raccordés au réseau de gaz (direction)



Pas moins de 857 foyers de mechtas des deux communes de Bouchegouf et Hamam N’baïl, wilaya de Guelma, ont été raccordés au réseau de gaz naturel du 1er janvier en cours à ce jour mardi, apprend-on mardi de la cellule de communication de la direction de distribution de l’électricité et du gaz.

Ces foyers se répartissent sur les mechtas Keraïmia, Kouadria, Houamria et El Besbassa de la commune de Bouchegouf et El Hemria, Boukrima et Ettarfa dans la commune de Hamam N’baïl, a précisé à l’APS Mme Rima Medaoui, responsable de cette cellule.

ORAN

Une femme morte dans un accident de la route



Une femme a trouvé la mort et deux autres ont été grièvement blessés dans un accident de la circulation survenu, lundi dans la ville d’Oran, a-t-on appris des services de la protection civile de la wilaya. Selon la cellule d’information, les éléments de l’unité principale de la protection civile sont intervenus, à midi, pour secourir les victimes de cet accident de la circulation survenu au niveau de la trémie de Haï Emir Abdelkader, sur le troisième boulevard périphérique, suite au dérapage d’un véhicule, qui transportait trois personnes. L’accident a entraîné la mort d’une femme âgée de 73 ans et causé des blessures graves à deux autres (un homme et une femme) âgés de 65 et 44 ans, a-t-on ajouté.

TIZI-OUZOU

30.125 interventions de la protection civile en 2023



30.125 interventions ont été effectuées par les éléments de la protection civile de Tizi-Ouzou durant l’année écoulée, 2023, selon un bilan communiqué lundi par les services de ce corps d’assistance et d’intervention. L’essentiel de ces interventions, soit 18.406, ce qui équivaut à 61%, était pour des secours et évacuations, 7.514 pour diverses opérations, 2.522 dans le cadre de la lutte contre les incendies et 1 683 pour des accidents de la circulation. Elles ont permis l’évacuation de 20.826 personnes. Durant la saison estivale, et dans le cadre de la sécurisation des plages, il a été effectué 2 202 interventions par les éléments de la protection civile au niveau des 08 plages autorisées à la baignade à travers la wilaya, dont 488 au niveau de la seule plage du Carroubier à Azeffoun. Celles-ci ont permis le secours de 288 personnes de la noyade, d’apporter des soins sur place à 1 772 et l’évacuation de 143 vers les structures de santé. Pour les accidents de la route les sapeurs pompiers sont intervenus 1 683, avec une moyenne de 140 interventions par mois, pour des accidents qui avaient causés 26 décès et 1 887 blessés, selon la même source.

CONSTANTINE

Six blessés dans un carambolage



Six (6) personnes ont été blessées suite à un carambolage entre un bus de transport de voyageurs, un camion et un véhicule de tourisme, survenu mardi après-midi, dans la ville de Constantine, a-t-on appris auprès de la direction de la protection civile (DPC). L’intervention pour cet accident qui s’est produit à proximité de la cité Eucalyptus située sur les hauteurs du secteur urbain Ain El Bey, a été assurée par les éléments de l’unité secondaire de Sissaoui Selimane, a précisé le responsable de la cellule d’information et de communication de ce corps constitué, le commandant Abderrahmane Lagraâ . L’accident, selon le même officier, a causé des blessures de divers degrés à 6 personnes âgées entre 22 et 70 ans qui se trouvent actuellement sous surveillance médicale au service des urgences médicales du centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr. Benbadis. A noter que les services de sécurité territorialelement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes de cet incident.

CHINE

Trois morts et cinq blessés dans un séisme de magnitude 7,1 dans le Xinjiang



Trois personnes ont été tuées et cinq autres blessées après un séisme de magnitude 7,1 qui a frappé le district de Wushi, de la préfecture d’Askou, dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine, mardi, à 20h09, ont indiqué les autorités locales.

BÉNIN

Une enseignante percutée accidentellement des écoliers faisant trois morts



Trois écoliers sont morts et cinq autres ont été blessés dans un accident survenu lundi dans la cour de l’école primaire publique béninoise de Dassagaté, dans la commune de Natitingou (nord), ont rapporté mardi plusieurs quotidiens locaux. D’après ces sources, une maîtresse de l’école manœuvrait sa voiture quand elle a percuté huit enfants dans la cour de l’école. «Le choc a été violent et trois écoliers sont morts et cinq autres ont été blessés, dont un encore dans le coma», ont souligné les quotidiens béninois dans leur édition de mardi.

AZERBAÏDJAN

Trois blessés suite à une explosion dans une usine militaire



Une explosion survenue mardi dans une usine militaire de la ville de Chirvan, dans l’est de l’Azerbaïdjan, a fait trois blessés, a annoncé le Bureau du procureur de Chirvan. L’explosion s’est produite pendant les activités de production à l’usine de Chirvan Araz relevant du ministère de l’Industrie de la défense, selon les médias locaux. Les autorités locales ont ouvert une enquête pour déterminer la cause de l’explosion.

VANUATU

Séisme de magnitude 6,3 au large de la capitale



Un séisme de magnitude 6,3 s’est produit mardi au large de l’archipel du Vanuatu dans l’océan Pacifique, a indiqué l’institut américain USGS, sans qu’une alerte au tsunami ne soit lancée. Le séisme s’est produit à une profondeur de 37 kilomètres, à 44 kilomètres au sud-ouest de la capitale Port Vila à 01h33 locales (14h33 GMT), a indiqué l’USGS, qui avait initialement fait état d’une magnitude de 6,5.

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

Inhumation des restes de 49 martyrs à Tlidljène Tébossa

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga, a présidé mardi après-midi dans la commune de Tlidljène, wilaya de Tébossa, l'inhumation des restes de 49 martyrs découverts, début janvier dans plusieurs endroits de cette commune.

L'inhumation des restes de ces martyrs découverts aux lieux-dits El Harcha, El Garaa et Tazebouret de cette collectivité locale s'est déroulée dans le recueillement au cimetière des martyrs de Tlidljène en présence des autorités civiles et militaires de la wilaya, de représentants de la famille révolutionnaire et d'une foule de citoyens.

Des études historiques et témoignages vivants de plusieurs moudjahidine montrent que ces chouchada sont tombés au champ d'honneur entre 1855 et 1957.

Dans son allocution à l'occasion, le ministre a relevé que cette occasion est une opportunité pour souligner la grandeur des chouchada qui ont béni de leur sang cette terre et exprimer la loyauté envers leur message et l'engagement envers la référence de novembre.

Il a ajouté que "c'est l'objectif des hommes sincères pour lequel nous déploierons tous nos efforts sur la voie de la concrétisation de l'horizon global tracé par les directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui a fait de la rénovation de l'édifice national un signe suprême de loyauté vers le message des valeureux chouchada et des valeureux moudjahidine".

M. Rebiga a ajouté que "la wilaya de



Tébossa est le berceau de la révolution et des révolutionnaires qui a écrit par le sang et le courage de ses enfants les plus nobles épisodes de l'histoire de notre glorieuse révolution", estimant que "ces restes sont la preuve éternelle de l'abnégation des chouchada et de leur sacrifice suprême et sont porteurs du plus sacré des messages et le moindre des devoirs sera d'honorer ces restes".

Le ministre a ajouté que "ces restes purs sont des monuments illuminés de

la mémoire et des phares qui nous guident sur le chemin emprunté par l'Algérie pour sortir des ténèbres du colonialisme vers l'aube de l'indépendance en faisant pour cela des âmes des valeureux chouchada un tremplin béni".

Auparavant, M. Rebiga a honoré nombre de moudjahidine et d'enfants de chouchada dans cette commune avant de baptiser la polyclinique de la commune de Cheréa du nom du chahid Djedaï Mohamed Benabdallah.

PRÉVENTION DES CATASTROPHES NATURELLES

M. Merad appelle à l'adoption de l'assurance Catastrophes-naturelles à plus grande échelle

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, a appelé, mardi à Alger, à l'adoption de l'assurance Catastrophes-naturelles (CAT-NAT) "à plus grande échelle" et incité les compagnies d'assurances à encourager les citoyens à souscrire à cette assurance qui est "obligatoire".

Répondant aux préoccupations des membres du Conseil de la nation, lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, consacrée à la présentation et au débat du texte de loi portant règles de prévention, d'intervention et de réduction des risques des catastrophes dans le cadre du développement durable, M. Merad a indiqué que "l'Etat continue d'intervenir et de s'acquitter de son devoir envers les citoyens victimes de catastrophes naturelles".

Cependant, "il est nécessaire d'adopter l'assurance Catastrophes-naturelles à plus grande échelle", a estimé le ministre, relevant que "malgré son caractère obligatoire depuis 2003, le taux de souscription à cette assurance ne dépasse pas encore les 10%, et c'est pour cela que cette loi insiste sur le système national d'assurance des risques de catastrophes qui est à caractère obligatoire".

Rappelant que l'assurance Catastrophes-naturelles permet aux "victimes de bénéficier des indemnités à temps", M. Merad a appelé les sociétés d'assurances à encourager les citoyens à souscrire à ce type d'assurance.

Il a également précisé que "le non respect des normes légales et réglementaires" est la principale cause des dégâts majeurs enregistrés lors des différentes catastrophes naturelles, notamment "les constructions anarchiques et les constructions aux bords des oueds".

Le ministre a également insisté sur l'importance du "recensement et de l'identification des risques encourus par les citoyens dans chaque wilaya et chaque commune", afin de mettre en place "des plans pour y faire face et réduire les dégâts", et ce, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à "garantir la sécurité et le bien-être du citoyen, sans risques, à travers l'ensemble du territoire national".

Selon le ministre, le projet de cette loi s'inscrit dans cette démarche, d'autant plus que "le nombre des risques identifiés est passé de 14 à 18 risques".

Il s'est également félicité de l'opération d'actualisation des plans d'urgence (plans catastrophe) tous les six mois, en application des instructions du Président de la République, dans l'objectif de "réduire les dégâts et pour une plus grande efficacité opérationnelle" lors des catastrophes.

Pour le ministre, "l'intensification de l'action proactive accomplie par les services d'intervention durant les catastrophes, comme l'ouverture des routes dans les pistes difficiles d'accès et la réalisation de bassins d'eau et d'héliports" a prouvé son efficacité.

En ce qui concerne la lutte contre les feux de forêts, M. Merad a affirmé qu'en dépit de la complexité du marché international, les Pouvoirs publics "ont tenu leurs engagements en assurant la protection et la sécurité des citoyens et de leurs biens, avec l'affrètement, durant cet été, de 6 avions bombardiers d'eau".

Outre l'acquisition d'un gros avion sur 4 commandes, le ministre a fait état d'un projet d'acquisition de deux gros avions et d'un autre projet d'acquisition de petits avions d'une capacité de 6.000 litres ayant démontré leur efficacité lors des opérations d'extinction des feux de forêt, précisant qu'une demande a été adressée à la compagnie Tassili Airlines, en vue de procéder à l'opération d'acquisition".

Pour le ministre, ce projet de loi qui "consacre un large pan" à la sensibilisation et à la prévention des risques des catastrophes, fera l'objet d'un décret exécutif.

APS

UNIVERSITÉ

Le ministre de l'Enseignement supérieur inaugure 1.200 places pédagogiques à l'Université Alger 3

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a inauguré, mardi, 1.200 places pédagogiques à l'Université d'Alger 3 "Ibrahim Sultan Cheibout".

Lors de sa visite aux structures relevant du secteur à la wilaya d'Alger, M. Baddari a inauguré, en compagnie du wali d'Alger, Abdennour Rabehi, et de membres des deux chambres du Parlement, cet édifice universitaire qui inclut 3 amphithéâtres d'une capacité d'accueil de 200 places chacun, 20 salles de cours, une bibliothèque et un bâtiment administratif comprenant 29 bureaux et bien d'autres structures.

Au pôle technologique universitaire de Sidi



Abdellah (Ouest d'Alger), la délégation a inspecté plusieurs structures universitaires, à l'instar de la bibliothèque principale et la salle principale de conférences, le village universitaire et d'autres structures. La délégation a écouté d'amples explica-

tions sur la cadence de réalisation, les méthodes d'équipement et les délais de réception.

A cette occasion, le ministre a souligné, dans une déclaration à la presse, "la nécessité d'améliorer et de développer le niveau des services fournis aux étu-

dants et aux membres de la famille universitaire, notamment dans le contexte de la préparation de la concrétisation de la démarche visant à atteindre une université de quatrième génération", qui se base sur la numérisation, la robotique, l'intelligence artificielle et d'autres normes à même de développer l'université et la recherche scientifique.

A noter que le pôle technologique universitaire de Sidi Abdellah comprend des écoles nationales supérieures, à l'instar de l'Ecole nationale supérieure de mathématiques et l'école nationale supérieure de l'intelligence artificielle, en sus de 6 résidences universitaires d'une capacité de 11.000 lits.

SOLIDARITÉ

Mme Krikou préside une rencontre sur "les acquis constitutionnels de la femme algérienne"

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou, a présidé mardi à Alger une rencontre sur "les acquis constitutionnels de la femme algérienne".

Dans une allocution prononcée lors de cette rencontre, Mme Krikou a affirmé "l'engagement de l'Etat à mettre en place tous les mécanismes et mesures nécessaires pour la protection de la femme et la promotion de sa place au sein de la société".

Elle a, également, précisé que la femme algérienne est "un acteur essentiel" dans la société, soulignant son rôle actif pendant la Glorieuse Guerre de libération et sa contribution à l'édification du pays.

La ministre a rappelé, dans ce sillage, les acquis obtenus par la femme dans divers domaines, dans le cadre

de la mise en œuvre des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment en termes de promotion de son rôle dans les domaines politique et économique et de renforcement des mécanismes de sa protection contre toutes formes de violence.

Dans cette perspective, elle a mis en avant les efforts du secteur de la solidarité nationale pour l'accompagnement de la femme, son intégration et son autonomisation à travers plusieurs mécanismes, dont le programme intersectoriel de soutien à la femme pour contribuer à la production nationale, lancé en février 2021 sur instructions du président de la République.

Evoquant les mécanismes de développement de l'entrepreneuriat

féminin et des start-up, "en tant qu'acteur clé dans la relance du développement", Mme Krikou a tenu à rappeler le guide de l'intégration économique de la femme qui prévoit différentes mesures d'accompagnement visant à faciliter la contribution de la femme à l'économie, ainsi que le guide social qui se veut "une référence des mécanismes de protection et de prise en charge".

Le secteur, poursuit-elle, œuvre à vulgariser le contenu de ces deux guides en coordination avec les acteurs de la société civile.

Des représentants de certains secteurs ont, quant à eux, souligné le rôle de la femme dans divers domaines, évoquant en particulier les mécanismes de son autonomisation économique et les mesures prises pour sa protection.

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

M. Merabi présente un exposé devant la Commission des finances sur le projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2021

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi a présenté, mardi, un exposé devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre de l'examen du projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2021, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

Lors de sa présentation, le ministre a affirmé que les affectations financières allouées au secteur au titre de l'exercice 2021, soit 56.473.035.000 DA «avaient été consacrées à la mise en œuvre de la politique et de la stratégie du secteur visant à contribuer de manière plus effective au développement socioéconomique du pays, à travers le développement des programmes et la définition de leurs priorités, tout en les reliant au monde du travail, outre la valorisation de l'innovation et le renforcement de la coopération

avec le partenaire économique». Ces affectations ont été également allouées au soutien à «la formation continue au profit des travailleurs et personnels de tous les secteurs, dans diverses spécialités, en vue d'enrichir et d'améliorer leurs acquis», mais aussi à «la promotion de leurs compétences professionnelles en fonction des exigences du marché du travail». Dans ce contexte, le ministre a précisé que les dépenses globales après l'exécution de la politique sectorielle «étaient de l'ordre de 56.034.231.187 DA, soit un taux de



consommation estimé à 99,22% du total des affectations financières allouées au titre de l'exercice 2021». S'agissant de la numérisation et de la modernisation du secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels, M. Merabi a cité le raccordement à la fibre optique de l'ensemble des directions de wilayas, la création de la plateforme digitale +Mihnati+ qui permet de consulter les offres disponibles et l'inscription en ligne et l'extension du réseau internet du secteur au profit des établissements publics sous tutelle».

INDUSTRIE

Le soutien des entreprises publiques en difficulté se fera selon leurs spécificités (Aoun)

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun a affirmé, mardi à Tipasa, que le soutien des entreprises économiques publiques en difficulté se fera «au cas par cas» et «selon les spécificités de chaque activité». «Les mesures antérieures prises pour aider certaines entreprises en difficulté, ont été engagées après examen de la situation de chaque en-

treprise ou complexe industriel», a déclaré le ministre, à l'issue d'une visite de travail effectuée dans la wilaya. Il a ajouté que des mesures nécessaires seront également prises pour soutenir les entreprises actuellement en difficulté et que la démarche se fera «au cas par cas et selon les spécificités de l'activité de chaque entreprise». M. Aoun a souligné, dans ce contexte, que «le mode d'organisa-

tion actuel de certaines entreprises et leur méthode de travail ne leur permet pas de répondre aux besoins du marché, ni de faire face aux difficultés». Il a cité à titre indicatif, le Groupe public de construction et de réparation navale «Ecorep» de Bouharoun, qui «a réussi son redressement après d'immenses difficultés financière auxquelles, il a été confronté ces dernières années,

grâce au plan de relance efficace élaboré par ses gestionnaires». Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique s'est engagé à poursuivre le soutien du Groupe «Ecorep», qui «dispose de grandes capacités», appelant ses responsables à redoubler d'efforts, car «ses produits sont bien positionnés sur le marché local», a-t-il souligné.

ENTREPRENEURIAT

M. Oualid souligne l'importance d'attirer les étudiants et les fonctionnaires et d'investir dans la recherche et le développement

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid a mis l'accent, mardi à Alger, sur l'importance d'attirer les étudiants et les fonctionnaires vers le monde de l'entrepreneuriat et d'encourager l'investissement dans la recherche et le développement. Cette déclaration a été faite lors de la cérémonie de lancement du programme MBA en startups et management par l'Institut su-

périeur d'Assurance et de gestion (INSAG), en collaboration avec l'école internationale de management à Washington (USA). Dans son intervention, le ministre a précisé que son département ministériel «aide les étudiants à s'orienter vers l'entrepreneuriat, étant prédisposés à prendre des risques». Pour le ministre, les fonctionnaires sont appelés à s'orienter vers la création d'entreprises à la faveur de la loi permettant à l'employé

désirant lancer son entreprise de bénéficier d'un congé sans solde d'une durée d'un an au maximum, rappelant «plusieurs exemples de réussite en la matière». Dans ce sillage, il a souligné l'importance de la contribution des grandes entreprises au soutien des start-up et aux efforts visant à augmenter de la valeur de l'investissement dans la recherche et le développement en Algérie. M. Oualid a également rappelé les stratégies in-

novantes de l'écosystème des start-up en Algérie, ainsi que les avantages fiscaux et les facilitations administratives afin d'encourager les Algériens à accéder au monde de l'entrepreneuriat, notamment après le lancement, depuis quelques jours, de l'Agence nationale de l'auto-entrepreneur. De son côté, le directeur général de l'institut, Nassim Lounès, s'est félicité du progrès juridique enregistré en Algérie ces dernières

années, en matière de soutien aux start-up et d'encouragement de l'entrepreneuriat, soulignant que le lancement par l'institut du programme MBA est l'un des fruits de ce changement. A noter que les participants au panel organisé à l'occasion de cet événement, ont évoqué le thème de l'innovation et du leadership à l'entrepreneuriat, mettant en avant l'importance de s'orienter vers l'entrepreneuriat et la formation dans ce domaine.

NUMÉRISATION

Installation d'une commission nationale pour l'élaboration du projet de loi sur la numérisation (Benmouloud)

La Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Mme Meriem Benmouloud a annoncé, mardi à Alger, l'élaboration en cours d'un projet de loi sur la numérisation en coordination avec les secteurs et les instances concernés. L'annonce a été faite lors d'un exposé présenté devant la Commission des transports et des télécommunications à l'Assemblée populaire nationale (APN) sur le rôle et les missions de son instance dans le développement de la numérisation en Algérie. A ce propos, Mme Benmouloud a fait état de l'installation «d'une commission nationale pour l'élaboration de ce projet de loi, à travers la définition de ses grands axes et sa rédaction». «Tous les textes juridiques et législatifs ont été inventoriés

en vue de les examiner et de les analyser», a-t-elle affirmé, rappelant avoir tenu «plusieurs séances avec les juridictions compétentes et les experts pour la rédaction du projet de loi et la définition de ses grands axes». Par ailleurs, Mme Benmouloud a mis en avant les efforts que consent son instance pour la généralisation de la numérisation au niveau des différents établissements publics et économiques en sus de la modernisation des structures et du service publics. Rappelant l'importance de «la mise en place d'une stratégie nationale pour la transition numérique, élaborée et envoyée, début janvier, à tous les services concernés pour examen et enrichissement», la Haut-commissaire a relevé «la conformité des avis et ana-

lyses reçues par le Haut commissariat à la numérisation avec les axes et les objectifs de cette stratégie». Evoquant les principaux objectifs de cette stratégie, elle a cité, entre autres, la généralisation de la numérisation à l'ensemble des instances et secteurs économiques afin de la consacrer au quotidien au profit des citoyens et de tous les établissements, la promotion du capital humain et l'appui de la formation, annonçant «qu'un plan quinquennal sera mis en place». La responsable a insisté sur «la nécessité de mettre en place une plateforme interactive numérique au profit des citoyens et des établissements» après la finalisation de l'infrastructure et le développement d'une base de données nationale».

M. Bibi-Triki souligne l'importance pour l'Algérie de réussir sa transformation numérique

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi-Triki, a souligné mardi à Alger, l'importance pour l'Algérie de réussir sa transformation numérique. M. Bibi Triki a mis en exergue l'importance de réussir cette transformation numérique en fédérant les efforts de toutes les parties prenantes (institutions, opérateurs et équipementiers) en vue de réaliser le plan d'action ambitieux tracé en 2020, dans le cadre de la mise en œuvre des engagements du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. A l'occasion d'une rencontre sur «les avancées de la connectivité et du très haut débit dans le monde et l'impact de la progression rapide de la digitalisation en Algérie», thème de l'édition 2024 de l'Ericsson Day, il a relevé «les progrès réalisés par l'Algérie dans le cadre de la modernisation et du développement des infrastructures des technologies de

l'information et de la communication notamment de l'internet». De son côté, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El Mehdi Walid, a salué l'organisation de cette rencontre «qui permet d'évaluer les progrès de l'Algérie en matière de développement des TIC». Il a indiqué que l'accélération de la réalisation d'infrastructures TIC a permis la mise en place d'un écosystème plus favorable au développement des start-up. Le président directeur général d'Ericsson France, Benelux, Algérie et Tunisie, Christian Leon, a indiqué que la transformation digitale permet aux entreprises non seulement de développer leurs produits, leurs services et leur productivité mais aussi d'assurer leur compétitivité et de renforcer leurs perspectives de bénéfices.

COLLECTIVITÉS LOCALES
Installation du Comité intersectoriel de suivi de la disponibilité des structures devant abriter les services administratifs des nouvelles wilayas déléguées (ministère)

Le Secrétaire général (SG) du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Larbi Merzoug, a procédé à l'installation du Comité intersectoriel chargé du suivi de la disponibilité des structures devant abriter les services administratifs et techniques des 7 nouvelles wilayas déléguées, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère. «En concrétisation des engagements visant à assurer un accompagnement optimal aux 7 nouvelles wilayas déléguées promues par le président de la République du rang de Daïras, le Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Larbi Merzoug a procédé à l'installation du Comité intersectoriel chargé du suivi de la disponibilité des structures devant abriter les services administratifs et techniques des wilayas déléguées», a précisé le communiqué. Ce Comité, composé de représentants de tous les départements ministériels à extension locale, est chargé de proposer l'appui des wilayas déléguées par les moyens humains et matériels afin de mener à bien leurs missions. A cet effet, il tiendra «des réunions semi-mensuelles pour le suivi continu jusqu'à l'entrée en service effective au niveau de toutes les structures, avec la présentation de rapports périodiques sur la progression de l'opération».

LAGHOUAT

Arkab reçoit des membres des deux chambres du Parlement représentants la Wilaya

Le ministre de l’Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab, a reçu, mardi à Alger, des membres des deux chambres du Parlement, de la circonscription électorale de la wilaya de Laghouat, dont il a écouté les préoccupations relatives au raccordement énergétique des régions de la wilaya, notamment les nouvelles agglomérations, indique un communiqué du ministère.

La rencontre qui a réuni M. Arkab, au siège du ministère, avec MM. Mohamed Khouildi, Khelifa Benslimane, Belmouaze Belkassam, Tayeb Ramdani et Bessas Messaoud, membres des deux chambres du Parlement, en présence de cadres du ministère, a été une occasion pour écouter leurs préoccupations en matière d’énergie et de mines, selon le communiqué. Les préoccupations portaient sur le raccordement énergétique des régions de la wilaya, notamment les agglomérations nouvelles et rurales, les exploitations agricoles et l’étude de la possibilité du transfère des lignes de moyenne tension, outre, la création de nouvelles agences commerciales de Sonelgaz. A été évoquée, également, l’étude de la



possibilité du transfert du Centre de stockage des bonnes de gaz relevant de la société Naftal à la nouvelle wilaya déléguée Aflou, et de la doter de citernes de gaz de propane aux zones isolées. La rencontre a permis d’évoquer quelques projets d’investissement du secteur à la wilaya, tels que les centrales d’énergie solaire, les projets gaziers, le

dossier de l’investissement social, la réalisation de nouvelles stations services, la réhabilitation de celles sises à Aflou, outre le renforcement des capacités de distribution de Sirgaz. Pour sa part, le ministre a rappelé que «la wilaya de Laghouat a bénéficié d’importants projets électriques et solaires comme ceux de Guellet Sidi Saad (200 MW) et

de Hassi Delaa (300 MW) dans le cadre du programme mis en place en coordination avec le groupe Sonelgaz. Il a fait état de 1.683 exploitations agricoles alimentées à ce jour en attendant le raccordement des exploitations restantes.

M. Arkab a donné, à la fin de la rencontre, des précisions concernant d’autres dossiers évoqués par les députés, affirmant l’attachement du secteur à la prise en charge des préoccupations légitimes qui permettront l’amélioration du niveau de vie des citoyens, la création des postes d’emploi, la promotion du service public à travers le territoire national, notamment dans les domaines relevant de la compétence du secteur de l’Energie et des mines, a conclu le communiqué.

TIARET

Huit nouvelles spécialités dans le secteur de la formation professionnelle en février

Huit nouvelles spécialités seront ouvertes dans le secteur de la formation professionnelle, dans la wilaya de Tiaret, pour la session de février prochain, en adéquation avec les besoins du marché local de l’emploi, a-t-on appris mercredi de la direction de la Formation et de l’Enseignement professionnels. Le chargé de l’information auprès de la direction, Adel Mouaz, a indiqué que six de ces nouvelles spécialités seront dispensées dans les établissements de formation du secteur et les deux autres le seront au niveau d’une école privée agréée par le secteur. Dans ce cadre, deux spécialités seront ouvertes pour l’obtention d’un diplôme de Technicien supérieur, l’une en électricité industrielle et l’autre en gestion et économie de l’eau, dans deux Instituts nationaux spécialisés dans la formation professionnelle, respectivement «Kada Belkacem», au chef lieu de wilaya, et «Houari Boumediene», dans la commune de Ksar Chellala. Les personnes ayant le niveau de troisième année

secondaire dans la filière des sciences naturelles et de la vie peuvent s’inscrire pour l’obtention de ce diplôme, après avoir bénéficié d’un stage de 30 mois, a-t-on indiqué. Selon M. Mouaz, quatre spécialités ont été introduites pour l’obtention d’un certificat d’aptitude professionnelle pour ceux ayant le niveau de 4ème année primaire, après avoir suivi une formation de 12 mois, dont 3 mois dans des centres de formation professionnelle et le quatrième dans une école privée. Il s’agit de l’ouverture des spécialités sur l’aquaculture au centre de formation «Nemmar Ahmed», dans la commune de Hammadia, de conducteur de machines agricoles au centre «Kheïter Amer», dans la commune de Medrissa, et de culture de plantes médicinales et aromatique au centre «Saba», dans la commune de Medrissa, ainsi que «installation de panneaux solaires photovoltaïques et thermiques» à l’école «El Feth».

Deux autres spécialités seront ouvertes pour l’obtention d’un certificat

de qualification professionnelle. La session, qui durera 6 mois, concerne la formation d’agents de prévention et de sécurité au niveau du centre de formation professionnelle et d’apprentissage «Aïssaoui Ahmed» de la commune d’Ain kermes, ainsi que la «création de sites Internet» au niveau de l’école privée «El Feth».

Afin d’attirer le plus grand nombre de jeunes, la direction du secteur a lancé une campagne en collaboration avec le mouvement associatif, à travers les médias sociaux, et des sorties sur le terrain pour informer les citoyens sur les opportunités de formation offertes, en particulier les nouvelles spécialités adaptées au marché de l’emploi local. Pour rappel, le secteur prévoit 5.215 places de formation au titre de la session de février prochain, à ajouter aux 7.857 qui ont été ouvertes lors de la session d’octobre dernier à travers 33 établissements de formation, dont deux privés, et encadrés par 1.630 fonctionnaires dont 579 enseignants, a-t-on indiqué.

TLEMCEN

Plus de 350 ha pour accueillir de nouveaux programmes d’habitat (directeur local)

La wilaya de Tlemcen a consacré un portefeuille foncier d’une superficie de 351 hectares pour accueillir de nouveaux programmes d’habitat, a-t-on appris du directeur de l’Urbanisme, de l’Architecture et de la Construction.

Rachid Belkadi a indiqué à l’APS que «cette disponibilité foncière (terrains à bâtir) relevant des Domaines de l’Etat a été délimitée sur un total de 500 ha, puis recensée après révision du Plan directeur de l’aménagement et de l’urbanisme (PDAU) de quatre communes, à savoir Tlemcen, Mansourah, Chetouane et Beni Mester, pour accueillir des programmes d’habitat, des équipements



publics et des routes».

Ce foncier urbain permettra, selon le même responsable, d’accueillir plus de 30.000 logements de différentes formules, répartis à travers ce nouveau pôle, qui s’étend vers la commune de Beni Mester. Le même interlocuteur a fait observer que «l’opération de préparation du cahier

des charges a été entamée, avec l’ouverture des routes à travers cette assiette foncière pour la préparer à accueillir ces projets».

Par ailleurs, la même source a fait savoir que la révision du PDAU et des plans d’occupation des sols (POS) sera entamée, après la constatation de la saturation du pôle urbain, sous

la supervision d’une commission paritaire regroupant différents intervenants, dans le but d’organiser l’aménagement, la construction, la préservation du foncier et l’exploitation de certaines poches de terrain et décider de leur destination vers des projets d’habitat ou d’équipements publics.

MASCARA

Exportation de plus de 5.000 quintaux d’oignons secs vers la Tunisie et la Libye (wali)

Plus de 5.000 quintaux d’oignons secs produits dans la wilaya de Mascara ont été exportés, dernièrement, vers la Tunisie et la Libye, a-t-on appris mardi, du wali Farid Mohamedi. Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de lancement de la saison de culture des légumineuses dans la wilaya, M. Mohamedi a souligné que plus de 5.000 qx d’oignons secs produits dans la région ont été exportés, dernièrement, vers les pays frères, la Tunisie et la Libye, signalant qu’une forte production d’oignons secs a été enregistrée lors de la saison agricole écoulée.

Le même responsable a précisé que des agriculteurs activant au niveau de la plaine de Ghriss ont présenté des demandes pour exporter l’oignon sec et ont bénéficié de permis d’export vers la Tunisie et la Libye. Pour sa part, le wali a annoncé le lancement, dans les prochains jours, de l’opération d’exportation d’une quantité d’ail produite dans la wilaya, ajoutant que Mascara a enregistré une production abondante d’ail, lors de la saison agricole écoulée. Le wali Farid Mohamedi a, d’autre part, donné le coup d’envoi de la saison de culture de légumineuses au niveau de l’exploitation agricole relevant de l’entreprise de transformation viticole Sotravit de la région d’Ouled Merah, dans la commune de Ghriss. Selon les explications fournies par le Directeur des Services Agricoles, Mohamed Djebiri, 7.000 hectares de terres ont été réservés à la culture des légumineuses à travers différentes communes de la wilaya au titre de la saison agricole en cours, répartis entre 2.900 ha réservés pour les pois chiches, 200 ha pour les lentilles, 2.150 ha pour les petits pois et 1.750 ha pour les fèves.

Le wali de Mascara a insisté sur la nécessité de réussir le programme de culture de légumineuses dans la wilaya, à travers l’exploitation de toutes les terres emblavées, durant la saison agricole en cours, outre l’importance de permettre aux agriculteurs adhérents à ce programme de bénéficier de l’accompagnement et des moyens nécessaires, dont les engrais et les semences.

KHENCHELA

Mise en service de la ligne de chemin de fer Khenchela-Ain Beïda (Oum El Bouaghi) «au cours du 1^{er} trimestre 2024» (Wali)

La ligne de chemin de fer reliant les villes de Khenchela et d’Ain Beïda (Oum El Bouaghi) devrait être mise en service «au cours du 1er trimestre 2024», a affirmé le wali de Khenchela, Youcef Mahiout, mardi lors d’une inspection de l’avancement des travaux de la gare ferroviaire d’El Hamma. Le chef de l’exécutif local a indiqué, au cours d’un point de presse, avoir «reçu des assurances de la part des entreprises chargées de la réalisation de la ligne Khenchela-Ain Beïda, qui se sont engagées à livrer le projet au cours du premier trimestre de cette année». L’opération de pose des rails sur un linéaire de 51 km venant d’être achevée, des essais sont actuellement menés sur la voie en prévision de la livraison et de l’ouverture de la ligne «avant mars prochain», a souligné M. Mahiout, saluant les efforts déployés par les entreprises publiques chargées du projet qui ont «mobilisé tous les moyens humains et matériels pour relever le défi et réduire le délai d’environ 3 mois». Le wali a également demandé la tenue d’une réunion de coordination, dès jeudi prochain, à laquelle devront participer le chef du projet, un représentant de l’Agence nationale d’études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), les directeurs des Ressources en eau, de l’Energie, de la Société de distribution de l’électricité et du gaz et d’Algérie Télécom afin de «prendre les dispositions nécessaires en vue du raccordement, dans les plus brefs délais, de la gare d’El Hamma aux différents réseaux». Le projet de la ligne ferroviaire Khenchela-Ain Beïda a été inscrit au titre du programme de développement complémentaire décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de la wilaya de Khenchela. Un programme, rappelle-t-on, doté d’une enveloppe financière de 51 milliards de dinars.

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie a transporté plus de 7 millions de passagers en 2023 (DG)

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a transporté plus de 7,2 millions de passagers en 2023, soit une croissance de plus de 47% sur un an, selon les chiffres présentés, mardi à Alger, par un responsable de l'entreprise.

Lors d'une audition du directeur général de la compagnie, Yacine Benslimane, par la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Rabah Bouteldja, un bilan de l'activité de l'entreprise en 2023 a été présenté, indiquant, qu'avec un total de 7,27 millions de passagers ayant voyagé sur les lignes d'Air Algérie, la compagnie a enregistré une évolution de 67% du nombre de passagers transportés sur les lignes internationales et 13% sur les lignes domestiques.

Pour sa part l'activité de la compagnie à travers le hub d'Alger a connu une progression de près de 114%, grâce aux passagers ayant transité par l'aéroport de la capitale, a précisé devant la commission, le directeur commercial d'Air Algérie, Yacine Amiar.

M. Amiar a fait, également état, d'une croissance de 22% du nombre de passagers sur les liaisons vers l'Afrique en 2023, à la faveur de l'augmentation du nombre de vols vers des destinations comme Nouakchott (Mauritanie), le Caire (Egypte), Dakar (Sénégal) et Bamako (Mali).

Air Algérie a réussi à atteindre un coefficient de remplissage des vols au cours de l'année écoulée qui avoisine les 76%, selon lui, avec un taux de ponctualité des vols qui dépasse les 60%.

S'agissant de la part de marché d'Air Algérie sur le réseau international, durant l'été dernier, l'exposé du responsable l'estime à près de 57%, représentant une évolution de l'ordre de 3,15% comparativement à l'été 2019 (l'année de référence).

Pour atteindre cette performance, la compagnie nationale avait programmé, en 2023, des vols supplémentaires durant la saison estivale, a expliqué M.

Amiar donnant l'exemple de la France avec 103 vols, durant la période du 17 août au 7 septembre, Istanbul avec 9 vols, Moscou avec 3 vols et 3 vols à destination de Saint-Petersbourg, en plus de la réouverture des lignes Alger-Alicante (Espagne) (1 vol) et Oran-Alicante (2 vols).

L'année 2023 a vu, également, l'ouverture de quatre nouvelles lignes, à savoir Johannesburg (Afrique du Sud), Abidjan (Cote d'Ivoire), Douala (Cameroun) et Addis-Abeba (Ethiopie).

Abordant les tarifs promotionnels, le responsable a indiqué qu'Air Algérie a initié 80 actions au cours de 2023, avec des réductions atteignant les 50% au profit de la communauté algérienne résident à l'étranger dans le cadre du "Tarif Djalia".

Sept nouvelles lignes en 2024

Pour ce qui est des perspectives pour l'année en cours, M. Amiar a évoqué dans son exposé qu'Air Algérie projetait de lancer sept nouvelles lignes d'ici le quatrième trimestre de 2024, notamment vers l'Afrique avec les aéroports de Libreville (Gabon), Abuja (Nigeria), et N'Djamena (Tchad).

En plus des lignes vers l'aéroport de Gatwick (Londres) et celle vers New York, dont l'ouverture "est à l'étude", a précisé le responsable.

La direction de la compagnie prévoit, aussi, de renforcer la digitalisation de ses services afin d'éviter les déplacements en agence à sa clientèle.

Air Algérie compte, en outre, développer le hub d'Alger (passagers), à travers l'évaluation de ce qui a été réalisé jusqu'à présent en relevant les lacunes constatées et les améliorations susceptibles d'être apportées afin d'améliorer davantage les résultats de ce hub.

En parallèle, la compagnie aérienne nationale œuvre en 2024 à la création d'un hub Cargo (transport de marchandises).

Abordant le programme d'Air Algérie pour l'été 2024, M. Amiar a avancé une offre de près de 1,2 million de sièges pour la France dont 5% ont été réservés jusqu'à présent, ajoutant que 34% des 23.353 billets proposés pour le Canada (Montréal) ont été déjà réservés. Air Algérie a, ainsi, prévu 516 vols/semaine sur son réseau international, correspondant à près de 165.252 sièges/semaine, ce qui représente une augmentation de 22% de capacité supplémentaire par rapport à 2023.

Afin de couvrir la demande croissante durant l'été et la saison du Hadj et de la Omra, Air Algérie a affrété trois avions grands porteurs et prévoit d'affréter trois appareils moyens porteurs, pour lesquels les contrats n'ont pas encore été signés.

Au sujet du remboursement des billets non utilisés durant la période de la pandémie du Covid, le responsable a indiqué que 213.952 billets ont été traités, pour une valeur de 2,54 milliards de DA, alors que 6.359 demandes ont été enregistrées et "sont en cours de traitement".

PAIEMENT PAR TPE

Hausse significative des transactions à près de 4 millions d'opérations en 2023 (GIE monétique)

Le nombre d'opérations sur terminaux de paiement électronique (TPE) s'est élevé à plus de 3,9 millions en 2023, pour un montant dépassant 31,5 milliards (mds) de DA, selon des données rendues publiques par le Groupement d'intérêt économique monétique (GIE Monétique).

En 2022, GIE monétique avait constaté plus de 2,7 millions de paiements via TPE pour un montant global de transactions de 19,3 mds de DA.

Entre janvier et décembre 2023, le pic d'opérations de paiement a été enregistré au cours du dernier mois de l'année à 401.389 paiements via TPE pour un montant dépassant 3,1 mds DA, précise le GIE monétique dans un bilan publié sur son site web.

La même source relève également une hausse du nombre de TPE en exploitation à l'échelle nationale à fin décembre 2023 à 53.491 appareils, contre 46.263 fin 2022.

S'agissant du nombre de cartes de paiement électronique en circulation jusqu'à fin décembre dernier, il s'est élevé quant à lui à plus de 16,5 millions d'unités, entre cartes interbancaires (CIB) et Edahabia d'Algérie Poste, détaille encore l'organisme en charge de la régulation du système monétique interbancaire national. Concernant le paiement sur Internet, le nombre total des transactions effectuées entre janvier et décembre 2023 a totalisé plus de 15,3 millions d'opérations.

A fin 2023, le nombre des Web marchands adhérents au système de paiement sur Internet par carte interbancaire au niveau national a continué d'augmenter atteignant 475 opérateurs. Ce sont notamment les grands fournisseurs à l'image de l'Algérienne des eaux (ADE), Sonelgaz, Algérie télécom, les opérateurs de téléphonie mobile, les compagnies d'assurance et de transport aérien, ajoute GIE monétique.

Selon le bilan, le nombre global des transactions recen-



sées depuis le lancement du paiement sur Internet en 2016, a atteint 37,3 millions d'opérations pour un montant total dépassant 67,3 milliards DA de transactions.

Le paiement par mobile, ouvert "dans une première phase" qu'en intra-bancaire (clients d'un même établissement bancaire) a enregistré sur l'année 2023 un total de 39,2 millions de transactions pour un montant de 27,8 mds DA, indique GIE monétique.

Doubler le nombre des web marchands en 2024

Quant aux opérations relevant du service de transfert d'argent par mobile (p2p), il a été enregistré 17,8 millions de transactions pour une valeur dépassant 241 mds DA.

Selon les données du même organisme, le nombre d'opérations de retraits effectuées sur les ATM (distributeurs automatique de billets)

a dépassé 174,4 millions de transactions d'une valeur de 3.262 mds DA. Le parc de distributeurs automatiques de billets en exploitation, a-t-on relevé de même source, comptait 3.847 automates à fin décembre dernier contre 3.640 recensés à fin 2022.

Créé en 2014, le groupement GIE Monétique est composé de 18 banques en plus d'Algérie poste, et auquel la Banque d'Algérie (BA) contribue en tant que membre non adhérent afin de s'assurer de la conformité des systèmes, des outils de paiement et des standards en vigueur.

Dans le cadre de son plan d'action, il travaille sur l'actualisation du cadre réglementaire régissant le paiement électronique, les standards et normes, ainsi que le développement du paiement par internet, tout en œuvrant à augmenter à 1000 le nombre des web marchands de biens et services et ce, au

cours de cette année. Le GIE monétique qui vise à promouvoir la monétique par la généralisation de l'usage des moyens de paiement électronique, supervise le système monétique à travers la généralisation des moyens électroniques de paiement.

C'est à ce titre qu'il avait lancé en octobre dernier, en collaboration notamment avec l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), le "projet de la ville modèle pour le paiement électronique", avec Sidi-Abdallah comme ville pilote, l'objectif étant de vulgariser ce mode de paiement alternatif.

Il veille aussi sur le système monétique via la gestion des standards, les spécifications et normes, la définition des produits monétiques bancaires et des règles de leur mise en œuvre, ainsi que la gestion de la sécurité des paiements.

ENERGIE ET MINES

Arkab reçoit une délégation d'hommes d'affaires américains

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, mardi à Alger, une délégation d'hommes d'affaires américains, conduite par les présidents du Conseil d'affaires algéro-américain (USABC), Ismail Chikhoune et David Wilhelm.

La délégation comprenait les principales entreprises américaines opérant dans le secteur de l'énergie et des mines, à l'image d'Exxon Mobil, de Chevron, de Hecate Energy, d'ARC Energy, de NESR, de REASOL, de Philippe Group Mining et autres, précise un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de cadres du ministère, les deux parties ont examiné l'état des relations de coopération entre les sociétés algériennes et américaines dans le domaine de l'énergie et des mines, ainsi que des perspectives de renforcement de ces relations, affirmant leur volonté d'intensifier leur coopération en examinant toutes les opportunités disponibles.

M. Arkab a souligné, dans ce sens, l'importance de la coopération et du partenariat "stratégique" entre les sociétés algériennes et américaines dans le domaine des hydrocarbures.

Le ministre a également présenté la stratégie de développement du secteur

basée sur la relance des investissements pour augmenter la production et la transformation du pétrole et du gaz.

Par ailleurs, il a passé en revue les "importantes" opportunités d'investissement et de partenariat offertes par le secteur, notamment dans le domaine de l'exploration, du développement et de l'exploitation des hydrocarbures, ainsi qu'en matière de pétrochimie, de numérisation, de solutions technologiques, de réduction des émissions de gaz et d'empreinte carbone, appelant à mettre en œuvre des partenariats mutuellement bénéfiques et à bénéficier des avantages offerts par la nouvelle loi sur les hydrocarbures.

Il a, à cet égard, mis en avant la détermination de l'Etat algérien, à accompagner, soutenir et fournir toutes facilités aux partenaires dans toutes les étapes de mise en œuvre de ces investissements, selon la même source.

Outre le secteur des hydrocarbures, cette réunion a également porté sur "le grand" potentiel de coopération et les opportunités d'investissement disponibles dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables et du développement de l'hydrogène, en sus du programme national de dessalement de l'eau de mer à court et moyen termes et de la fabrication locale des équipements dans

ce domaine. A ce propos, le ministre a insisté sur la volonté de l'Algérie de mieux développer ses ressources afin d'explorer et d'exploiter ses richesses minières.

Dans ce même contexte, le ministre a invité les entreprises américaines à investir dans le domaine minier en Algérie et à établir des partenariats mutuellement bénéfiques avec les sociétés algériennes pour un transfert des connaissances et des formations, tout particulièrement dans le domaine de la recherche et de l'exploration avec valorisation et développement du secteur des mines en Algérie, notamment dans le domaine des terres rares.

Par ailleurs, les hommes d'affaires américains, conduits par M.

Wilhem, se sont félicités "de la qualité des relations bilatérales", insistant sur "le grand intérêt porté par les sociétés américaines à l'investissement en Algérie, à la faveur d'un climat propice".

Il a, en outre, été convenu de la tenue de rencontres et de réunions entre les deux parties dans le but d'approfondir les concertations et les discussions visant à définir des projets palpables, exploiter les opportunités offertes et exécuter des partenariats d'investissements équilibrés et solides mutuellement bénéfiques, indique le communiqué.

PÉTROLE

Le Brent baisse légèrement à moins de 80 dollars

Les prix du pétrole baissaient légèrement mardi, les craintes de baisse de l'offre venant des Etats-Unis semblant s'apaiser et la prime de risque géopolitique ne parvenant pas à porter les cours en l'absence de ruptures d'approvisionnement.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, perdait vers midi 0,64%, à 79,55 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, cédait 0,68% à 74,25 dollars. Les cours du pétrole évoluaient dans le rouge après leur rebond de la veille.

La hausse de lundi était due "aux perturbations liées aux conditions météorologiques dans la production américaine et à l'activité des raffineries", expliquent des analystes. La vague de froid qui frappe une grande partie des



Etats-Unis, en particulier le Dakota du Nord, pourraient ralentir la production du pays.

Mais "les inquiétudes s'apaisent à présent et l'absence de perturbations de l'approvisionnement en pro-

venance du Moyen-Orient contribue également au sentiment négatif" sur le marché, poursuivent-ils. En effet, en l'absence de ruptures d'approvisionnement tangibles, les analystes estiment que la

prime de risque géopolitique ne devrait pas suffire pour que les cours du brut s'inscrivent en hausse marquée, même si elle limite le potentiel de baisse. Côté offre en effet, la Compagnie nationale de pétrole (NOC) en Libye a annoncé dimanche la levée de l'état de force majeure sur la production du champ d'Al-Charara, l'un des plus importants gisements pétroliers du pays, après une interruption de deux semaines causée par des protestations.

La réouverture a "soulagé les investisseurs", affirment les spécialistes du marché, le site d'Al-Charara produisant en temps normal 315.000 barils par jour.

MONNAIES

Le dollar au plus haut depuis six semaines face à l'euro

Le dollar a atteint mardi, face à l'euro, son plus haut niveau depuis six semaines, aidé par la fermeté des taux américains, une modification des anticipations de politique monétaire et un effet de saisonnalité.

Vers 21h30 GMT, le billet vert prenait 0,26% face à la monnaie unique, à 1,0854 dollar pour un euro. Plus tôt, il est monté jusqu'à 1,0822 dollar, pour la première fois depuis mi-décembre. Pour Shaun Osborne, de Scotiabank, l'inflexion de la devise commune à 20 pays européens poursuit un mouvement entamé il y a deux semaines, durant lequel l'euro est apparu "vulnérable". C'est aussi le reflet, selon lui, de l'évolution des projections du marché quant à la politique de la banque centrale américaine, la Réserve fédérale (Fed).

Après avoir parié sur sept baisses de taux en 2024, les opérateurs n'en attendent plus que cinq.

Côté Banque centrale européenne (BCE), les investisseurs ont aussi modéré leurs attentes, mais espèrent toujours voir le principal taux directeur réduit de 130 point de pourcentage sur l'année, selon Ruta Priekienyte, de Convera, soit davantage que le 1,25 point projeté pour la Fed.

Les économistes s'attendent à un statu quo monétaire de la BCE à l'issue de sa réunion de jeudi.

Les cambistes écouteront avec attention les propos de la présidente de l'institution, Christine Lagarde, lors de sa conférence de presse.

Lors de son passage au Forum économique mondial de Davos, la responsable a jugé "probable" qu'une majorité des membres du Conseil des gouverneurs de la BCE se prononce pour une baisse de taux cet été.

D'avantage qu'à la communication de la BCE, Shaun Osborne attend une réaction à la publication, vendredi, de l'indice PCE des prix à la consommation aux Etats-Unis, le plus suivi par la Fed.

CHINE

La banque centrale va abaisser un taux de référence pour soutenir l'économie

La banque centrale chinoise a annoncé mercredi une baisse prochaine du taux de réserve obligatoire des banques, une mesure destinée à parer à l'essoufflement de la croissance dans la deuxième économie mondiale. Le taux de réserve obligatoire (RRR) est la part des dépôts que les banques sont tenues de garder dans leurs coffres.

Ce ratio sera abaissé de 0,5 point, a précisé le gouverneur de la banque centrale, Pan Gongsheng, cité par les médias d'Etat. La mesure doit permettre aux banques commerciales de prêter davantage aux entreprises pour soutenir l'économie réelle.

Elle sera effective à compter du 5 février et doit permettre d'injecter quelque 1.000 milliards de yuans (128,7 milliards d'euros) dans l'économie, selon la banque centrale. La dernière baisse du RRR, jusque-là fixée à environ 7,4%, remontait à septembre 2023. Cette annonce mercredi intervient après une succession d'indicateurs en demi-teinte pour la deuxième économie mondiale. La Chine a signé l'an dernier l'une des croissances les plus faibles en trois décennies, selon des chiffres officiels.

Le pays a malgré tout vu en 2023 son produit intérieur brut (PIB) croître de 5,2% sur un an, mais la comparaison se fait avec 2022 lorsque les restrictions contre le Covid-19 avaient lourdement pénalisé l'activité.

Entre le troisième et quatrième trimestres, comparaison plus fidèle de la conjoncture, le rythme est bien plus modeste (+1%) pour le géant asiatique. La déflation s'est par ailleurs poursuivie en décembre pour le troisième mois consécutif en Chine, signe de consommation atone et à rebours des principales économies, en proie elles à l'inflation.

L'activité est notamment pénalisée par les incertitudes sur le marché du travail et le ralentissement économique mondial qui pèse sur la demande en biens chinois et donc sur l'activité de milliers d'usines. La situation du secteur immobilier, avec son lot de promoteurs au bord de la faillite et de logements inachevés, est également un important obstacle à la croissance.

Ce secteur, avec celui de la construction, a longtemps contribué au quart du PIB de la Chine et constituait un important vivier d'emplois.

En décembre, les principales villes de Chine ont de nouveau enregistré une baisse des prix de l'immobilier sur un mois, selon les chiffres officiels.

APS

MARCHÉS BOURSIERS

Les marchés mondiaux patientent avant d'entrer au cœur de la saison des résultats

Les Bourses mondiales ont évolué en ordre dispersé mardi, attentistes au moment où commence à peine la saison des résultats et à l'approche de la réunion de la Banque centrale européenne (BCE) jeudi. La Bourse de Londres a terminé tout près de l'équilibre (-0,03%) tandis que celles de Paris et de Francfort ont chacune reculé de 0,34%. Les indices boursiers européens ont d'abord été soutenus par des annonces de Pékin quant à des mesures de soutien pour relancer des

marchés anémiques. Sur le marché obligataire, où se reflètent les anticipations de politique monétaire des investisseurs, le taux d'intérêt de l'emprunt de l'Etat allemand à 10 ans, qui fait référence en sur le Vieux Continent, s'établissait à 2,35% vers 16h50 GMT, contre 2,29% à la clôture lundi. A Wall Street, le Dow Jones (-0,25%) a marqué une pause au lendemain d'un record mais le S&P 500 a poursuivi dans cette zone (+0,29%). Le Nasdaq a, lui, grappillé 0,43% en attendant Netflix. La

séance américaine a été marquée par une salve de résultats publiés avant l'ouverture des marchés. Les cours du pétrole ont terminé en baisse. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord a perdu 0,63%, pour clôturer à 79,55 dollars. Le prix du baril de West Texas Intermediate (WTI) américain a lui cédé 0,52%, à 74,37 dollars.

L'euro perdait 0,26% par rapport au dollar, à 1,0854 dollar pour un euro vers 21h30 GMT. Le bitcoin reprenait sa descente et chutait de 1,81% à 39,168 dollars.

La bourse de Wall Street termine en ordre dispersé

La Bourse de New York a terminé en ordre dispersé mardi, l'indice S&P 500 toujours en zone record, tandis que le Dow Jones a fait une pause après l'accélération des dernières séances digérant une première salve de résultats d'entreprises.

L'indice Dow Jones a cédé 0,25% à 37.905,45 points, le Nasdaq, à dominante technologique, a progressé de 0,43% à 15.425,94 points.

Le S&P 500 a avancé de 0,29% à 4.864,60 points, un troisième sommet historique d'affilée, après celui vieux de deux ans franchi vendredi. Une salve de résultats s'est déversée sur Wall Street "avec son lot habituel de gagnants et de perdants", a commenté

Steve Sosnick d'Interactive Brokers. Netflix, qui a clos en progrès de 1,33% à 492,19 dollars s'envolait de 7,66% dans les échanges électroniques après la fermeture.

La plateforme de streaming a annoncé après la clôture avoir gagné plus de 13 millions d'abonnés supplémentaires pendant le quatrième trimestre, bien plus que prévu, pour atteindre 260,28 millions d'abonnés en tout.

En ce début de saison des résultats, "il est encore trop tôt" pour discerner une tendance globale au niveau des résultats et surtout des projections d'activité des compagnies "qui sont la clé" de leur évolution à Wall Street, a estimé Steve Sosnick.

La Bourse de Paris clôture en baisse

La Bourse de Paris a clôturé en baisse de 0,34% mardi, se montrant prudente avant de connaître les résultats du géant du luxe LVMH et l'issue de la réunion de la Banque centrale européenne jeudi.

L'indice vedette CAC 40 a reculé de 25,21 points, à 7.388,04 points.

Lundi, il a progressé de 0,56%, maintenant sa tendance haussière de la fin de

semaine dernière, dans le sillage de Wall Street. La cote parisienne a débuté la séance avec une hausse modeste, soutenue par des annonces de relance économique en Chine, région importante pour le secteur du luxe qui pèse lourd dans la pondération du CAC 40. A l'agenda de la séance mercredi, les commandes et le chiffre d'affaire du troisième trimestre

d'Alstom (+3,84% à 11,91 euros à la clôture) sont attendus avant l'ouverture de la Bourse de Paris, ainsi que le chiffre d'affaires 2023 d'Interparfums (+0,54% à 46,95 euros). Du côté des indicateurs macroéconomiques, les investisseurs seront attentifs à la publication de l'indice PMI composite Flash de janvier pour la zone euro à 10h00 et pour le Royaume-Uni à 10h30

La Bourse de Tokyo ouvre en petite baisse

La Bourse de Tokyo reculait mercredi matin, continuant de digérer les signes d'un début prochain de normalisation monétaire distillés la veille par la Banque du Japon (BoJ), qui faisaient monter le yen et les rendements obligataires nippons.

L'indice vedette Nikkei cédait 0,23% à 36.433,76 points vers 01h00 GMT et l'indice élargi Topix perdait 0,4% à 2.532,02 points.

La BoJ a maintenu mardi sa politique monétaire ultra-accommodante, mais la surprise résidait ailleurs: elle s'est montrée plus confiante qu'auparavant quant à la probabilité d'atteindre à terme son objectif d'inflation durable autour de 2%, avec un cercle vertueux entre les salaires et les prix. Une majorité d'économistes s'attendent

ainsi à de premiers pas de normalisation monétaire dès avril, avec notamment l'abandon de son taux négatif (-0,1%) sur des dépôts bancaires auprès d'elles.

Cette perspective faisait légèrement monter le yen, une tendance de change négative pour la Bourse de

Tokyo, devenue plus timide après avoir grimpé en flèche ces dernières semaines. Le dollar valait 148,12 yens vers 01h00 GMT, contre 148,35 yens mardi à 21h00 GMT.

La monnaie européenne baissait aussi face à la devise japonaise, à raison d'un euro pour 160,78 yens contre 161,03

yens la veille. Le cours euro/dollar était lui quasi stable, un euro s'échangeant pour 1,0855 dollar contre 1,0854 mardi à 21h00 GMT.

Le marché du pétrole stagnait mercredi matin en Asie: vers 00h55 GMT le baril de WTI américain grappillait 0,03% à 74,39 dollars.

TUNISIE

Le déficit de la balance commerciale baisse de 32,4% en 2023

Le déficit de la balance commerciale tunisienne a baissé de 32,4% en 2023, a indiqué mardi le ministère du Commerce et du Développement des exportations.

Le déficit a passé de 25,231 milliards de dinars en 2022 à 17,069 milliards de dinars en 2023 (un dinar équivalait à environ 0,32 dollar américain), a précisé le ministère. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est élevé à 78,4% durant 2023, contre

69,5% en 2022. Le bilan du ministère fait état d'une progression, en valeur, de 7,9% des exportations pour se situer à environ 62 milliards de dinars en 2023, contre 57,5 milliards, une année auparavant.

Quant aux importations, elles se sont repliées à hauteur de 4,4%, pour s'établir à 79,1 milliards de dinars sur l'ensemble de 2023, contre 82,7 milliards de dinars en 2022, selon la même source.

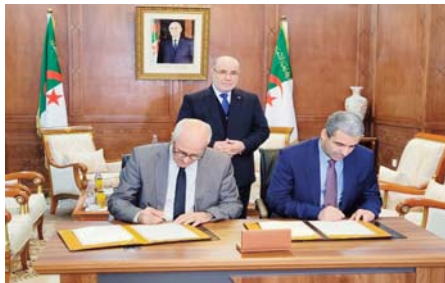
LUTTE CONTRE LA DROGUE

Signature d'un accord entre le ministère des Affaires religieuses et l'ONLDT

Un accord a été signé, mardi à Alger, entre le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT), visant à renforcer les domaines de sensibilisation sur les risques de la drogue.

A cette occasion, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a précisé que cet accord qui s'inscrit dans le cadre «de l'élargissement de l'action et des activités de proximité des mosquées avec tous les acteurs de la société», constitue «une occasion de renforcer l'action collaborative effectuée par la mosquée à travers les opérations de sensibilisation en milieu de jeunes sur les risques de toxicomanie».

M. Belmehdi a rappelé, à ce propos, l'organisation de nombreuses campagnes de sensibilisation sur les risques de la drogue, et le renforcement du rôle des mosquées, des écoles coraniques et des



zaouïas, ainsi que les efforts consentis par les mourchidate en matière de sensibilisation, ajoutant que l'accord comprend de nombreux axes qui permettront de coordonner

les efforts avec l'office dans le domaine de la lutte contre la toxicomanie.

De son côté, le Directeur général (DG) de l'ONLDT, Farid Mazouni, a indiqué que

la signature de l'accord s'inscrit dans le cadre de «la concrétisation du décret exécutif 212/97 et de la loi 23/05 qui ont chargé l'office d'élaborer le projet de la stratégie nationale de lutte contre la drogue, ainsi qu'un rapport annuel sur la prévention de la drogue et des comprimés psychotropes qui sera remis au président de la République». Et de poursuivre que le comité d'évaluation et de suivi regroupant 14 départements ministériels se réunit tous les trois (3) mois pour examiner les différentes activités réalisées et les programmes mis en œuvre par chaque secteur afin de faire face au fléau de la drogue.

GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

Plus de 5.000 entreprises recensées en la matière

Le nombre d'entreprises algériennes activant dans le domaine de la gestion des déchets ménagers et assimilés s'est élevé, fin 2023, à plus de 5.000 entreprises, a indiqué mardi à Alger une responsable à l'Agence nationale des déchets (AND). Dans une déclaration à la presse en marge d'une Journée d'étude sur «l'économie circulaire et les changements climatiques», la directrice du développement de l'économie verte à l'AND, Amel Asma, a fait état du recensement, fin 2023, de plus de 5.000 entreprises activant dans les domaines de la gestion des déchets ménagers et assimilés, entre transport, recyclage, tri et valorisation, ce qui montre, ajoute-t-elle, l'engouement des jeunes pour ce type d'entrepreneuriat environnemental ces dernières années.

Pour Mme Asma, la quantité des déchets ménagers et assimilés produits en 2023 s'élève à plus de 12 millions de tonnes, pour une valeur marchande supérieure à 200 milliards de dinars. Par ailleurs, et dans une déclaration à l'APS, la même responsable a indiqué que l'AND a récemment déposé une de-

mande d'agrément auprès du Fonds vert pour le climat (FVC), ce qui permettra aux porteurs de projets liés à la réduction des changements climatiques en Algérie, de bénéficier des financements de ce fonds international.

De son côté, le directeur de l'AND, Karim Oumane, a salué, à cette occasion, le lancement de l'Agence nationale de l'auto-entrepreneur qui permettra à de nombreux acteurs indépendants dans le domaine de la gestion des déchets d'exercer leur activité de manière légale, de bénéficier d'avantages fiscaux et d'obtenir une couverture sociale.

Il a mis en avant, à ce propos, l'attachement de son agence à orienter les jeunes afin de les inciter à adhérer et à s'inscrire en tant qu'entrepreneurs autonomes. Cette journée d'études organisée par l'Agence nationale des déchets (AND), en collaboration avec l'ambassade des Pays-Bas à Alger et l'Université des sciences et de la technologie «Houari Boumediene» (USTHB) et qui s'est déroulée en présence de l'ambassadrice hongroise, Janna Van Der Velde, a été ponctuée par la présentation de plu-

sieurs exposés autour des stratégies et des expertises de l'Algérie et des Pays-Bas en matière de l'économie circulaire et des changements climatiques.

A ce titre, la diplomate a souligné le rôle de l'économie circulaire en tant que concept innovant qui porte une solution durable et un choix prometteur, à même de relever le défi urgent inhérent au changement climatique, mettant en avant la nécessité de renforcer la coopération internationale dans ce domaine.

De même, plusieurs interventions ont été données par des opérateurs en matière de gestion des déchets, des chercheurs et des experts dans les spécialités pertinentes, en braquant la lumière sur les défis nationaux et internationaux en la matière, outre des solutions adoptées en vue de limiter le phénomène mondial des changements climatiques.

Dans le cadre de cette journée d'études, une session de formation a été organisée au profit des participants, parmi les journalistes et les étudiants, en vue de connaître de près la relation entre la gestion des déchets et les changements climatiques.

CONSOMMATION

Plus de 500 tonnes de viande fraîche d'importation commercialisées dans l'Est du pays (Direction)

Plus de 500 tonnes de viande rouge fraîche d'importation ont été commercialisées dans les wilayas de l'Est sur un total de 2.400 tonnes devant être écoulées dans cette région du pays, a-t-on indiqué mardi à la direction régionale du commerce et de la promotion des exportations. Le chef du service de l'observation du marché et de l'information économique de cette direction, Abderrahmane Samai, a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette quantité, commercialisée à partir d'Annaba, a été écoulée dans 17 wilayas de l'Est et du Sud-est du pays depuis le début de l'opération en décembre 2023.

Le même responsable a également indiqué que le quota destiné à soutenir le marché de la viande rouge (bovine) dans la wilaya d'Annaba était d'environ 150 tonnes de la quantité totale distribuée jusqu'à présent. Les boucheries et les grands espaces commerciaux de la wilaya d'Annaba, en plus de deux points de vente ouverts par les deux sociétés importatrices de ce produit, sont habilités à commercialiser la viande rouge importée à un «prix plafonné à 1.200 DA/kg», a encore fait savoir le même responsable.

La commercialisation de la viande rouge fraîche importée fait l'objet de «contrôles périodiques et réguliers», selon M. Samai qui a fait part de l'engagement des commerçants à respecter les textes réglementaires spécifiant les prix, ainsi que les conditions de conservation et d'hygiène. Il a également noté l'engagement des deux sociétés en charge des opérations d'importation programmées à «respecter le cahier des charges» et à «assurer un approvisionnement régulier». Il est prévu, selon les services de la direction régionale, d'intensifier l'offre de viande rouge fraîche importée à la faveur de l'entrée en activité d'autres opérateurs économiques (importateurs) disposant d'autorisations sanitaires et qui pourront, ainsi, participer, à partir d'Annaba, à la satisfaction de la demande dans plusieurs wilayas de l'Est et du Sud-est du pays.

En prévision du mois sacré de Ramadhan, un programme spécial sera mis en place pour soutenir le marché en matière d'approvisionnement en viande rouge fraîche importée avec l'ouverture de points de vente dans les marchés de proximité devant être opérationnels, en plus des lieux de commercialisation de viande relevant des entreprises importatrices, a-t-on indiqué.

TIARET

Simulation d'un scénario d'inondations à Mghila (Protection civile)

La direction de la Protection civile de la wilaya de Tiaret a organisé mardi, en collaboration avec les autorités locales, un exercice de simulation d'une crue de Oued Rhioi à proximité de la commune de Mghila (Tiaret), a-t-on appris des organisateurs. Le chargé d'information à la direction de la Protection civile, le Commandant Rabah Boukhari, a indiqué que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan annuel du secteur, conformément au décret exé-

tif no 59/19 du 10 février 2019 fixant les modalités d'élaboration des plans d'organisation des secours (Orsec) et leur gestion.

Le scénario de la manœuvre a porté sur la disparition de cinq personnes emportées par les eaux de Oued Rhioi, suite à des pluies torrentielles, ainsi que l'infiltration des eaux dans les habitations au sein du tissu urbain et d'autres rurales, nécessitant l'annonce d'un état d'alerte et l'activation du plan de secours. La direc-

tion de la Protection civile a mobilisé environ 50 agents, dont des plongeurs, et 15 véhicules pour diverses missions et utilisations, en plus de représentants de 13 organismes tels que les services de sûreté, de la santé, de l'habitat, des transports et du commerce, où chaque secteur gère le module qu'il supervise, selon un plan intégré et coordonné.

Le commandant Boukhari a expliqué que le choix a été porté sur la commune de Mghila car ayant enregistré d'impor-

tautes inondations en 2018, afin de déterminer l'état de disponibilité des agents du poste avancé de la Protection civile, mis en service fin 2023 dans la daïra de Mghila.

Il a ajouté qu'une réunion d'évaluation est prévue, dans la soirée, pour déterminer les points forts et la faiblesse de chaque secteur, afin d'y remédier, tout en sensibilisant et informant les nouveaux responsables de leurs missions dans pareilles situations.

BOUIRA

Plus de 500 opérations policières menées en décembre dernier

Au total, 506 opérations policières ont été menées durant le mois de décembre dernier par les services de la Sûreté de wilaya, dans le cadre des efforts de lutte contre toutes formes de criminalité, à travers les différentes communes de Bouira, a-t-on appris, lundi, auprès de cette institution sécuritaire.

«Sur ces 506 opérations policières, 14 ont été menées conjointement avec les services de la gendarmerie nationale», a précisé à l'APS la chargée de communication à la sûreté de wilaya, le commissaire de police Mechnane Gha-

nia. D'importants moyens humains et matériels ont été déployés pour mener à bien ces opérations ayant ciblé, notamment, les quartiers résidentiels, les places publiques, les marchés ainsi que les stations de bus et les chemins de fer, selon les détails fournis par le commissaire Mechnane. Ces interventions ont permis de contrôler un total de 4.017 personnes et d'établir des dossiers pénaux contre 338 individus qui ont été présentés devant la justice pour leur implication dans plusieurs affaires liées au trafic de drogue et de psycho-

tropes et au port illicite d'armes blanches, a informé la responsable. Elle a ajouté qu'au cours de ces opérations, les services de la police ont également arrêté 22 personnes recherchées par la justice et les services de sécurité. En novembre dernier, les mêmes services avaient effectué 966 opérations de lutte contre la criminalité, dont 19 conjointement avec les services de la gendarmerie nationale. Ces interventions se sont soldées par l'arrestation de 489 personnes qui ont été présentées devant la justice pour leur implication

dans des affaires liées au trafic de drogue et de psychotropes et au port illicite d'armes blanches, notamment, a rappelé la chargée de communication.

Par ailleurs, au volet de la sécurité routière, «les services de la sûreté de wilaya ont contrôlé, en décembre dernier, 13.181 véhicules avec l'utilisation de nouveaux moyens technologiques», selon le commissaire Mechnane.

A travers ce genre d'intervention, les services de la sûreté «œuvrent sans relâche à appliquer la loi dans toute sa ri-

gueur pour lutter et éradiquer tous les fléaux sociaux pouvant porter atteinte à la vie, à la santé et à la sérénité des citoyens, ainsi qu'à leurs biens», a-t-elle affirmé.

Les services de la sûreté de la wilaya «valorisent également le rôle important du citoyen dans la lutte contre la criminalité au sein de la société», a-t-elle dit, en rappelant le numéro vert (48-15), et d'urgence (17) mis à la disposition des citoyens pour qu'ils puissent appeler pour dénoncer tout acte criminel ou demander de l'aide.

BRÉSIL

Le bilan du naufrage d'un navire dans le nord-est du pays s'élève à 8 morts

Le bilan du naufrage d'un navire transportant des passagers survenu dimanche dernier à Bahia de Todos los Santos, près de la ville de Salvador, dans l'Etat de Bahia, dans le nord-est du Brésil, s'est élevé à 8 morts, a indiqué mardi le service des pompiers local.

Parmi les huit corps retrouvés jusqu'à présent, deux sont des mineurs, dont un adolescent. Le nombre exact de passagers au moment du naufrage est encore inconnu.

Le commandant Wellington Lemos Gagno, chef de l'autorité portuaire de Bahia, a déclaré lors d'une conférence de presse que le naufrage pourrait être dû à une rixe entre passagers pour des questions d'argent. «Une bagarre déplace le centre de gravité de ces petits bateaux, leur faisant perdre leur stabi-

lité», a-t-il expliqué. Le navire, du nom de «Gostosao FF» avait des documents à jour, mais il transportait des passagers de manière irrégulière, car son immatriculation ne lui permettait d'être utilisé que pour des activités sportives ou récréatives. Selon les données de la marine brésilienne citées par le journal Folha de Sao Paulo, au moins 47 décès ont été enregistrés ces dix dernières années à Bahia de Todos los Santos en raison d'accidents de bateaux et de 238 naufrages.



MONGOLIE

Une explosion de gaz fait 6 morts et 14 blessés

Une explosion de gaz provoquée par un accident de la circulation a fait six morts et 14 blessés dans la capitale mongole Oulan-Bator tôt mercredi, ont indiqué les autorités.

Un véhicule transportant 60 tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) a explosé dans la nuit de mardi à mercredi lors d'une collision avec une voiture, a rapporté l'Agence nationale de gestion des

urgences de Mongolie (Nema). «Trois personnes sont mortes dans l'incendie», a précisé la Nema dans un bilan susceptible d'évoluer, tandis que trois pompiers ont également péri et 14 personnes ont été blessées. Parmi les blessés figurent quatre enfants. Dix adultes sont traités pour des brûlures, selon les autorités de Mongolie.

Des images publiées par la Nema

montrent d'énormes flammes dans une rue d'Oulan-Bator. Les services d'urgence ont reçu un appel peu après 1 heure du matin heure locale (1700 GMT mardi) indiquant qu'un véhicule avait explosé à la suite d'un accident de la circulation, selon l'agence de gestion des urgences de Mongolie. Des équipes de secours ont été dépêchées sur les lieux et l'incendie a été éteint.

COLOMBIE

Des températures record déclenchent des incendies de forêt

Au moins quatre incendies de forêt font rage dans plusieurs régions de Colombie et dans la capitale Bogota mardi, dans un contexte de chaleur record due au phénomène El Nino, selon les autorités. «Nos relevés de surveillance des températures sur le territoire national montrent des niveaux record. Le changement climatique est une réalité dans notre pays. Nous devons agir MAINTENANT», a averti Ghislane Echeverry, directrice de l'Institut d'hydrologie, de météorologie et d'études environnementales (IDEAM), sur les réseaux sociaux. Neuf municipalités du nord, du centre et de l'est du pays ont enregistré mardi des

températures record atteignant jusqu'à 40,4 C, selon l'institut. De son côté, la Protection civile colombienne (UNGRD) a dénombré «six incendies dans tout le pays, dont trois actifs», un à Bogota et deux dans le département de Vichada (est), à la frontière avec le Venezuela. Un quatrième incendie dévore le Paramo de Santurban, un écosystème clé pour le cycle de l'eau dans le département de Santander (est), a rapporté le ministère de l'Environnement. Dans la capitale, la chaîne de montagnes qui limite la ville à l'est brûle depuis lundi matin, provoquant une colonne de fumée. «Les vents (...) ont propagé le feu à

une zone plus vaste, environ 12 hectares», a indiqué en fin de journée le maire de Bogota Carlos Fernando Galan. Le ministère de l'environnement a mis en garde contre une «détérioration significative» de la qualité de l'air dans cette ville d'environ 8 millions d'habitants.

Plus de 270 pompiers, militaires et secouristes participent aux efforts pour contenir le feu, avec l'aide de deux hélicoptères équipés de systèmes de déversement d'eau, d'un avion léger et de drones thermiques. Ces derniers mois, la Colombie a été confrontée à une vague de graves incendies de forêt dus aux températures élevées et à

la sécheresse résultant du phénomène climatique El Nino, des feux qui sont aggravés par le réchauffement de la planète. Le président colombien, Gustavo Petro, avait prévenu le 10 janvier que le pays était en «alerte rouge» pour ce qui «pourrait être l'année la plus chaude de l'histoire de l'humanité». Selon les chiffres officiels, entre le 3 novembre et le 20 janvier, il y a eu au moins 237 incendies dans le pays, plus de 50 jusqu'à présent en 2024, qui ont consumé 3.523 hectares de végétation. L'IDEAM a placé 883 des 1.101 municipalités colombiennes en alerte incendie, dont plus de la moitié (582) en alerte rouge.

CANADA

Six morts dans le crash d'un petit avion dans le grand nord canadien

Six personnes, sur sept passagers, ont été tuées mardi dans le grand nord du Canada lors d'un crash d'un petit avion qui transportait des salariés d'une mine, a fait savoir une source proche de l'enquête à des médias.

Le contact avec l'aéronef de la compagnie Northwestern Air a été perdu peu après son décollage vers 08H50 locales (15H50 GMT) près de Fort Smith, dans les Territoires du Nord-Ouest, selon le Centre conjoint de coordination des opérations de sauvetage. Une seule personne a donc survécu, selon la source proche de l'enquête. Son état de santé n'est pas connu. L'hôpital de Fort Smith a activé un plan pour accueillir de nombreuses victimes, et un responsable local de médecine légale a parlé de plusieurs «décès», sans donner davantage de détails.

Des secouristes se sont rendus sur le site du crash en motoneige ou ont été parachutés sur place, à 1,1 kilomètre de la piste de décollage. Les vols à destination de Fort Smith, petite ville près de la frontière avec la province de l'Alberta, ont été annulés jusqu'à mercredi. La compagnie Northwestern Air, qui opérait ce Jetstream à hélice, a indiqué que le vol transportait des salariés vers une mine dans le grand Nord.

MIGRATIONS

Près de 4.500 rohingyas ont effectué des voyages meurtriers en 2023 (HCR)

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué mardi que près de 4 500 membres de la minorité rohingyas ont effectué des voyages meurtriers en bateau dans la mer d'Andaman et le golfe du Bengale en 2023. Selon l'agence onusienne, «l'année dernière, a connu le plus grand nombre de Rohingyas tués et portés disparus en mer, atteignant environ 569 personnes, tandis que près de 4 500 personnes ont effectué des voyages meurtriers». Le porte-parole du HCR, Matthew Saltmarsh, a déclaré que «les survivants ont raconté des récits horribles d'abus et d'exploitation au cours du voyage».

Il a ajouté : «On estime qu'un Rohingya est mort ou a disparu pour huit personnes qui tentent le voyage en 2023, faisant de la mer d'Andaman et du golfe du Bengale l'une des zones les plus meurtrières au monde». Lors d'une conférence de presse à Genève mardi, M. Saltmarsh a noté que «près des deux tiers de ceux qui ont tenté ces voyages étaient des enfants et des femmes et qu'ils étaient partis du Bangladesh et, dans une moindre mesure, de Birmanie».

Il a ajouté que «près de 200 Rohingyas pourraient être morts dans un seul accident en novembre après que leur bateau aurait coulé dans la mer d'Andaman». Le porte-parole du HCR a appelé les autorités côtières régionales à «prendre des mesures urgentes pour prévenir de futures tragédies», et a souligné que sauver des vies et des personnes touchées en mer est «une nécessité humanitaire et un devoir établi en vertu du droit maritime international».

BRÉSIL

Plus de 1.000 catastrophes naturelles en 2023, un nouveau record

Le Brésil a enregistré en 2023 plus de 1.000 catastrophes naturelles, soit plus de trois par jour en moyenne, un record directement lié au changement climatique selon des experts.

Le Centre national de surveillance des catastrophes naturels (Cemaden) en a recensé 1.161 au total l'an dernier, notamment des inondations et des glissements de terrain, du jamais vu depuis le début des relevés en 2011. Selon cet organisme public, ces événements liés à des précipitations extrêmes ont fait au moins 132 morts, plus de 9.000 blessés, et plus de

74.000 personnes ont perdu leur logement.

Les dégâts matériels ont été évalués à plus de cinq milliards de réais (environ 925 millions d'euros). «L'année 2023 a été atypique sur le plan climatique, avec une transition rapide de La Niña vers El Niño (deux phénomènes inverses). Les volumes de pluie enregistrés ont été largement supérieurs à la normale dans le sud et inférieurs dans le nord et le nord-est» du pays, a relevé Regina Alvares, directrice du Cemaden, citée dans un communiqué. «Les changements clima-

tiques ont également contribué: un océan plus chaud produit davantage de vapeur dans l'atmosphère, et, par conséquent, des pluies intenses et concentrées», a-t-elle noté.

L'année 2023, marquée dans le monde par un cortège de catastrophes climatiques, a été l'année la plus chaude de l'Histoire, flirtant pour la première fois sur une année entière avec la limite de 1,5 C de réchauffement climatique fixée par l'accord de Paris, selon l'observatoire européen Copernicus.

EQUATEUR

Taux d'homicide en baisse et couvre-feu allégé

L'Equateur a allégé mardi le couvre-feu imposé il y a quinze jours dans le cadre de l'état d'urgence qui, avec le déploiement de plus de 22.000 militaires dans les rues, a permis de faire chuter drastiquement le nombre d'homicides quotidiens.

Dans dix des 24 provinces du pays, le couvre-feu sera notamment réduit d'une heure, de 00H00 heures locales (05H00 GMT) à 05H00 (10H00 GMT), selon une

décision du président Daniel Noboa annoncée mardi. Grâce à l'état d'urgence, décrété le 8 janvier pour une durée de 60 jours, il y a «une tendance à la baisse des morts violentes, avec une moyenne de 10,8 (homicides) par jour», a déclaré le commandant de police César Zapata lors d'une conférence de presse conjointe.

Entre le 1er et le 8 janvier, ce chiffre s'élevait en moyenne à 27,6 par jour. Les homicides y ont augmenté de 800% entre

2018 et 2023, passant de 6 à 46 pour 100.000 habitants.

Le pays est confronté à une vague de violences criminelles sans précédent depuis le 7 janvier, à la suite de l'annonce de l'évasion d'un dangereux chef de gang, Adolfo Macias, alias «Fito». Le président Noboa avait décrété l'état d'urgence après des émeutes dans les prisons, des prises d'otages et des attaques contre les forces de l'ordre et dans les quartiers.

Les membres des 22 gangs criminels recensés dans le pays sont désormais considérés comme des «terroristes» et des cibles militaires, alors que le pays a été reconnu en état de «conflit armé interne».

Selon le commandant Zapata, «3.219 terroristes» ont été arrêtés et 5 ont été tués. Des véhicules, bateaux armés et autres explosifs ont été saisis en nombre.

APS

BISKRA
10 projets de
réhabilitation des
établissements
sanitaires (Direction)

La direction de la santé de Biskra a programmé dix projets de réhabilitation d'établissements sanitaires et unités de soins de la wilaya en vue d'améliorer la prise en charge des malades, a indiqué mardi le chef du service de planification et de la population de cette direction, Salah Mebarki.

Ces opérations, qui ont nécessité une enveloppe financière de 300 millions DA, concernent la polyclinique de la cité 723 logements du chef-lieu de wilaya, la polyclinique de la commune d'Ain Zaatot et la rénovation du réseau d'assainissement de l'hôpital psychiatrique de la commune de M'chouneche, a précisé la même source.

Elles portent également sur la requalification des services des urgences médicochirurgicales des deux établissements publics hospitaliers (EPH) de Tolga et du chef-lieu de wilaya, a-t-il ajouté. Le secteur a également bénéficié d'autres projets de suivi et de réhabilitation du centre de soins Rezig Younès la cité El Alia de Biskra, le centre de soins d'El Houche, la polyclinique de Bouchegroun et les cliniques des deux communes d'El Faydh et Djemora. La wilaya de Biskra a bénéficié aussi d'un projet de réalisation d'un hôpital de 240 lits au nouveau pôle urbain moudjahid Mohamed Asmani qui se substituera à l'hôpital Hakim Saâdane, en plus d'un hôpital spécialisé en cardiovasculaire (60 lits) et de deux cliniques mère-enfant dans les communes de Zeribet El Oued et Bordj Ben Azouz.

CHU DE CONSTANTINE
Réactivation de l'unité
d'hospitalisation
à domicile

L'unité d'hospitalisation à domicile du centre hospitalo-universitaire CHU de Constantine a été récemment réactivée, a-t-on appris mardi du directeur de l'établissement Ahcène Berania. Al'arrêt depuis environ 3 ans, cette unité de soins à domicile a repris de l'activité récemment, ce qui va permettre d'améliorer la prise en charge des malades bénéficiant d'une hospitalisation à domicile, a-t-il déclaré .

L'unité d'hospitalisation à domicile relevant du service de médecine interne du CHU de Constantine assurera des soins médicaux et paramédicaux au profit des malades concernés, a précisé le même responsable, affirmant que tous les moyens humains et logistiques nécessaires ont été mobilisés pour assurer des prestations sanitaires de qualité.

Les équipes médicales et paramédicales interviendront selon un planning qui prend en considération l'état de santé du malade, ses conditions sociales et aussi l'avis des médecins traitants, a-t-on souligné.

Mettant l'accent sur l'importance de cette forme de soins dans la promotion des indices de développement du service public dans le domaine de la santé la même source a rappelé que les prestations de l'unité d'hospitalisation à domicile du CHU de Constantine se sont interrompues durant la période de l'apparition de la pandémie Covid 19 avant d'être relancées suite à des efforts déployés par cet établissement hospitalier pour relancer l'activité de ce service d'hospitalisation.

TIPASA
Le Groupe de production de médicaments
neuropsychiatriques, un «important acquis» (ministre)

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a affirmé mardi à Koléa (Tipasa), que le nouveau «Groupe Santé» pour la production de médicaments neuropsychiatriques est «un important acquis» pour le secteur.

Le ministre, qui a procédé à l'inauguration de ce Groupe pharmaceutique privé, en compagnie du wali de Tipasa, Aboubakr Seddik Boucetta, a estimé que cette entité économique, constitue «un acquis important pour l'industrie pharmaceutique, car de nature à renforcer la disponibilité des médicaments sur le marché national, notamment ceux utilisés en neuropsychiatrie».

M. Aoun a réitéré la disponibilité de son secteur à «accompagner les gestionnaires» de ce Groupe, en vue de «relever, voire doubler sa production, à l'avenir, et s'orienter vers l'exportation», comme il a affirmé son engagement à «trouver des solutions aux problèmes et contraintes» constatées lors de sa visite des différentes structures de l'unité de production. «La majeure partie de ces problèmes sont dus à la bureaucratie et au manque du suivi et de contrôle à tous les niveaux y compris du ministère du secteur», a-t-il souligné. A ce titre, il a appelé les gestionnaires à se rapprocher des services centraux pour trouver les solutions nécessaires aux problèmes qui



lui ont été soumis, car il s'agit d'un projet «digne d'intérêt, ayant été confronté à beaucoup de problèmes avant de voir le jour et d'entrer en phase d'exploitation», a noté le ministre. La création du Groupe Santé remonte à 2019, mais il a dû attendre l'année 2023 pour l'obtention de son agrément, et la mise en service de ses quatre chaînes de production de médicaments neuropsychiatriques, produits sous la forme sèche (comprimés et capsules), liquide non stérile, et forme stérile (collyres et injections). Le Groupe est également spécialisé dans le

conditionnement des anesthésiques dentaires qui seront produits par l'unité à l'avenir, selon les informations fournies au ministre par son Président-directeur général (P-dg), Mohamed Boudjellal. La capacité actuelle de production globale du Groupe est estimée entre 7 et 25 millions unités/an, tandis que sa capacité réelle est de 19 à 25 millions unités/an pour les médicaments sous forme sèche, et entre 7 et 9 millions unités/an pour les médicaments liquides stériles, selon le même responsable. Par ailleurs, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique

a souligné que la commission nationale en charge de l'étude et de la levée des contraintes sur les projets d'investissement a réussi, l'année dernière, à lever les obstacles entravant la concrétisation de 650 projets.

Il a ajouté que cette commission, qui travaille en coordination avec nombre de départements ministériels, s'attelle actuellement à l'examen de 346 dossiers de projets d'investissement souffrant de quelques contraintes.

Des solutions y seront apportées durant le premier semestre de l'année en cours, a-t-il assuré, réaffirmant la «détermination des services de l'Etat à mettre fin aux obstacles entravant le lancement des projets d'investissement».

Après l'inauguration de cette unité pharmaceutique, le ministre a visité, à Koléa, une usine privée spécialisée dans les outillages de plomberie et robinetterie, avant d'inspecter le projet d'aménagement d'une micro zone industrielle à Khemisti et l'entreprise de fabrication et de réparation navale «Ecorep» du port de Bouharoune.

GHARDAÏA
Mise en service du nouvel Hôpital de 120 lits à Guerrara
(direction)

Le nouvel hôpital d'une capacité de 120 lits à Guerrara (120 Km au nord/est de Ghardaïa) a été récemment mis en service, a-t-on appris lundi des responsables de la direction de la santé de la wilaya. «Doté et équipé d'un matériel médical et biotechnologique le plus moderne, ce nouveau établissement hospitalier devra permettre d'augmenter la capacité litière et clinique de la région nord de la wilaya de Ghardaïa et des wilayas limitrophes», a déclaré à l'APS, le directeur de la santé, Dr Ahmed Zenati.

S'inscrivant dans le cadre de la politique sociale amorcée par les pouvoirs publics visant à améliorer la qualité des services médicaux offerts aux patients, cette nouvelle structure hospitalière constitue un important chantier en matière de mise à niveau de l'infrastructure sanitaire de la région, a-t-il fait savoir Cette nouvelle structure hospitalière permettra de répondre aux besoins de la population en matière de prise en charge médicale et

aussi de doter les cadres de la santé de capacités nécessaires et de technologie moderne leur permettant d'exercer efficacement et d'une manière remarquable les prestations de santé dans la région de Guerrara.

Elle contribuera à la fois à l'amélioration des services médicaux fournis aux citoyens et à la promotion de la recherche scientifique dans ce domaine, a souligné, Dr Zenati. Edifié sur une superficie de plus de 8 ha pour accueillir 120 patients, pour un coût de plus de 2,8 milliards DA, cet établissement hospitalier a connu un retard considérable depuis le lancement des travaux de sa réalisation en 2009 suite au désistement des entreprises de réalisation, a-t-il rappelé .

La mise en services de cette structure médicale de haut niveau permet de pallier le déficit de l'offre médicale, d'alléger la pression sur les établissements médicaux du chef-lieux de wilaya et d'accompagner la demande croissante sur les services de

santé pour toute la région du sud. Elle est dotée des services de spécialités chirurgicales, spécialités médicales, de réanimation et des urgences ainsi que de diagnostique (Imagerie médicale, laboratoire).

Le directeur de la santé de Ghardaia a exhorté «l'ensemble des cadres médicaux et partenaires à veiller à préserver cette structure de santé et leurs équipements, ainsi que leur entretien, en raison des grands efforts consentis par les pouvoirs publics pour sa réalisation».

Les pouvoirs publics ont mis en œuvre un nombre d'actions visant à améliorer les conditions d'hospitalisation et les services médicaux fournis au citoyen ainsi que la modernisation des outils de gestion et l'amélioration de la qualité des produits et prestations pharmaceutiques. L'ancien hôpital de Guerrara gardera parallèlement à l'ouverture du nouvel hôpital, ses activités avant de le transformer en une unité de santé de proximité, selon la même source.

CHLEF
Journées médico-chirurgicales: 150 interventions
programmées à l'Hôpital d'Ain Mrane

Cent cinquante (150) interventions chirurgicales dans les spécialités de gynécologie-obstétrique et d'ophtalmologie sont programmées à l'hôpital d'Ain Mrane, nord-ouest de Chlef,

dans le cadre des Journées médico-chirurgicales ouvertes, di-

manche, au niveau de cet établissement, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Santé et de la population (DSP).

Ces Journées médico-chirurgicales qui se poursuivront jusqu'au 3 février prochain, sont organisées par le secteur de la

santé de Chlef en coordination avec l'association algérienne «Imal El-Mostakbal » et l'association humanitaire «Avenir Suisse», a indiqué le chargé de communication de la DSP, Nouis Zakaria. Le programme de ces journées se répartit en deux phases. La première, prévue du 21 au 26 janvier, est consacrée aux interventions en gynécologie-obstétrique, au profit de 40 patientes, qui bénéficieront, notamment, d'hystérectomies et de traitement du prolapsus utérin. La seconde phase du programme s'étalera du 27 janvier au 3 février, et profitera à 110 malades qui bénéficieront d'interventions chirurgicales en ophtalmologie.

Ces interventions seront réalisées par une mission médicale mixte englobant des spécialistes, des chirurgiens, des paramédicaux et des médecins réanimateurs et anesthésistes algériens

et suisses. La démarche vise «la promotion des prestations médicales et l'échange d'expériences entre différentes équipes médicales», selon la même source. Toujours au titre de ces Journées, la mission médicale va également effectuer des examens en gynécologie-obstétrique au profit de 30 patientes/jour, en moyenne. Les patientes nécessitant une intervention chirurgicale seront opérées, a souligné M. Nouis. Dans le même sillage, l'association des médecins privés de Chlef a programmé l'organisation, les 9 et 10 février prochains, d'une Journée de formation sur le cancer de la prostate, au profit des médecins généralistes et spécialistes, durant laquelle une campagne de dépistage précoce de cette pathologie sera menée au profit de 300 personnes, au niveau de l'hôpital des «Sœurs Bedj» de Chlef.

EL BAYAD
Trente enfants bénéficient d'opérations chirurgicales
à l'Hôpital de Labiod Sidi Cheikh

Trente (30) opérations de chirurgie pédiatrique ont été réalisées au niveau de l'Hôpital «M'hamed Djermani» de Labiod Sidi Cheikh (El Bayadh), a-t-on appris, dimanche, du directeur de cet établissement hospitalier. M. Djilali Boudia a indiqué à l'APS que ces opérations ont été effectuées, jeudi et vendredi derniers, en collaboration avec l'association nationale «Les Amis du malade», ajoutant que tous les moyens logistiques et humains ont été mobilisés pour la réussite de ces opérations. L'équipe médicale qui a effectué ces actes chirurgicaux est composée de deux médecins issus du secteur public des wilayas de Tissemsilt et Ghardaïa et des médecins de l'Hôpital «M'hamed Djermani», ainsi que des agents paramédicaux de l'Hôpital. Ces initiatives, menées périodiquement avec la collaboration de l'association «Les Amis du malade» au niveau de cet établissement hospitalier, contribuent largement à épargner aux enfants malades de la région les déplacements vers les wilayas du Nord du pays pour les besoins d'auscultation ou pour y subir des opérations chirurgicales, a fait savoir le même responsable. Ces journées médico-chirurgicales représentent, en outre, une opportunité de formation continue

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Le Yémen connaît la pire crise humanitaire au monde

Le représentant de l’Organisation mondiale de la santé (OMS) au Yémen, Arturo Besegan, a déclaré que le pays, après près d’une décennie de conflit, connaît l’une des pires crises humanitaires au monde.

Besegan a souligné mardi lors d’une conférence de presse au bureau des Nations unies à Genève que «des millions d’enfants au Yémen sont nés dans un environnement de guerre et que beaucoup d’entre eux ont grandi en étant témoins de conflits».

Il a poursuivi en disant : «Le peuple yéménite a subi de profondes destructions, la



faim et la violence. Il mérite une vie de paix et de progrès». Il a ajouté : «Cette année, 17,8 millions de personnes au Yémen ont besoin d’une aide sanitaire et 2,4 millions d’enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition. Seuls 51% des établissements de santé fonctionnent à pleine capacité, et 36% d’entre eux fournissent des services limités».

SOMALIE

Plus de 470 cas de choléra et de diarrhée aiguë enregistrés en une semaine

Plus de 470 cas de choléra et de diarrhée aiguë ont été signalés en Somalie en une semaine, a rapporté le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA). «Le choléra et la diarrhée aiguë se propagent en Somalie. Plus de 470 cas ont été enregistrés au cours de la deuxième semaine de janvier, dont au moins neuf décès», est-il indiqué. La plupart de ces cas se trouvent dans l’Etat d’Hirshabelle, dans le centre du pays, qui a connu de graves inondations

pendant la saison des pluies à la fin de l’année dernière. «L’épidémie actuelle est un prolongement de l’épidémie de 2023, lorsque plus de 18.300 cas ont été signalés, dont plus de la moitié sont des enfants de moins de cinq ans», fait savoir le OCHA. Les Nations unies et leurs partenaires prennent des mesures pour répondre à l’épidémie dans les zones touchées par les inondations. Elles comprennent la mise en place de nouveaux centres médicaux. De plus, «des efforts de sensibilisation

sont en cours avec la participation des agents de santé». D’autres inondations sont attendues en Somalie pendant la saison des pluies, d’avril à juin. «L’insuffisance du financement de l’aide humanitaire est un problème grave», a souligné le OCHA. «L’appel aux donateurs lancé l’année dernière pour obtenir 2,6 milliards de dollars pour aider 7,6 millions de personnes en Somalie a été financé à moins de 44%. 1,1 milliard de dollars a été reçu», a rappelé l’organisation.

ACCORD DE PRÉVENTION DES PANDÉMIES

Le patron de l’OMS se montre assez pessimiste

Le chef de l’Organisation mondiale de la santé s’est dit pessimiste lundi sur la capacité des pays membres à trouver un accord pour mieux combattre les futures pandémies d’ici le mois de mai. «Les générations futures ne nous pardonneront peut-être pas» de ne pas tenir les engagements pris au plus fort de la pandémie qui a mis l’économie mondiale à genou et coûté la vie à des millions de personnes, a mis en garde Tedros Adhanom Ghebreyesus, au début de la réunion cette semaine à Genève du Comité exécutif de l’OMS.

Les 194 Etats membres de l’OMS ont convenu de négocier un accord international

visant à s’assurer que les pays soient mieux équipés pour faire face à la prochaine catastrophe sanitaire, voire la prévenir. L’objectif était de sceller l’accord lors de la réunion annuelle de 2024 de l’Assemblée mondiale de la santé, l’organe décisionnel de l’OMS, qui se réunira le 27 mai. «Le temps presse et si personne n’est prêt à bouger, l’ensemble du projet risque de capoter», a prévenu le docteur Tedros. Les dirigeants du monde entier s’étaient engagés à boucler les négociations sur l’accord sur la pandémie et à toiletter les amendements au Règlement sanitaire interna-

tional (RSI) d’ici le mois de mai. Ces deux initiatives doivent permettre d’éviter les cafouillages et dysfonctionnements qui ont freiné la lutte contre la pandémie de Covid-19. «Je dois dire que je crains que les Etats membres ne respectent pas cet engagement. Le temps presse. Et il reste des questions en suspens qui doivent être résolues», a déclaré le docteur Tedros. «A mon avis, l’échec de l’accord sur la pandémie et des amendements au RSI constituerait une occasion manquée que les générations futures ne nous pardonneront peut-être pas», a-t-il lancé, demandant aux

pays de faire preuve de courage et de compromis. «Vous ne parviendrez pas à un consensus si chacun reste campé sur ses positions. Tout le monde devra donner quelque chose, sinon personne n’obtiendra rien». «J’exhorte tous les Etats membres à travailler de toute urgence et avec détermination pour parvenir à un consensus sur un accord solide qui contribuera à protéger nos enfants et petits-enfants des futures pandémies».

En mai 2023, l’OMS a déclaré la fin du Covid-19 comme urgence de santé publique de portée internationale, son niveau d’alerte le plus élevé.

CAMEROUN

Lancement de la première campagne de vaccination des enfants contre le paludisme

Le Cameroun a commencé lundi à vacciner les enfants contre le paludisme pour la toute première fois dans les établissements de santé publics et privés à travers 42 districts sanitaires, a annoncé le ministère camerounais de la Santé.

Le paludisme est responsable de 70%

des décès d’enfants au Cameroun, selon le ministère de la Santé. «Le vaccin est conçu comme un outil complémentaire à d’autres mesures efficaces de prévention et de contrôle du paludisme qui ont fait leurs preuves», a indiqué un responsable de la santé publique, Léonard Ewane. Selon l’OMS, en 2022, on esti-

maît à 249 millions le nombre de cas de paludisme et à 608.000 le nombre de décès dus à cette maladie dans 85 pays.

L’Afrique comptait 94% des cas de paludisme et 95% des décès. Les enfants de moins de cinq ans représentaient environ 80% de tous les décès dus au paludisme dans la région.

AFRIQUE AUSTRALE

Hausse des cas de choléra (ONG)

Le Malawi, le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe sont confrontés à une augmentation inquiétante des cas de choléra, a averti Oxfam, confédération d’une vingtaine d’organisations caritatives.

«Le taux sans précédent de cas et de décès est terrifiant et submerge complètement les systèmes de santé de ces pays. L’épidémie se transforme en une crise sanitaire incontrôlable», a déclaré le directeur d’Oxfam pour la région Afrique australe, Machinda Marongwe.

Au cours des sept derniers jours, selon l’organisation, la

Zambie a, à elle seule, enregistré près de 3 500 nouveaux cas et 124 décès, y compris des bébés. En seulement une semaine, la capitale du pays, Lusaka, a connu une augmentation de plus de 70% des cas et une augmentation de 175% des décès.

Le gouvernement zambien a été contraint de retarder de trois semaines la réouverture des écoles et désigné le stade national de football comme centre de traitement, afin d’alléger la pression sur les établissements de santé.

Selon l’ONG, le Zimbabwe a enregistré 1 839 cas et 39 décès

au cours des sept derniers jours. Depuis février de l’année dernière, 16 568 cas et 67 décès confirmés - auxquels s’ajoutent 297 décès suspects - ont été enregistrés. S’agissant du Mozambique, il a connu l’épidémie de choléra la plus meurtrière depuis des décennies, avec plus de 37 000 cas au cours de l’année écoulée.

L’épidémie a poussé le Malawi, quant à lui, à déclarer une urgence de santé publique après la mort de 1 700 personnes depuis le début de l’épidémie en novembre 2022.

«Les gouvernements et les agences de la région ont be-

soin d’un financement immédiat pour mettre en œuvre rapidement des activités et des projets qui contribueraient à améliorer l’hygiène des populations et l’accès à l’eau potable, car ces deux facteurs sont essentiels dans la lutte contre la propagation» du virus, a ajouté Machinda Marongwe. Infection diarrhéique aiguë provoquée par l’absorption d’aliments ou d’eau contaminés, le choléra est en forte recrudescence sur le continent africain, notamment en Afrique australe, mais aussi dans certaines zones de la Corne de l’Afrique.

EUROPE

30 fois plus de cas de rougeole en 2023 qu’en 2022 (OMS)

L’Europe a enregistré 30 fois plus de cas de rougeole entre janvier et octobre 2023 qu’en 2022, a alerté mardi la branche européenne de l’Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui appelle à l’intensification de la campagne d’immunisation. «Entre janvier et octobre 2023, plus de 30.000 cas de rougeole ont été signalés par 40 des 53 Etats membres de la région», qui s’étend jusqu’en Asie centrale, a indiqué l’organisme onusien dans un communiqué. En 2022, 941 cas avaient été rapportés. «Nous avons constaté dans la région non seulement une multiplication par 30 des cas de rougeole, mais aussi près de 21.000 hospitalisations et cinq décès liés à la rougeole. C’est inquiétant», a dit le directeur régional de l’OMS Hans Kluge, cité dans le communiqué.

«Des efforts de vaccination urgents sont nécessaires pour stopper la transmission et empêcher la propagation». La recrudescence de cette maladie virale très contagieuse, qui peut entraîner des complications mortelles et se propage par voie aérienne, est attribuée à une baisse de la couverture vaccinale pendant les années Covid.

«La pandémie de Covid-19 a eu un impact significatif sur les performances du système de vaccination au cours de cette période, entraînant une accumulation d’enfants non vaccinés ou insuffisamment vaccinés», est-il écrit. Selon l’OMS, qui réclame l’intensification des campagnes pour sensibiliser les communautés non vaccinées, plus de 1,8 million de nourrissons de la région n’ont pas été vaccinés contre la rougeole entre 2020 et 2022. Au niveau local, il importe qu’au moins 95% des enfants soient vaccinés pour éviter d’éventuelles flambées lors de l’importation du virus. En 2022, 92% des enfants européens avait reçu une deuxième dose de vaccin.

BRÉSIL

Campagne de vaccination contre la dengue après une flambée de cas

Le Brésil va débiter en février une vaste campagne de vaccination contre la dengue après une flambée inquiétante des cas en ce début d’année, a-t-on indiqué lundi auprès du ministère de la Santé. Le plus grand pays d’Amérique latine assure qu’il sera ainsi le premier au monde à offrir gratuitement ce vaccin. Le ministère a annoncé qu’une première livraison de 750.000 doses — sur 6,5 millions au total d’ici la fin de l’année — était arrivée en fin de semaine dernière. Le Brésil, pays aux dimensions continentales peuplé de 203 millions d’habitants, a recensé 56.000 cas de dengue au cours des deux premières semaines de janvier, deux fois plus que sur la même période en 2023, selon les chiffres officiels. Six décès ont été confirmés.

En 2023, les cas avaient déjà augmenté de 57% par rapport à l’année précédente. Le vaccin Qdenga, produit par le laboratoire japonais Takeda, a été approuvé en décembre par le régulateur sanitaire brésilien Anvisa. Son utilisation, recommandée par l’Organisation mondiale de la santé (OMS), a également été approuvée par l’Union Européenne et des pays comme l’Indonésie ou la Thaïlande.

Le gouvernement brésilien a prévu de vacciner 3,2 millions de personnes, qui recevront deux doses. La capacité de production «limitée» du laboratoire ne permettant pas une vaccination de masse, les autorités ont décidé de cibler les 10-14 ans, tranche d’âge qui concentre le plus grand nombre d’hospitalisations. Les villes de plus de 100.000 habitants seront également prioritaires. La dengue, virus répandu dans les pays chauds, sévit principalement dans les zones urbaines et semi-urbaines et cause 100 à 400 millions d’infections par an, selon l’OMS. Elle est transmise par la piqûre d’un moustique infecté, comme le paludisme, dont elle présente les mêmes symptômes. Frontalier du Brésil, le Pérou a également connu une flambée des cas de dengue l’an dernier, avec un nombre de décès record depuis la réapparition de la maladie il y a quarante ans.

CANCER DE LA PROSTATE IL Y EN AURAIT 5 DIFFÉRENTS

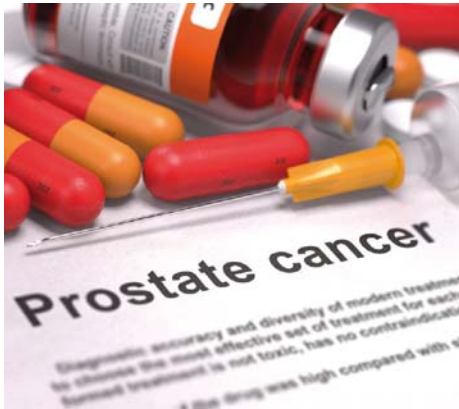
Des scientifiques britanniques ont identifié cinq types de cancer de la prostate, chacun avec une signature génétique distincte.

En comparant 250 échantillons de tumeurs prélevées lors d'opérations chirurgicales de la prostate, le Dr Alastair Lamb, de l'Institut britannique de recherche sur le cancer, a découvert qu'il n'y avait pas UN cancer mais CINQ cancers différents, chacun avec une signature génétique distincte.

Ces résultats pourraient aider les médecins à décider sur le meilleur traitement pour chaque patient, en fonction des caractéristiques de leur tumeur, at-il déclaré lors de la présentation de son étude.

Les résultats, fondés sur l'analyse de 100 gènes différents dans les tissus cancéreux de 250 hommes, pourraient à l'avenir, aider les médecins à distinguer les cancers les plus agressifs (que les chercheurs comparent à des tigres féroces qui évoluent agressivement) des cancers qui le sont moins (que les chercheurs comparent à des paisibles chats de gouttière qui n'ont aucune once d'agressivité). Cela permettrait aux oncologues d'adapter le traitement en conséquence.

Les cas agressifs peuvent nécessiter un traitement intensif. Mais d'autres tumeurs peuvent être plus gérables et les patients n'auraient pas à souffrir nécessairement



des effets secondaires des traitements les plus lourds" explique le médecin.

La prochaine étape consiste à confirmer ces résultats avec des études de plus grande ampleur et de nous plonger dans les "écrous et boulons" moléculaires de chaque type spécifique de cancer de la prostate afin de mettre au point les tests qui nous permettront de les distinguer chez les patients.

LE CANCER DE LA PROSTATE EN CHIFFRES

Selon les chiffres de l'Institut national du cancer publiés en début d'année dans le document sur Les cancers en France, le cancer de la prostate est le cancer masculin le plus fréquent. Il se situe au 1er rang des cancers incidents chez l'homme, loin devant les cancers du poumon et du colon-rectum. Il constitue par ailleurs la troisième cause de décès par cancer chez l'homme.

L'estimation du nombre de nouveaux cas selon l'âge indique une survenue tardive de ce cancer. C'est autour de 70 ans que l'incidence est la plus élevée. Avant 50 ans l'incidence est faible et elle augmente progressivement avec l'âge.

Cancer de la prostate : la dépression complique la guérison

La dépression peut créer des inégalités de traitement face à la maladie. Une étude montre que les hommes ayant été dépressifs avant leur cancer risquent de développer une forme plus agressive de la maladie. La dépression est un mal qui vous ronge de l'intérieur et peut miner le processus de lutte contre certaines maladies comme le cancer.

"Nous avons l'habitude de penser aux disparités de traitement face à la maladie en fonction de la race ou du statut économique. Mais notre recherche montre que la maladie mentale peut aussi influencer le choix du traitement et les issues du cancer de la prostate", explique le Dr Jim Hu, chef du service de chirurgie mini-invasive au David Geffen School of Medicine à l'Université de Californie.

Dans la revue spécialisée Journal of Clinical Oncology, il conclut que les hommes plus âgés ayant souffert de dépression avant de se faire diagnostiquer un cancer de la prostate ont plus de risque de développer une forme agressive de la maladie. Ils ont également moins de chances de réussir le traitement recommandé et donc plus tendance à succomber à la maladie.

L'étude s'est focalisée sur un large panel de plus de 40 000 hommes diagnostiqués avec un cancer de la prostate entre 2004 et 2007. Ils ont été suivis en 2009. 1 894 hommes parmi les volontaires ont souffert de dépression deux ans avant d'apprendre qu'ils avaient un cancer.

Selon les chercheurs, l'impact négatif de la dépression dans la lutte contre la maladie pourrait être lié au fait que les patients se font dépister leur cancer plus tardivement. Ils supposent que les visites médicales se concentrent sur la santé psychique du patient, poussant à porter moins d'attention à la détection du cancer. Ces résultats devraient être confirmés avec d'autres études. De précédents travaux ont en effet exclu tout lien entre cancer et dépression.

DR ROBERTO/REUTERS

CANCER DE LA PROSTATE A-T-IL UN LIEN AVEC L'ALIMENTATION ?

Et si l'alimentation avait aussi un rôle sur le bon fonctionnement de la prostate ? Une récente étude suggère que le cancer de la prostate pourrait dépendre aussi de l'alimentation.

L'étude se passe à Montréal. Les résultats médicaux de 4000 hommes, examinés entre 2005 et 2012, sont passés au peigne fin par une chercheuse de l'INRS, la professeure Marie-Elise Parent. Elle cherche à comprendre s'il peut y avoir un lien entre cancer de la prostate et alimentation... Et la réponse est plutôt oui, souligne l'étude.

Pour en arriver à cette conclusion, elle a divisé les 4 000 profils masculins étudiés en trois catégories alimentaires : saine (essentiellement végétale), occidentale avec sel et alcool, et occidentale avec sucres et boissons (pâtes, pizzas, sodas). D'autre part, elle associe l'âge des sujets, les antécédents médicaux des patients, l'ethnicité mais aussi l'éducation.

ALCOOL ET SEL, SANS LIEN VÉRIFIABLE AVEC LE CANCER DE LA PROSTATE

Sans véritable surprise, elle s'est aperçue que les hommes ayant une alimentation saine avaient moins tendance à développer un cancer de la prostate. Et que ceux dont l'alimentation était composée de sucre et de boissons gazeuses développaient des



cancers de la prostate plus agressifs. Mais contre toute attente, l'alimentation à base de sel et d'alcool (bière et vin) n'a pas permis d'établir un lien clair avec ce type de cancer.

Le choix d'un "profil alimentaire", plutôt que d'isoler un ou plusieurs aliments potentiellement à risque, permet de faire des recommandations nutritionnelles plus globales, à la suite de cette étude. "Plutôt que de miser sur un

aliment miracle, on adopte un profil alimentaire" pour se prémunir d'un cancer de la prostate, a conclut la chercheuse.

CANCER DE LA PROSTATE : FAUT-IL SE FAIRE DÉPISTER ? Le cancer de la prostate survient tardivement et il a en général une évolution lente. Beaucoup d'hommes concernés mourront donc d'autre chose que de leur cancer. "On estime que 70 % des

hommes de 80 ans ont un cancer de la prostate" rappelle le Dr Jean-Baptiste Méric. Pas question, donc, d'aller dépister ces tumeurs chez des patients âgés ! Il en est tout autrement pour des hommes plus jeunes ou des personnes à risques (patients afro-américains, hommes dont le père ou le grand-père est mort d'un cancer de la prostate...). Pour ceux-là, mieux vaut un dépistage dès 45 ans : pour les autres, à partir de 50 ans.

LE CANCER DE LA PROSTATE ET L'INFERTILITÉ AURAIENT LA MÊME CAUSE

Les hommes qui souffrent d'infertilité auraient plus de risques d'avoir un cancer de la prostate, selon une étude suédoise. Les chercheurs de l'Université de Lund, en Suède, ont utilisé les données des registres nationaux des naissances et des cancers pour vérifier le lien éventuel entre l'infertilité masculine et le cancer de la prostate. Ils ont

ainsi découvert que les hommes qui avaient eu recours à un traitement pour l'infertilité avaient également un risque plus élevé de développer un cancer de la prostate à un stade précoce, avant l'âge de 55 ans. La Pr Yvonne Givercman, qui a dirigé cette étude publiée dans le British medical journal, estime que l'infertilité masculine devrait être

un marqueur de risque pour les médecins et devrait les inciter à suivre ces patients d'un peu plus près dans la prévention du cancer. "Isoler un petit groupe à haut risque et nous devrions les suivre de plus près" a-t-elle déclaré à la BBC. Toutefois, aucun lien de cause à effet n'a encore pu être prouvé.

UN TEST URINAIRE À DOMICILE POUR DÉTECTER LE CANCER DE LA PROSTATE

Des chercheurs britanniques ont proposé un nouveau test pour dépister le cancer de la prostate. En Angleterre, des chercheurs ont mis au point un nouveau test qui permettrait de dépister plus rapidement et plus simplement le cancer de la prostate. La méthode ? Uriner dans un petit kit prévu à cet effet baptisé "PUR" (Prostate Urine Risk) détaillé la revue BioTechniques.

Habituellement, le dépistage se fait via un toucher rectal, ou encore des analyses sanguines, un examen IRM et une biopsie. Mais ces techniques prennent du temps et peuvent être invasives

pour les patients. Les chercheurs ont donc travaillé avec 14 hommes à qui ils ont fait l'examen médical du toucher rectal, ainsi que le test PUR.

EVALUER L'AGRESSIVITÉ DU CANCER Au final, le test urinaire est plus précis que l'examen physique. Les biomarqueurs sont présents et permettent d'identifier s'il y a des traces d'un cancer de la prostate ou non. Moins d'examen inutiles, plus de confort pour les patients et un moyen aussi d'évaluer l'agressivité du cancer détecté.



Il demande aussi moins de travail pour les médecins et plus de facilité à prendre la maladie

en amont. L'étude ne précise toutefois pas encore de date de mise sur le marché.

DÉPISTAGE DU CANCER DE LA PROSTATE : DEUX TESTS VALENT MIEUX QU'UN

Des chercheurs canadiens ont découvert que le nombre de biopsies pourrait être réduit de 60 % si le test de dépistage du cancer de la prostate était réalisé deux fois au lieu d'une. Effectuer deux fois de suite le test de dépistage du cancer de la prostate rendrait le résultat plus fiable et permettrait de réduire le nombre de biopsies inutiles de 60%, selon une étude des chercheurs de l'Université d'Ottawa (Canada).

Le cancer de la prostate est le plus fréquent des cancers chez l'homme. Il peut être dépisté grâce à un test sanguin dit "test PSA" qui permet de doser la concentration d'un antigène prostatique spécifique (PSA) fabriqué par la prostate. Le PSA agit comme un marqueur tumoral, c'est-à-dire que sa présence en quantité plus grande que la normale peut signaler la présence d'un cancer. Lorsque la quantité de PSA est élevée, un biopsie est réalisée pour confirmer (ou non) la

présence d'une tumeur. Pour leur étude, les chercheurs canadiens ont examiné les dossiers médicaux de 1268 hommes qui ont eu un résultat de test de PSA anormal et ont ensuite été examinés au Centre d'évaluation du cancer régional d'Ottawa entre 2008 et 2013. Pour 23% d'entre eux, un second test s'est révélé normal. Et seuls 28% des patients ont dû subir une biopsie, qui ne s'est finalement révélée positive que pour 3% des hommes.

"Les niveaux de PSA peuvent fluctuer à cause des infections, de l'activité physique mais aussi des erreurs de laboratoire. En raison de cette variation, nous avons pris pour habitude de toujours refaire un test avant de prescrire une biopsie aux patients. Nous avions eu le pressentiment que cela permettrait de réduire les biopsies inutiles et notre étude montre que nos soupçons étaient corrects" souligne le Dr Rodney Breaux, oncologue à l'Hôpital d'Ottawa.

UNE PRISE DE SANG POUR VOIR SI LE TRAITEMENT MARCHE

Chez un patient sur 5, le traitement à base de glucocorticoïdes en cas de cancer de la prostate cesse de fonctionner après un certain délai. Un nouveau test sanguin devrait permettre de signaler si le traitement est toujours efficace ou pas. Ce que les spécialistes de l'Institut de recherche sur le cancer de Londres viennent de mettre au point n'est qu'un simple test sanguin. Pourtant, c'est une découverte qui, selon les médecins, "pourrait sauver d'innombrables vies". En effet, ce test sanguin permet de déterminer si le traitement à base de glucocorticoïdes que prennent les patients atteints d'un cancer de la prostate, est efficace sur la tumeur ou pas.

Ces médicaments (des stéroïdes) sont pres-

crits à 90% des hommes qui souffrent d'une forme de cancer de la prostate car ils sont initialement très efficaces pour combattre la tumeur. Mais après un certain temps, qui varie d'un patient à un autre, le traitement cesse de fonctionner. Et chez un patient sur 5, cela peut conduire à une mutation qui accélère la croissance de la tumeur.

C'est pourquoi les spécialistes applaudissent l'arrivée de ce test sanguin, qui va permettre de déterminer à quel moment précis le traitement par glucocorticoïdes cesse d'être efficace. Le traitement pourra alors être arrêté avant que le cancer ne commence à devenir résistant au traitement et ne commence à muter en une forme



agressive. Pour l'instant, seuls les patients du service oncologie de l'hôpital Royal Marsden de Londres, bénéficient de cette prise de sang que les médecins appellent déjà "une biopsie liquide". L'équipe du Dr Gerhardt Attard, chef du service oncologie de cet hôpital britannique, doit poursuivre les recherches sur un plus grand nombre de patients avant que cette procédure ne soit étendue à d'autres hôpitaux. "Mais petit à petit, l'utilisation de ces tests sanguins pourrait également être étendue à d'autres formes de cancers. Ce qui nous permettra de nous diriger vers une réelle personnalisation du traitement contre les tumeurs cancéreuses" affirme le médecin.

BURKINA FASO

L'armée neutralise un cadre important de "Daech"

L'armée burkinabè a annoncé, mardi, avoir neutralisé un cadre important du groupe terroriste autoproclamé (Etat islamique) "Daech" au Burkina Faso, a rapporté l'agence de presse du Burkina Faso (AIB), citant des sources sécuritaires.

Harouna Oulel alias Abdel-Malick était le numéro deux de "Daech" dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. Il a été éliminé avec "plusieurs de ses lieutenants" lors d'une opération sécuritaire dans la région du Sahel le 21 janvier dernier.

Selon la même source la neutralisation de Harouna Oulel, dont la tête était mise à prix pour la somme de 150 millions de FCFA, "marque un

grand pas dans la lutte contre le terrorisme et la restauration de l'intégrité territoriale, en particulier dans le nord du Burkina Faso".

Dimanche, Abdel-Malick quitte la zone des trois frontières à destination de la commune rurale de Markoye (province de l'Oudalan), à bord d'un pick-up escorté par des terroristes à motocyclettes, précise l'AIB. Le cortège de "Daech" est repéré par

les appareils de l'armée de l'air burkinabè.

Le convoi sera bombardé depuis les airs, au moment où il observait un arrêt sous des arbustes. Le bilan établi par les soldats au sol fait état de cinq terroristes tués parmi lesquels Harouna Oulel et de quatre autres blessés. Des motocyclettes et de l'armement ont également été détruits, rapporte la même source.

SOUDAN

La guerre continue de causer des souffrances extrêmes à des millions de personnes (ONG)

La guerre au Soudan, qui est entrée dans son neuvième mois la semaine dernière, continue de causer des souffrances extrêmes à des millions de personnes à travers le pays et dans les Etats voisins, les femmes et les enfants subissant les conséquences du conflit de la manière la plus aiguë, alerte Care International.

"Les récents combats dans l'est et le sud du Soudan – y compris dans les zones qui avaient été épargnées par le pire du conflit jusqu'à la mi-décembre – ont ajouté au traumatisme et au déplacement vécus par un si grand nombre de personnes, et ont aggravé les craintes quant à la suite des événements", indique l'ONG lundi.

Parlant de l'impact continu de la guerre depuis avril dernier, Marie David, directrice pays par intérim de CARE Soudan, a déclaré : "Les pertes de vies humaines, les déplacements massifs, la violence sexiste, la faim, le choléra sont tous en augmentation et se produisent à un rythme alarmant.

Entre 70 et 80% des hôpitaux dans les zones touchées par le conflit ne sont plus fonctionnels. Cette crise exige plus d'attention et de financement". Selon les données de Care, plus de 7,4 millions de Soudanais sont actuellement déplacés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

A l'intérieur du pays,

environ six millions de personnes sont déplacées, ce qui fait du Soudan le pays comptant le plus grand nombre de personnes déplacées au monde. Le Soudan connaît également le plus grand déplacement d'enfants au monde, avec trois millions d'enfants ayant fui la violence généralisée. De plus, avec 10 400 écoles fermées dans les zones de conflit, le conflit a laissé 19 millions d'enfants sans accès à l'éducation, selon un rapport de 2023.

Pourtant, le Soudan est devenu une crise oubliée, avec une couverture médiatique limitée, compte tenu de son ampleur dévastatrice, et un manque de financement. 24,8 millions de personnes, soit

près d'une personne sur deux au Soudan, auront besoin d'une aide humanitaire en 2024, selon l'ONU. Le financement mondial pour la crise reste largement insuffisant, à peine 40 % de ce que prévoyait le Plan de réponse humanitaire (fin 2023).

"Nous appelons toutes les parties à veiller à ce que les civils, en particulier les femmes et les filles, soient épargnés par toute forme de violence et autorisés à se déplacer librement vers un lieu sûr sans restrictions, à avoir libre accès à leurs besoins fondamentaux et à sauvegarder leur dignité", a déclaré Marie David, directrice pays par intérim de CARE Soudan.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Une dizaine de civils tués par des miliciens dans l'ouest

Une dizaine de civils ont été tués mardi par des miliciens dans l'ouest de la République démocratique du Congo, dans une région en proie à un conflit à caractère communautaire, a-t-on indiqué de sources locales.

"Ils ont tué 11 personnes dont trois femmes" en fin de nuit dans le village de Fadiaka, dans le sud du territoire de Kwamouth de la province du Mai-Ndombe, a déclaré Guy Musomo, député de Kwamouth, en accusant des miliciens "mobondo" d'être les auteurs de cette attaque. Des violences com-

munitaires ont éclaté en 2022 dans cette province autour d'un conflit foncier entre les Teke, qui se considèrent comme propriétaires des villages situés le long du fleuve Congo et les Yaka, venus s'installer après eux. Présentés comme membres de la communauté Yaka, les "mobondo" sont accusés de prendre une part active dans ces violences qui ont fait des centaines de morts.

Les miliciens, armés de machettes et de fusils, "sont allés massacrer la population de Fadiaka quand ils ont vu que les militaires

avaient quitté les lieux pour une opération" dans un autre secteur, a précisé M. Musomo. Garry Sakata, député national élu du territoire voisin de Bagata, dans la province voisine du Kwilu, livre le même bilan et demande aux autorités "des mesures urgentes pour imposer la paix" dans la région. Le chef de secteur de Wamba, localité séparée de Kwamouth par la rivière Kwango, évoque de son côté huit morts à Fadiaka et exige lui aussi du gouvernement qu'il "sécurise la population dans cette zone troublée".

CENTRE DU NIGERIA

Couvre-feu décrété après de nouvelles attaques meurtrières

Les autorités nigérianes ont instauré un couvre-feu mardi dans une partie de l'Etat du Plateau, dans le centre du Nigeria, après une recrudescence des violences sur le territoire depuis le mois de décembre. Caleb Mutfwant, gouverneur de l'Etat du Plateau, a ordonné un couvre-feu de 24 heures dans le district du gouvernement local de Mangu, afin de lutter contre l'insécurité dans la zone, a déclaré son porte-parole dans un communiqué. "Seules les personnes avec des fonctions essentielles sont autorisées à se déplacer dans la zone de gouvernement local jusqu'à nouvel ordre", a indiqué Gyang Bere, directeur chargé des relations presse et des affaires publiques du gouverneur. Pour l'heure, les autorités locales n'ont donné aucun détail sur les dernières violences. "Nous ne connaissons pas encore le nombre exact de victimes", a déclaré le capitaine Oya James, porte-parole de l'armée locale.

ETHIOPIE

Les inondations perturbent la scolarité de plus de 67 000 enfants (ONU)

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance a signalé, mardi, que les inondations en Ethiopie ont eu un impact négatif sur la scolarité de plus de 67 000 enfants. Dans un communiqué de l'agence onusienne, il est indiqué que "plus de 67 000 enfants n'ont pas pu aller à l'école dans la région Somali en raison des inondations provoquées par des précipitations excessives".

Selon l'UNICEF, environ 42% des enfants qui ne peuvent pas aller à l'école sont des filles et 833 000 personnes dans la région ont besoin d'aide humanitaire. Les fortes pluies qui se poursuivent depuis des mois en Afrique de l'Est ont eu des conséquences négatives sur des pays comme la Somalie et le Kenya, ainsi que sur l'Ethiopie, selon l'ONU.

GHANA

La BM apporte un prêt de 300 millions de dollars pour soutenir l'économie

La Banque mondiale (BM) a annoncé mardi un prêt de 300 millions de dollars à destination du Ghana afin d'aider le pays ouest-africain, en proie à une crise économique persistante, à "renforcer sa stabilité macroéconomique et soutenir une croissance économique solide". L'annonce intervient cinq jours après le déboursement par le Fonds monétaire international (FMI) d'une nouvelle tranche de 600 millions de dollars dans le cadre du prêt de trois milliards accordé en mars dernier au Ghana.

Le prêt de la BM est "la première étape de trois opérations de 300 millions de dollars chacune", a précisé le communiqué de l'institution basée à Washington. "Restaurer un budget et une dette soutenables, renforcer les possibilités de croissance, ralentir l'inflation et protéger les plus vulnérables sont des priorités urgentes pour le Ghana et essentielles pour attirer plus d'investissements étrangers", a souligné le vice-président de la BM pour l'Afrique de l'ouest et centrale, Ousmane Diagona, cité dans le communiqué. De son côté, le ministre ghanéen des Finances, Kenneth Ofori-Atta a estimé que le prêt de la BM "va jouer un rôle vital pour relâcher les contraintes budgétaires du Ghana, soutenir la reprise économique en cours et protéger les pauvres et les vulnérables". Confronté à une dette qui s'est envolée notamment sous l'effet de la pandémie de Covid-19, le pays a obtenu un accord mi-janvier de ses principaux créanciers extérieurs pour une restructuration, étape essentielle pour permettre le versement d'aides de la part du FMI et de la BM. Vendredi, le FMI avait par ailleurs finalisé son Article IV (sa revue annuelle de l'économie nationale d'un pays) pour le Ghana. Après un ralentissement de la croissance ghanéenne, qui devrait s'établir à 2,3% sur 2023, le Fonds estime qu'elle devrait repartir en hausse et anticiper 2,8% en 2024 puis 4,4% en 2025. La reprise de l'économie, l'aide du FMI et la restructuration de la dette, devraient permettre au Ghana de ramener son ratio d'endettement de 93,3% du PIB en 2022 à 86,1% cette année et 72% d'ici à 2028.

JEÛNE MORTEL AU KENYA

Le pasteur également poursuivi pour "homicide involontaire"

Le pasteur Paul Nthenge Mackenzie, déjà poursuivi pour des accusations relevant du "terrorisme", a été inculpé mardi pour "homicide involontaire", après la mort au Kenya de 429 adeptes de sa secte auxquels il prêchait de jeûner jusqu'à la mort.

Le pasteur autoproclamé et 94 coaccusés, dont son épouse, ont répondu "non coupable" à la lecture des 238 cas d'"homicide involontaire" dont ils sont accusés, lors de leur comparution devant un tribunal de la ville de Mombasa, plus de neuf mois après la découverte de premiers corps dans la forêt de Shakahola, sur la côte kényane. Les procureurs avaient annoncé le 16 janvier vouloir engager des poursuites pour une dizaine de chefs d'accusation dans cette affaire, baptisée "le massacre de Shakahola", qui a choqué le Kenya.

Le 18 janvier, un tribunal de Mombasa a inculpé Paul Nthenge Mackenzie de "facilitation de la commission d'un acte terroriste", "possession d'un article en lien avec une infraction à la loi sur la prévention du terrorisme", "participation à une activité criminelle organisée" et "radicalisation". La veille, un tribunal de la ville de Malindi avait ordonné des expertises psychiatriques sur le pasteur et 30 coaccusés avant de se pencher sur les accusations d'"assassinat".

L'audience est fixée au 6 février. Les suspects doivent également comparaître jeudi en vue d'éventuelles poursuites pour des crimes sur des enfants, notamment "soumission d'un enfant à la torture", "cruauté sur enfant" et "violation du droit d'un enfant à l'éducation". Chauffeur de taxi avant de se proclamer pasteur, Paul Nthenge Mackenzie est en détention depuis le 14 avril, au lendemain de la découverte des premières victimes à Shakahola. Les recherches menées dans cette vaste zone de "bush" ont permis d'exhumer 429 corps, des décès qui se sont étalés sur plusieurs années. Les autopsies ont révélé que la majorité des victimes sont mortes de faim, vraisemblablement après avoir suivi les prêches de Paul Nthenge Mackenzie qui prônait de jeûner jusqu'à la mort avant la fin du monde qu'il prévoyait pour août 2023.

PALESTINE

Ghaza: le rejet par l'entité sioniste de la solution à deux Etats est "inacceptable", dit le chef de l'ONU

Le rejet par l'entité sioniste d'une solution à deux Etats, avec un Etat palestinien indépendant est "inacceptable" et risque de "prolonger le conflit", a déclaré mardi le secrétaire général de l'ONU devant le Conseil de sécurité.

"Le rejet clair et répété la semaine dernière de la solution à deux Etats au plus haut niveau de l'entité sioniste est inacceptable", a estimé Antonio Guterres lors de cette réunion du Conseil en présence de nombreux ministres des Affaires étrangères.

"Ce refus, et le déni du droit du peuple palestinien à avoir un Etat, pourrait prolonger indéfiniment un conflit qui est devenu une menace majeure pour la paix et la sécurité internationales", a-t-il ajouté à New York. "Le droit du peuple palestinien à construire son propre Etat totalement indépendant doit être reconnu par tous. Et tout refus d'accepter la solution à deux Etats par toute partie doit être fermement rejeté", a-t-il martelé.

"L'occupation sioniste doit prendre fin", a réclamé Antonio

Guterres, répétant d'autre part à nouveau son appel à un "cessez-le-feu humanitaire immédiat". Au total, 25.490 Palestiniens, en grande majorité des femmes, enfants et adolescents, sont tombés en martyrs depuis le début de l'agression sioniste sur Ghaza, selon les autorités sanitaires de l'enclave palestinienne.

"La population de Ghaza dans son ensemble subit des destructions à une échelle et un rythme sans parallèle dans l'Histoire récente. Rien ne peut justifier la pu-



niton collective du peuple palestinien", a déclaré Antonio Guterres. Il a également réclamé l'ouverture de nouveaux points de passage pour l'aide humanitaire vers la bande de Ghaza, toujours largement insuffisante pour plus de 2 millions d'habitants.

Début de la réunion de haut niveau du Conseil de sécurité sur la Palestine avec la participation de M. Attaf

Les travaux de la réunion de haut niveau du Conseil de sécurité sur la question palestinienne, ont débuté mardi à New York, avec la participation du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, qui a été chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

La réunion mensuelle

sur la situation au Proche-Orient, notamment dans les territoires palestiniens occupés, doit débuter par une intervention du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans laquelle il va évoquer la situation humanitaire à Ghaza, en proie à une agression sioniste sauvage depuis le 7 octobre, et les difficultés rencontrées pour acheminer

l'aide aux habitants.

Chargé par le président Abdelmadjid Tebboune, le ministre Ahmed Attaf est arrivé lundi à New York pour prendre part à cette réunion de haut niveau du Conseil de sécurité.

Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, cette réunion, à laquelle participe l'Al-

gérie comme seul membre arabe du Conseil de sécurité, s'inscrit dans le cadre des efforts et des démarches visant à exercer davantage de pression pour parvenir à un cessez-le-feu dans la bande de Ghaza, mettre fin à l'agression de l'entité sioniste et lever le blocus imposé par cette dernière aux efforts de secours et d'aide humanitaire.

FRANCE

La mobilisation des agriculteurs s'étend (médias)

Le mouvement de colère des agriculteurs s'est poursuivi mardi soir en France, mais endeuillé par la mort d'une femme renversée par une voiture sur un barrage. Parti du sud-ouest jeudi dernier, le mouvement de contestation y reste le plus actif, avec des barrages et perturbations autour de Toulouse, de Pau, de Bayonne, ou encore d'Agen, où des agriculteurs ont observé une minute de silence en hommage à l'agricultrice décédée, rapporte l'AFP.

Entre 120 et 150 personnes ont aussi bloqué mardi une plateforme logistique du groupe de grande distribution français Leclerc à Cas-

telnaudary. Mais les blocages s'étendent peu à peu à d'autres régions de France, y compris dans la partie nord du pays, selon la même source.

Ainsi dans la Somme (nord), selon la préfecture, 55 tracteurs, 32 véhicules légers et environ 110 personnes tiennent depuis mardi après-midi un barrage filant sur l'autoroute A29, près d'Amiens. Et un tronçon de l'A16 à hauteur de Beauvais est coupé à la circulation par des dizaines de tracteurs, selon des médias locaux.

Dans le centre-est, depuis 4h00 du matin, une trentaine de tracteurs ont bloqué la circulation sur

l'A7 dans les deux sens, entre Lyon et Valence (sud-est). Parmi les revendications entendues sur le terrain: des simplifications administratives, pas de nouvelle interdiction de pesticides, arrêter d'augmenter le prix du gazole pour les tracteurs, être indemnisé plus vite après des calamités ou encore la pleine application de la loi censée obliger les industriels et les grandes surfaces à mieux payer les agriculteurs. Des Pays-Bas à la Roumanie en passant par la Pologne ou l'Allemagne, les agriculteurs multiplient les actions contre les hausses des taxes et le "Pacte vert" européen.

ETATS-UNIS

Trump remporte la primaire républicaine du New Hampshire

L'ancien président Donald Trump a remporté, mardi, la primaire républicaine du New Hampshire, ouvrant la voie vers l'investiture de son parti en vue des élections présidentielles de novembre prochain.

Selon les médias américains, Trump a battu l'ancienne ambassadrice auprès de l'ONU, Nikki

Haley, lors de la primaire organisée dans le petit Etat du nord-est. La semaine dernière, Trump avait dominé le caucus de l'Iowa en remportant 51% des voix, contre 21% pour le gouverneur de Floride, Ron DeSantis, et 19% pour Nikki Haley. Le milliardaire new-yorkais avait survolé ce premier test républicain, après

avoir raflé 98 des 99 circonscriptions de l'Iowa.

Depuis, DeSantis a annoncé qu'il mettait fin à sa candidature aux élections présidentielles, tout en exprimant son soutien à l'ancien président Donald Trump. Réagissant à sa défaite au New Hampshire, Haley a promis de rester dans la course. L'ancienne gouverneuse

de Caroline du Sud a reconnu sa défaite, soulignant que "cette course est loin d'être terminée".

"Il reste des dizaines d'Etats à parcourir", a-t-elle ajouté. La candidate républicaine s'est engagée à poursuivre sa campagne en Caroline du Sud, son Etat d'origine, qui tient sa primaire le 24 février.

AFGHANISTAN

Les restrictions imposées aux femmes se poursuivent (rapport)

Un rapport publié lundi par la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA) a montré que les autorités de facto continuaient d'imposer des restrictions aux droits des femmes au travail, à l'éducation et à la liberté de mouvement.

Dans son dernier rapport sur la situation des droits humains en Afghanistan, la MANUA a indiqué qu'"environ 400 femmes travaillant dans la transformation des pignons de pin avaient été interdites de travail par les autorités de facto, et que 200 femmes travaillant dans une centrale électrique avaient été licenciées".

La MANUA a également noté que "des femmes avaient été arrêtées pour avoir acheté ou parce qu'elles ne sont pas accompagnées par un parent de sexe masculin (mahram) en public".

Les responsables auraient déclaré publiquement qu'"il est inapproprié pour les femmes célibataires de travailler à l'extérieur du foyer". Selon la mission, de nombreuses femmes ne sont pas non plus autorisées à monter à bord des bus ou à aller travailler parce qu'elles ne sont pas mariées ou parce qu'elles ne sont pas accompagnées par un parent de sexe masculin (mahram) en public".

La MANUA a également noté que les autorités de facto continuaient de violer le droit à la liberté d'expression en limitant les possibilités de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations et des idées.

Le 14 décembre de l'année dernière, le ministère taliban de l'Enseignement supérieur a publié une lettre ordonnant à toutes les universités et établissements d'enseignement privés de retirer les livres liés notamment aux partis politiques, indique le rapport.

HAÏTI

Doublent des homicides en 2023, près de 5.000 morts (rapport ONU)

Le nombre d'homicides a plus que doublé en Haïti en 2023, avec près de 5.000 personnes tuées, selon un rapport du secrétaire général de l'ONU, "consterné par le niveau stupéfiant" de la violence des gangs qui ravage ce pays des Caraïbes.

"Je suis consterné par le niveau stupéfiant de la violence des bandes, qui continue de s'aggraver et qui détruit la vie des Haïtiens, en particulier à Port-au-Prince", la capitale, dénonce Antonio Guterres dans ce rapport publié mardi.

"Les meurtres, les violences sexuelles et les enlèvements commis par les bandes organisées, notamment contre les femmes et les jeunes filles, entre autres crimes, se poursuivent en toute impunité", ajoute-t-il.

Selon le rapport, "le nombre d'homicides signalés a augmenté de 119,4% en 2023 par rapport à 2022, 4.789 victimes ayant été déplorées, dont 465 femmes, 93 garçons et 48 filles, soit un ratio de 40,9 homicides pour 100.000 habitants, contre 2,183 en 2022, soit un ratio estimé à 18,1 homicides pour 100.000 habitants".

"Le nombre de personnes enlevées a également augmenté, passant de 1.359 en 2022 à 2.490 en 2023, soit une augmentation de 83%". Face à cette grave crise sécuritaire et humanitaire, le Conseil de sécurité de l'ONU a donné en octobre son accord pour l'envoi en Haïti d'une mission multinationale menée par le Kenya afin d'aider la police haïtienne dépassée.

Le Parlement kényan a approuvé en novembre le déploiement de 1.000 policiers, mais la mission reste suspendue à la décision de la Haute cour de Nairobi qui doit se prononcer le 26 janvier sur le recours d'un opposant.

Dans son rapport, Antonio Guterres note que pour que cette mission "puisse avoir un impact durable", elle devra être accompagnée d'une "consolidation des systèmes judiciaire et pénitentiaire", ainsi que de solutions pour faire face à "l'usure de la police". Dans un contexte de manque de moyens et de crise politique, les effectifs de la police nationale continuent de diminuer "à un rythme alarmant". Ainsi, en 2023, 1.663 agents de police, dont 152 femmes, ont quitté l'institution, 48 ont été tués, et 75 blessés. Au 31 décembre, la police comptait 13.196 agents, selon le rapport.

ENTRETIEN AVEC L'ARTISTE KARIM AMOUCHE "Je construis des bateaux historiques et spécialement des bateaux algériens de l'époque ottomane"

Passionné par la construction de bateaux miniatures, activité qu'il pratique depuis de nombreuses années, Karim Amouche, évoque dans un entretien à DK News, son travail, les matériaux utilisés, les expositions auxquelles il a participé et parle de ses projets.

Entretien réalisé par
Djamel BOUDAA

DKN - comment êtes-vous venu à la construction de bateaux miniatures?

●●KA- Je suis «rentré» dans la construction de bateaux miniatures par passion des travaux manuels et par amour du bois.

DKN - A quel âge avez-vous commencé à construire ces bateaux miniatures?

●●KA- J'ai commencé la réalisation de bateaux miniatures à l'âge de 23 ans. Ma première œuvre est une frégate en miniature.

DKN - Considérez-vous cette activité comme un art ou de l'artisanat?

●●KA- Je pense que la construction de bateaux miniatures tient à la fois de l'art et de l'artisanat. Au début, c'est de l'artisanat et quand on passe à la décoration et à la mise en valeur des bateaux, cela devient carrément de l'art.

DKN - Quels types de bateaux construisez-vous?

●●KA- Je construis des bateaux historiques et spécialement des bateaux algériens de l'époque ottomane.

DKN - Quelle est leur dimension?

●●KA- La dimension de ces bateaux miniatures est généralement comprise entre vingt-cinq et cinquante centimètres.

DKN - Tenez-vous compte de l'échelle de valeur numérique par rapport aux vrais bateaux?

●●KA- Comme je travaille généralement sur des photos, alors j'utilise la règle de trois que j'ai appris à l'école primaire.

DKN - Quelles sont les étapes de votre travail?

●●KA- Je commence par le travail de bois ensuite la décoration puis le montage des voiles et en dernière étape la mise en valeur ou encadrement artistique qui est un autre métier.

DKN - Travaillez-vous d'après une documentation? Est-elle disponible?



●●KA- Mon travail est un travail de recherche, car avant l'exécution des maquettes je fais une petite recherche dans les livres, avec internet ou je me rends à la faculté d'histoire pour me documenter. Pour ce qui est de la disponibilité de la documentation, c'est une question de moyens.

DKN - Quels matériaux utilisez-vous?

●●KA- J'utilise principalement le bois, mais aussi le tissu, le fil, le cuivre, le fer etc.

DKN - Cela demande-t-il un matériel et lequel?

●●KA- L'outillage consiste principalement en une scie à chantourner, une perceuse miniature, une pince spéciale et une petite tronçonneuse.

DKN - Quant aux matériaux?

●●KA- Les matériaux utilisés sont le bois, la colle à bois, la colle rapide, la colle de contact, le vernis, la teinte, la peinture, du tissu et du papier.

DKN - Votre travail demande-t-il beaucoup d'espace?

●●KA- Cela demande un certain espace, un espace de dimension moyenne, espace que je n'ai pas pour l'instant.

DKN - cela demande combien de temps pour réaliser des bateaux miniatures?

●●KA- Je travaille par série, je réalise une dizaine d'œuvres en trois mois à peu près.

DKN - Appelle-t-on cela maquette de bateau ou bateau miniature?

●●KA- C'est plutôt des bateaux miniatures.

DKN - A qui vendez-vous généralement vos œuvres?

●●KA- Je vends au musée maritime, à la fédération de voile, aux hôtels, aux sociétés. J'ai aussi réalisé des œuvres



en miniature pour le ministère des Moudjahidine et des Ayant-droit. Pour ce qui est des particuliers, mes clients sont surtout des amateurs de la mer.

DKN - Avez-vous déjà exposé?

●●KA- Oui j'ai déjà exposé, mais si l'exposition est à titre privé ou associatif pour choisir l'endroit et le moment propice, c'est intéressant, mais mon grand problème est là, je n'arrive pas à m'intégrer dans ces groupes.

DKN - Avez-vous eu des distinctions?

●●KA- Je n'ai jamais eu de prix alors que je suis dans le domaine depuis les années quatre-vingt dix. Je suis passé à la Télévision nationale plusieurs fois.

DKN - Quel est le bateau préféré que vous avez réalisé?

●●KA- Le bateau que je re-

prends à chaque fois c'est Le Chébek, un bateau typiquement Algérien.

DKN - Quelle est la tranche d'âge des personnes qui s'intéressent à vos œuvres?

●●KA- Les personnes de tout âge s'intéressent à mon travail. Il n'y a pas de tranche d'âge bien définie.

DKN - Vivez-vous de la vente de vos œuvres ou avez-vous un emploi?

●●KA- Oui je vis de mon travail et ça ne marche pas bien actuellement pour moi depuis la période où il y avait l'épidémie de la corona. Je me débrouille comme je peux.

DKN - Considérez-vous cela comme un hobby ou un métier?

●●KA- Cela a toujours été une passion pour moi. Je suis venu à cette occupation par passion. Mais maintenant je suis un père de famille et j'ai des responsabilités et je décrocherai dès qu'une occasion se présentera à moi car ce n'est pas l'art qui va faire vivre ma famille. Mon plus gros problème est la commercialisation.

DKN - Quelles qualités demandez-vous de ce travail?

●●KA- Les qualités demandées dans cet art sont multiples, mais les plus importantes sont la patience et la persévérance.

DKN - Quels sont vos projets?

●●KA- je rêve de réaliser une collection en miniature de navires qui composaient la flotte algérienne de l'époque ottomane.

D. B.

THÉÂTRE

Le spectacle "Madinet El Malahi" met en garde contre l'addiction aux réseaux sociaux

La générale de la pièce de théâtre "Madinet El Malahi" (La Cité des loisirs), une mise en garde catégorique adressée aux enfants et à leurs parents, contre les risques d'addiction aux réseaux sociaux, a été présentée, mardi à Alger, devant un public nombreux.

Accueilli au Théâtre d'Alger-Centre, le spectacle, produit par l'association "Anwar Rouiba, pour la Culture et les Arts", a été mis en scène par Walid Hamidi sur un texte de Fatma Zohra Hamidi.

"Madinet El Malahi" raconte en une cinquantaine de minutes l'histoire de "Louai", campé par le jeune Mahrez Yacine Chaib, un enfant tombé sous l'emprise de l'errance virtuelle des réseaux sociaux, passant son temps à entretenir ses abonnements à différents sites Internet, et à essayer de nouvelles applications.

Ne pouvant se passer de son téléphone intelligent "Louai" s'isole et se déconnecte de la réalité, ne parlant presque plus à personne sauf quand il est contraint d'affronter l'éternel mécontentement de ses parents qui ne cessent de le rappeler à l'ordre, ce qu'il percevait comme un harcèlement morale devenu insupportable.

Manipulant démesurément son téléphone comme à ses habitudes, le jeune internaute va se retrouver prisonnier de la toile, après avoir répondu favorablement à une invitation formulée par une application malveillante qui le conviait alors à rejoindre la "Cité des loisirs".

Dans la détresse absolue car voulant revenir à la réalité et retrouver ses parents, "Louai" sera sauvé par "Booky", personnage d'un vieux sage représentant "le livre", en référence aux origines du Savoir et de l'éthique scientifique, brillamment incarné par Mohamed Aziz Chaabane.

Le spectacle a également été servi par Souad Ouail (dans le rôle de la mère aussi), Alaeddine Bouderradj, Khaoula Kaci et Aziz Kouriba, un ensemble de jeunes comédiens, promis à de belles carrières, en tenues multicolores pour rendre des personnages représentant les réseaux sociaux les plus influant sur les jeunes.

Dans un rythme ascendant, davantage embelli par les chorégraphies hautement esthétiques de Sid Ahmed Draoui, l'ensemble des comédiens a su porter la densité du texte, occupant tous les espaces de la scène.

Œuvre de Abderrezak Habbaz Kouadri, la scénographie était faite d'un éclairage judicieux et un décor multifonctionnel, avec des éléments amovibles servant de mobilier de maison ou suggérant le siège des sites les plus fréquentés par les jeunes enfants.

Ce volet du spectacle se rapportant au théâtre des choses a donné un apport concluant au spectacle, également relevé par la bande son et musique de "Saïd TGV", qui a réussi à donner à la représentation son aspect festif et divertissant que les nombreuses familles présentes avec leurs enfants, ont très bien apprécié.

"Madinet El Malahi" est le premier spectacle de l'association "Anwar Rouiba, pour la Culture et les Arts", qui compte à son actif quelques animations artistiques de proximité dans le registre clownesque notamment.

PRIX "CADETS DE LA CULTURE" Ouverture des candidatures jusqu'au 21 mars

Le dépôt des candidatures pour la 2ème édition du prix "Cadets de la culture", destiné aux jeunes créateurs, est ouvert jusqu'au 21 mars prochain, a annoncé le ministère de la Culture et des Arts dans un communiqué.

Les candidats souhaitant participer à ce prix, baptisé pour son édition 2024 du nom de l'écrivain et moudjahid disparu Mohamed Chebouki, doivent déposer leurs travaux au niveau du ministère de la Culture et des Arts à Alger, ou les envoyer par voie électronique à createurfutur@m-culture.gov.dz, avant le 21 mars 2024.

Ouvert aux enfants algériens résidant en Algérie et à l'étranger et âgés de 7 à 16 ans, le concours couvre de nombreux domaines de créativité, à savoir la musique et l'interprétation (chant, représentation théâtrale, télévisée ou cinématographique), les arts plastiques (dessin, sculpture et bande dessinée) et la littérature incluant poésie et récit pour enfants.

Placé sous le haut patronage du Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, les prix sont remis aux lauréats le 16 avril lors d'une cérémonie à l'occasion de la célébration de "Yaoum El Ilm" (Journée du savoir). Le prix "Cadets de la culture" récompense les trois premières œuvres de chaque catégorie, en plus des prix de motivation et d'encouragement, proposés par le jury. Créé en 2023, le prix vise à encourager et accompagner les jeunes créateurs dans les domaines culturels et artistiques.

MÉDIAS

Le Los Angeles Times annonce licencier un cinquième de sa rédaction

Le Los Angeles Times, le grand quotidien américain de la côte ouest créé il y a 142 ans, va licencier plus d'un cinquième de sa rédaction, soit au moins 115 personnes, a annoncé mardi le journal, en grande difficulté financière.

La direction du titre avait déjà annoncé jeudi "prévoir des licenciements" pour réduire son budget de fonctionnement, nouvel exemple de la profonde crise qui frappe la presse américaine. Quelque 90% des salariés syndiqués du journal avaient alors vendredi cessé de

travailler en protestation, appelant la direction à "s'asseoir à la table des négociations" et à "élaborer un plan de rachat" avec eux.

"La décision d'aujourd'hui est douloureuse pour tous, mais il est impératif que nous agissions rapidement et prenions des mesures pour construire un journal viable et florissant pour les futures générations", a déclaré mardi le propriétaire milliardaire du titre, Patrick Soon-Shiong, selon le L.A. Times. Le journal aurait ainsi perdu l'an der-

nier entre 30 et 40 millions de dollars. La presse écrite est en difficulté aux Etats-Unis et son extinction s'accélère, selon le dernier rapport annuel de l'école de journalisme de la Northwestern University. Plus de 130 journaux ont fermé ou été absorbés en 2023 dans le pays, soit 2,5 par semaine, selon ce document.

D'ici la fin 2024, les Etats-Unis devraient avoir perdu un tiers de leurs journaux en un peu moins de vingt ans.

APS

UNIVERSITÉ ORAN2 La revue "Traduction et langues" indexée dans la base de données mondiale "Scopus"

La revue "Traduction et langues" paraissant à l'université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed" a été indexée dans la base de données mondiale "Scopus", a-t-on appris de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Après cette nouvelle classification "Scopus", parue fin décembre dernier, un grand pas a été franchi, intégrant ainsi la base de données mondiale de référence dédiée aux revues scientifiques ayant un niveau d'excellence et dont les critères de classification sont jugés difficiles, a indiqué à l'APS Dr Ouhmiche Ghania, rédactrice en chef de cette revue.

Cette revue est la première à l'échelle nationale dans le domaine des sciences humaines et sociales, de littérature et des langues ayant parvenu à cette classification et la troisième au niveau national après l'indexation de deux revues techniques, démontrant ainsi le niveau de performance et de qualité des travaux atteint par cette revue, dont la publication a été lancée en 2002.

La classification de la revue a été faite dans



plusieurs bases de données mondiales, à l'instar de "To watch", "Demonition" et "Win R", selon l'enseignante Ouhmiche. Cette revue, traitant des sciences humaines, a été indexée par l'"European Index for the Humanities" (ERIH) + ERIH de l'année 2023, de même que le classement ARCIF.

Il s'agit d'un nouveau classement pour le facteur d'impact et les citations de référence des revues scientifiques arabes (ARCIF) pour l'année 2023, classée éga-

lement "B", qui l'a qualifié pour être classée dans la catégorie Q1, la plus élevée dans les domaines de littérature et traduction.

Pour sa part, le recteur de l'Université d'Oran 2, Pr Ahmed Chaalal, a estimé que ce classement constitue une étape importante en matière de promotion de la recherche scientifique en sciences sociales et humaines, et contribue à accroître la visibilité de l'université, exprimant sa grande gratitude au personnel qui assure la

gestion et la publication de cette revue. Actuellement, selon le même responsable, un grand travail est en cours pour améliorer la visibilité de l'université "en participant davantage dans nos revues aux classifications internationales, en exhortant et en encourageant les chercheurs et les enseignants à publier dans les revues classées au niveau international".

L'université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed" compte 29 revues scientifiques, dont 16 à l'actif des laboratoires, 2 revues affiliées au rectorat de l'université et 11 revues publiées par les facultés, a signalé le même responsable, ajoutant que certaines d'entre elles ne paraissent pas régulièrement, alors que d'autres ont pratiquement cessé de paraître, ce qui nécessite, selon lui, une réorganisation de la gestion de ces produits scientifiques.

ESPACE

L'Europe choisit cinq opérateurs pour lancer ses petits satellites

La Commission européenne et l'Agence spatiale européenne (ESA) ont annoncé mardi avoir sélectionné cinq opérateurs de lancement spatiaux pour mettre en orbite de petits satellites européens, une initiative mise en place pour stimuler la concurrence.

Un contrat-cadre a ainsi été signé avec Arianespace, la société commercialisant les fusées Ariane 6, Vega et Vega-C, ainsi que quatre start-ups qui n'ont pour l'heure pas encore effectué de lancement orbital de leur petite fusée: les allemands Isar Aerospace et Rocket Augsburg Factory (RFA), la britannique Orbex et l'espagnole PLD Space.

Le tir inaugural d'Ariane 6 est prévu entre le 15 juin et le 31 juillet, tandis que la dernière fusée Vega doit être lancée pendant l'été et Vega-C doit faire son retour en vol "avant la fin de l'année" après avoir été clouée au sol en raison d'une défaillance, selon le directeur général de l'ESA Josef Aschbacher.

La sélection de ces cinq fournisseurs dans le cadre du programme "Flight Ticket Initiative" vise à "encourager la création de nouveaux systèmes de lancement européens par le biais d'une concurrence ouverte", selon l'ESA.

L'UE et l'ESA deviendront ainsi des "clients d'ancrage" de ces opérateurs, "encourageant les acteurs européens émergents à mûrir et à offrir leurs services", a estimé le commissaire européen chargé de l'espace, Thierry Breton.

Celui-ci souhaite mettre en place une "préférence européenne claire" au sein de l'Union pour les services de lancement et ainsi éviter le recours à l'américain SpaceX voire aux lanceurs indiens.

Il s'agit notamment de discuter avec les Etats membres de l'UE, "y compris les ministères de la Défense", pour privilégier les lanceurs européens afin de développer l'autonomie européenne dans le secteur spatial, a-t-il expliqué à l'occasion de la conférence spatiale de l'UE, à Bruxelles.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

PARA-VOLLEY (CHAMPIONNAT D'AFRIQUE, QUALIFICATIF AUX JP2024)
« Le groupe est optimiste et motivé pour le tournoi »

L'entraîneur de la sélection algérienne de para-volley, Abdelkader Kefif a assuré que son équipe se prépare convenablement, pour le Championnat d'Afrique des nations (Lagos du 29 janvier au 3 février 2024), qualificatif aux Jeux Paralympiques de Paris-2024, et que le groupe est "très motivé" et "jouera crânement" ses chances de qualification au rendez-vous paralympique.

L'équipe est depuis le 14 janvier en regroupement au centre de préparation à Chlef, avec un effectif de douze joueurs et avec le retour de l'ancien capitaine Kacem Kabli, dont l'apport devra être très bénéfique pour le groupe. "L'optimisme est de rigueur. L'équipe est très motivée et elle jouera crânement ses chances pour arracher cette qualification aux Jeux Paralympiques de Paris-2024, qui sera historique pour l'Algérie et pour les joueurs", a déclaré l'entraîneur Abdelkader Kefif, tout en reconnaissant que la mission "reste très difficile, en présence de l'Egypte (vice-championne du monde), du Rwanda (9e de la même compétition), et d'autres sélections sur lesquelles nous n'avons pas d'informations". Les joutes de Lagos permettront au champion de bénéficier du seul billet offert à l'Afrique.

Mais si l'Egypte, déjà qualifiée aux JP, grâce à sa 2e place en Coupe du monde au Caire en novembre dernier, atteint la finale du championnat d'Afrique, cela permettra au finaliste de prendre le billet de Paris. Pour préparer les championnats d'Afrique au Nigeria, la sélection algérienne devait, tout d'abord, jouer des matchs d'applications contre l'Irak en Algérie, avant de se déplacer au Caire pour un stage devant être ponctué par des matchs amicaux avec les vice-champions du monde. "C'était pour nous un calendrier idéal. Mais malheureusement, ce programme est tombé à l'eau pour plusieurs raisons. Cela nous a poussé à changer de programme et élire domicile au Centre de préparation à Chlef et se contenter de jouer des matchs entre nous (6 contre 6), pour le fait que les meilleurs joueurs du championnat sont en sélection nationale", a expliqué l'entraîneur national. Et d'ajouter : "certes, on regrette cet état de fait, mais



cela ne va pas trop nous affecter, puisqu'on vient de sortir d'une compétition de haut niveau où on a joué plusieurs matchs intenses. Donc, notre repère sera la dernière coupe du monde, et on va visionner les matchs de nos adversaires de Lagos pour étudier leurs points forts et faibles", a assuré Kefif. Au Nigeria, l'Algérie évoluera dans le groupe B, aux côtés du Zimbabwe, de la Libye et du Rwanda, alors que le groupe A est composé de l'Egypte, vice-championne du Monde, Kenya, Maroc et Nigeria (pays hôte). Chez les dames, le tournoi regroupera trois sélections seulement: Rwanda, Nigeria et Zimbabwe pour un seul ticket. "Tout d'abord, il faudrait passer le cap du 1er tour, en bonne position pour éviter, en demi-fi-

nale, l'Egypte, qui va surement clôturer, leader de son groupe. A partir de là si tout va bien, on peut mettre le paquet sur notre demi-finale, c'est le scénario idéal pour nous, mais ce n'est que sur place, qu'on verra mieux", a expliqué l'entraîneur national, en attendant de connaître le programme des matchs.

Pour rappel, la sélection algérienne avait pris part en novembre dernier au championnat du monde de para-volley au Caire, et avait terminé le tournoi 11e, devant l'Angleterre et l'Inde, après une absence de toutes les compétitions depuis 2019. Au cours de ce mondial, l'équipe algérienne avait remporté deux succès lors des matchs de classement, face respectivement à l'Angleterre 3-0 (25-21, 25-17, 26-24) et l'Inde 3-0 (25-15, 25-8, 25-11), contre deux défaites lors de la phase de poules, devant le Japon 1-3 (26-28, 25-18, 25-21, 25-13) et l'Iran 3-0 (25-5, 25-10, 25-10), terminant 3e et dernier du groupe B qui a qualifié les deux premiers aux quarts de finale.

Liste des joueurs retenus pour les joutes de Lagos :

Kabli Kacem, Khalifa Boucif, Ez-zoubir Mahbous, Sadek Seghar, Abdelkader Khalifa, Abdelkader Boukafha, Imed Eddine Belabbas, Mekki Beldjilali, Ahmed Elfitas, Hadj Laribi, Mohamed El-Amine Mehdi, Abdelmalik Kherchouf.
Entraîneur: Abdelkader Kefif.

HANDBALL
Organisation prochaine à Oran du stage pour la licence "B" IHF (FAHB)

Une première session de formation d'entraîneurs pour l'obtention de la licence "B" IHF au titre de l'année 2024 sera organisée à Oran, du 25 avril au 5 mai prochains, a-t-on appris, mercredi, auprès de la Fédération algérienne de handball (FAHB). Cette instance a reçu, récemment, une correspondance émanant de la Confédération africaine de la discipline fixant la répartition des frais de participation, qui varient entre 800 et 900 euros, précise-t-on de même source.

La Confédération africaine, en coordination avec la Fédération internationale de handball (IHF), organise

régulièrement des stages de ce genre pour les entraîneurs du Continent, dans le cadre d'un programme de formation visant le développement du jeu à sept africain, souligne-t-on.

Une quinzaine de techniciens africains ont réussi à s'adjuger cette Licence "B" IHF lors de l'année précédente 2023, alors que 14 autres ont obtenu des licences "A" IHF, parmi eux cinq coaches algériens, à savoir Rabah Gherbi (actuel manager général de la sélection nationale A), Mourad Boussebt, Lakhdar Arrouche, Kamel Akkeb et Salah Bouchecriou, rappelle-t-on.

VOLLEY BALL - NATIONALE 1 MESSIEURS (MISE À JOUR - 5^E J)
Le programme des matchs en retard

Programme des matchs en retard comptant pour la mise à jour de la cinquième journée du Championnat d'Algérie de volley-ball, Nationale 1 messieurs, prévu vendredi :

| | | |
|-------------------------|---|---|
| 8. EF Ain Azel | 9 | 9 |
| 9. JM Batna | 3 | 9 |
| 10. NR Bordj B Arreridj | 1 | 9 |

Groupe Centre-Est :

OMK El-Milia - MB Bejaia (16h00)
JSC Ouled Adouane - Olympique Ain M'lila (17h00)

Groupe Centre-Ouest :

MC Alger - ES Bethioua (17h00)
PO Chlef - ASV Blida (17h00)

Classement

| | Pts | J |
|--------------------------|-----|---|
| 1. JSC Ouled Adouane | 21 | 8 |
| 2. ES Sétif | 9 | 9 |
| 3. ES Tadjenanet | 18 | 9 |
| 4. OMK El-Milia | 16 | 8 |
| 5. MB Bejaia | 14 | 8 |
| --. Olympique Ain M'lila | 14 | 8 |
| --. ES El-Eulma | 14 | 9 |

Classement

| | Pts | J |
|------------------|-----|----|
| 1. WA Tlemcen | 28 | 10 |
| 2. ASV Blida | 22 | 8 |
| --. MC Alger | 22 | 8 |
| 4. PO Chlef | 16 | 8 |
| 5. JS Messelmoun | 13 | 9 |
| 6. ES Bethioua | 12 | 8 |
| 7. O. El Kseur | 10 | 10 |
| 8. JSB Ighram | 7 | 9 |
| 9. RM Arzew | 3 | 9 |
| 10. RC M'sila | 2 | 9 |

BASKETBALL - SUPER-DIVISION MESSIEURS (MISE À JOUR)
Victoire du TRA Draria devant le M Ouled Chebel (75-49)

Le TRA Draria a battu le M Ouled Chebel sur le score de 75 à 49, en match comptant pour la mise à jour de la neuvième journée du Championnat d'Algérie de basket-ball, Super-Division (messieurs), disputé mardi soir à la salle d'Ouled Chebel. A la faveur de cette victoire le TRA Draria (15 pts) rejoint le NA Hussein Dey et l'USM Blida à la huitième place du classement, alors que le M Ouled Chebel (12 pts) occupe le 13e rang avec l'OS Bordj Bou Arreridj et l'ASS Oum Bouaghi. Par ailleurs, la 11e journée de la Super-Division est programmée le vendredi 26 janvier.

APS



Mise à jour 9e journée / Mardi :

TRA Draria - M Ouled Chebel 75-49

Classement

| | Pts | J |
|----------------------------|-----|--------------|
| 1. WO Boufarik | 20 | 10 |
| 2. Rouiba CB | 18 | 10 |
| 3. USM Alger | 17 | 10 |
| --. NB Staoueli | 17 | 10 |
| 5. CR Béni Saf | 16 | 10 |
| --. US Sétif | 16 | 10 |
| --. CSC Gué de Constantine | 16 | 10 |
| 8. USM Blida | 15 | 10 |
| --. NA Hussein-Dey | 15 | 10 |
| --. TRA Draria | 15 | 10 |
| 11. PS El-Eulma | 13 | 10 |
| --. MC Alger | 13 | 10 (2 forf) |
| 13. OS BB Arreridj | 12 | 10 |
| --. ASS O. El Bouaghi | 12 | 10 |
| --. M.Ouled-Chebel | 12 | 10 |
| 16. CRB Dar Beida | 10 | 10 (1 forf). |

C A N - 2 0 2 3 (A L G É R I E)

L'Algérie, méconnaissable, éliminée dès le premier tour

L'équipe algérienne de football a été éliminée au premier tour de la coupe d'Afrique des nations de football (CAN2024) qui se déroule en Côte d'Ivoire suite à sa défaite mardi soir (1-0) devant les protégés de l'entraîneur de l'équipe nationale Mauritanien Amir Abdou qui a su étouffer les coéquipiers de Ramiz Zerouki au stade de Bouake en match comptant pour la 3e et dernière journée du Groupe D sur le score de 1 but à zéro.

Etouffant. Comme l'air moite de Bouaki, au côté d'Ivoire. Comme l'enjeu cruel pour l'équipe d'Algérie de football : Sensation à la Coupe d'Afrique des Nations : l'équipe nationale Algérienne, présentée comme l'une des grandes favorites de la compétition, les Bentaleb est consorts ont été éliminés dès le 1er tour, après leurs défaite contre la Mauritanie (1-0), mardi soir, au stade de Bouaké. Le seul but de la rencontre a été marqué par Mohamed Yaly (36') pour la Mauritanie après l'erreur dans la surface de réparation des verts l'attaquant Mauritanien Yaly na pas laisser aucune chance au gardien Mondrea les coéquipiers de Gassama ont remporté la première victoire de leur histoire à la CAN et assure aussi sa première qualification au second tour pour la suite de la compétition de cette CAN 2024. Les Mahrez est consorts cest Comme en 2021 au Cameroun, l'Algérie qui avait rem-



porté le trophée en 2019 sous la houlette de djamel Belmadi en Égypte après celui de 1990 en Algérie sous les regretter Abdelhamid Kermali, Nouridine Saadi, Abdelouahab et Ali Fergani sort aussi par la petite porte a Bouaki en Côte d'Ivoire.

Les protégés de l'entraîneur national Djamel Belmadi n'auront pas gagné le moindre match dans cette CAN 2024 en côté d'Ivoire.

Le malheur des uns faisant le bonheur des autres, les internationaux tels Aouar, Adam et Amoura

ont joué leurs premiers matches dans cette compétition du groupe D, titulaire mardi soir, vont donc retrouver leurs partenaires dans leurs clubs plus tôt que prévu. Avec seulement deux points totalisés en trois matchs joués (1-1 face à l'Angola ; 2-2 contre le Burkina Faso), les Fennecs. On croyais il vont tout faire pour arracher les trois points de la victoire de la victoire et la qualification au deuxième tour de la CAN 2004 en Côte d'Ivoire. « Les 'hommes de Belmadi' » ont été bâtu par leur co-équipiers du homme du match le gardien de but de l'équipe nationale Niass par un 1 but à 0. Les hommes de belmadi, les grande favorite dans ce groupe pour terminer en pôle position, l'Algérie finit ainsi dernière de son groupe et sort dès le premier tour de la CAN, comme en 2022 le même scénario se reproduit pour les Fennecs.

FY

Les "Verts", le fiasco de trop (BILAN)

Décevante et manquant cruellement de motivation, l'équipe nationale de football est passée à côté de son sujet à la CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire, en quittant le tournoi sans gloire dès le premier tour, à l'issue de la défaite cruelle concédée mardi soir face à la Mauritanie (0-1) à Bouaké.

La désillusion était grande au coup de sifflet final de l'arbitre somalien Omar Abdelkadir Artan. Les "Verts" venaient de concéder leur deuxième élimination de suite dès la phase de poules de la CAN, ce qui constitue une première historique dans les participations de l'Algérie. Pire.

L'équipe nationale, impuissante, reste sans la moindre victoire en deux éditions de rang. Le dernier succès remonte à la finale de la CAN-2019 remportée face au Sénégal (1-0) en Égypte, soit six matchs sans le moindre succès en phase finale !. Avant leur dernier rendez-vous face aux "Mourabitounes", les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez, souvent contesté pour son mauvais rendement, se sont montrés incapables de s'imposer face à l'Angola (1-1) et au Burkina Faso (2-2).

Pourtant, les Algériens n'avaient besoin que d'un seul point, face à la Mauritanie, pour valider leur billet aux 1/8es de finale, parmi les quatre meilleurs troisièmes. Tout le monde s'est empressé, au sein de l'équipe nationale, dont le coach Djamel Belmadi à afficher l'ambition d'aller le plus loin possible dans cette 34e édition, mais la réalité du terrain a fini par leur faire déchanter.

Cette ambition s'est avérée démesurée eu égard des difficultés rencontrées par les Algériens durant les trois matchs face à des adversaires qui auraient même pu remporter leur duel.

Sur le plan des statistiques, l'équipe nationale a quitté le tournoi en marquant trois buts, soit une moyenne d'un but par match, et encaisser quatre, soit l'un de ses pires ratios à travers ses participations à la CAN.

Manquant cruellement d'inspiration tactique, Belmadi a joué à chaque fois avec trois onze différents, ce qui a fini par déstabiliser l'équipe, notamment sur le

dernier match, où il a opéré pas moins de cinq changements, dont celui forcé de Tougal dans l'axe central à la place de Bensebaini, suspendu pour cumul de cartons jaunes.

La fin d'un cycle

Cette troisième désillusion de suite concédée par l'équipe nationale en l'espace de deux ans, après la CAN-2021 et une élimination en barrages du Mondial 2022, pourrait enclencher le début d'un nouveau cycle, avec notamment le départ de certains joueurs.

Des éléments trenaientaires tels que Feghouli, M'bolhi, Slimani, et autres Mahrez, pourraient annoncer leur retraite internationale, eux qui ont sont en sélection depuis plus de dix ans. "Oui, peut-être qu'il s'agit de la fin d'un cycle", a réagi Belmadi en conférence de presse d'après-match mardi soir. La reconstruction de l'équipe lancée en grande pompe par Belmadi après l'échec de mener les "Verts" à la qualification à la Coupe du monde 2022, en faisant appel à plusieurs nouveaux joueurs, n'a pas apporté ses fruits.

"Cette équipe qui a monté sur le toit de l'Afrique en 2019 en décrochant une deuxième étoile africaine, n'a pas uniquement besoin d'un nouveau sang, mais plutôt d'une vraie stratégie de relance basée sur des critères bien définis", estiment les observateurs.

La nécessité de se relever après cette grosse désillusion est d'autant plus importante, d'autant que les futures échéances se rapprochent à grands pas, à commencer par la suite des qualifications de la Coupe du monde 2026 et le début des éliminatoires de la CAN-2025. "On a une qualité énorme dans le groupe, des joueurs qui jouent dans de grands clubs européens, je pense qu'on a la capacité de rebondir, l'avenir nous le dira. On va tout faire pour redonner la joie au peuple", a assuré le 2e capitaine Aïssa Mandi.

Une chose est sûre, la sélection nationale ne sera plus la même à l'avenir, puisque de grands changements sont prévus, aussi bien au sein de l'effectif, qu'au niveau du staff technique avec le départ annoncé de Djamel Belmadi.

Belmadi annonce sa démission aux joueurs

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football Djamel Belmadi, a annoncé sa démission aux joueurs dans le vestiaire, à l'issue de la défaite concédée mardi soir face à la Mauritanie (0-1) au stade de la Paix de Bouaké, synonyme d'élimination dès le premier tour de la CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier-11 février), a appris l'APS auprès d'une source officielle.

En poste depuis août 2018, Bel-

madi a tenu à saluer ses joueurs, un par un, après avoir échoué à qualifier les "Verts" aux 1/8es de finale de cette compétition pour la deuxième fois de rang, après l'édition 2021 disputée au Cameroun, précise la même source.

Le coach national devrait officialiser sa démission une fois de retour au pays, explique cette même source. La sélection algérienne a entamé le tournoi en se faisant tenir en échec d'abord par l'Angola (1-1)

puis par le Burkina Faso (2-2), avant de s'incliner, à la surprise générale face à la Mauritanie, alors qu'elle avait besoin d'un nul pour se qualifier.

Les Mauritanien signent leur premier succès en phase finale, et une qualification historique au prochain tour. Au classement final du groupe D, l'Algérie a terminé à la 4e et dernière place avec 2 unités, derrière l'Angola (7 pts), le Burkina Faso (4 pts), et la Mauritanie (3 pts).

Déclarations de joueurs

Déclarations recueillies par l'APS, à l'issue du match Mauritanie-Algérie (1-0), disputé mardi soir au stade de la Paix à Bouaké, pour le compte de la 3e et dernière journée (Gr.D) de la CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier-11 février) :

● ● **Djamel Belmadi (sélectionneur/ Algérie) :** " Je suis le deuxième à avoir remporté une Coupe d'Afrique, pas uniquement le premier à se faire éliminer dès le 1er tour de la CAN deux fois de suite. Il y a eu une mi-temps à sens unique, mais on n'a arrive pas à marquer malgré les nombreuses occasions procurées. Il y a une partie que je n'explique pas, mais c'est une réalité.

J'assume entièrement cette élimination. Encore une fois, on n'a pas été tueurs devant les buts, quand on ne fait pas cette tâche, on n'est pas à l'abri d'un retour de l'adversaire, on n'a jamais été tranquille. Quand je rentre au pays, je vais m'exprimer sur mon avenir. Peut-être qu'il s'agit de la fin d'un cycle.

Je n'ai pas revu les images de la situation litigieuse ce soir, je ne peux pas m'exprimer là-dessus, la VAR n'a pas été activée pour nous, c'est un constat. La ligne appartient aux arbitres et aux entraîneurs, mais de là voir le président de la Fédération mauritanienne parler à l'arbitre sans cesse, c'est insupportable. L'absence de Bensebaini et de Bennacer nous a fait défaut, mais on a des joueurs qui sont là pour prendre le relais. On a opéré d'autres changements qu'on estimé appropriés à ce match, mais ça n'a pas fonctionné comme on le voulait.

Je répète, j'assume entièrement la responsabilité. Il n'y a pas de petites équipes en Afrique, aujourd'hui ça été contre nous, je suis à ma sixième défaite en six ans. Quand je suis venu, l'équipe nationale était 14e au classement CAF et 60e au classement FIFA."

● ● **Amir Abdou (sélectionneur/ Mauritanie) :** "C'est extraordinaire ce qu'on est en train de vivre ce soir, c'est historique. J'ai dit à mes joueurs de croire jusqu'au bout. Nous avons gagné face à une équipe algérienne supérieure à nous, mais on a fait preuve de détermination et d'envie pour aller chercher cette qualification contre une grande nation de football.

Les joueurs ont fait un match héroïque, ils ont écrit l'histoire, comme ce fut le cas avec les locaux au CHAN-2022. Les joueurs ont fait preuve d'une grande discipline, on a forcé le verrou de la défense algérienne pour marquer ce but, maintenant on doit bien savourer avant d'attaquer la préparation du match des 1/8es de finale. On savait qu'il y avait une pression médiatique sur l'Algérie. Les joueurs ont montré beaucoup d'envie, ils étaient bien en place sur le plan tactique, on a pris le dessus sur les Algériens sur cet aspect. Je suis fier de mes joueurs. On nous a enterré tôt dans ce tournoi.

Je suis triste pour l'équipe algérienne qui renferme d'excellents joueurs. On a réussi à faire vibrer le peuple mauritanien, on ne va rien lâcher. Mon contrat ? Je m'en occupe pas (il est à 4 mois de la fin de son bail, NDLR), je me préoccupe uniquement du sportif, mon avenir seul Dieu le sait. Maintenant, ça va être un autre combat, on va jouer un match des 1/8e, ce sera difficile. C'est une première dans l'histoire de la Mauritanie."

● ● **Babacar Niass (Homme du match/ Mauritanie) :** "Je suis fier de recevoir ce trophée, je le dédie à ma famille, au peuple mauritanien. Nous avons bien préparé ce match décisif, Dieu merci on a remporté une belle victoire face à l'Algérie.

Je suis encore fier de mes coéquipiers qui ont fait un gros match. On savait que ça allait un rendez-vous compliqué, mais j'étais confiant qu'on avait la possibilité de réaliser quelque chose ce soir. Nous avons manqué de chance lors des deux premiers matchs, on a du tirer de nos ressources pour gagner cette rencontre, nous étions bien concentrés.

● ● **Aïssa Mandi (Défenseur et 2e capitaine) :** "Nous sommes déçus comme notre peuple, c'est une désillusion, nous sommes abasourdis par cette sortie de la CAN si prématurée. On ne s'attendait pas du tout à un tel scénario, on a mis tout en œuvre, on a été parmi les premières équipes à se préparer pour être au mieux possible physiquement et mentalement pour cette CAN, malheureusement ça n'a pas marché.

Tout était contre nous durant ce tournoi : on a tiré plusieurs fois au but, des penalties qui arrivent au mauvais moment, on est abattus. On va garder les analyses et les réflexions à froid, à chaud, c'est juste assumer cet échec, ce n'est pas ce qu'on voulait faire, inshallah l'avenir sera meilleur.

Je remercie nos supporters d'être venus nous soutenir. Sur un plan personnel, je ne peux pas dire si cette compétition est la dernière pour moi, je ne peux pas dire des choses à chaud après une telle désillusion, on verra plus tard. En tant que joueur, j'assume mes responsabilités. Le coach national est un amoureux de son pays, il donne tout pour son pays. On a une qualité énorme dans le groupe, des joueurs qui évoluent dans de grands clubs européens, je pense qu'on a la capacité de rebondir, l'avenir nous le dira. On va tout faire pour redonner de la joie au peuple."

● ● **Ahmed Touba (Défenseur) :** "On ressent beaucoup de peine et de tristesse. On avait un objectif, malheureusement il n'a pas été atteint. Cela fait deux ans que je suis ici, c'est ma première CAN, que ce soit sur le banc ou sur le terrain, on est tous concernés, on compose une famille, on est tous tristes ce soir. Cet échec est la responsabilité de tout le monde, de toute l'équipe. Je pense que le coach a retenu les meilleurs joueurs du moment pour cette compétition."

APS

LIGUE 1 MOBILIS (MISE À JOUR - 8^E J)L'USM Alger remonte à la 2^e place, le CR Belouizdad et la JS Kabylie accrochés

L'USM Alger a réalisé une belle opération en se hissant à la deuxième place du Championnat de Ligue 1 Mobilis de football, suite à sa victoire devant l'ES Ben Aknoun (2-1), alors que le CR Belouizdad (tenant) et la JS Kabylie ont fait match nul (0-0), respectivement, face à l'US Biskra et le MC El-Bayadh, en matchs comptant pour la mise à jour du calendrier, disputés mardi. L'USM Alger a obtenu cette précieuse victoire, grâce aux buts inscrits par Bacha (47e) et Belkacemi (89e), alors que Deghmani (83e) avait égalisé pour Ben Aknoun.

À la faveur de ce cinquième succès consécutif, l'USM Alger (23 pts) qui compte encore un match en retard contre le CS Constantine, remonte provisoirement à la deuxième place du classement aux côtés l'USM Khenchela et le Paradou AC, alors que l'ES Ben Aknoun (09 pts) occupe le 14^e rang avec le MC Oran.

Pour sa part, le CR Belouizdad (5e, 22 pts) qui compte encore deux matchs en retard, a raté l'occasion de réduire l'écart sur le MC Alger leader avec 33 points, tout comme la JS Kabylie qui reste scotchée à la 9^e place avec 19 pts. L'US Biskra (18 pts) et le MC El-Bayadh (17 pts) occupent, respectivement, les 9^e et 10^e rangs.

Rencontres de mise à jour:

8^e journée:

ES Ben-Aknoun - USM Alger (1-2)

8^e journée:

US Biskra - CR Belouizdad (0-0)

11^e journée:

JS Kabylie - MC El-Bayadh (0-0)

Classement:

| | Pts | J |
|--------------------|-----|----|
| 1). MC Alger | 33 | 14 |
| 2). USM Alger | 23 | 13 |
| →). USM Khenchela | 23 | 14 |
| →). Paradou AC | 23 | 14 |
| 5). CR Belouizdad | 22 | 12 |
| →). JS Saoura | 22 | 14 |
| 7). CS Constantine | 21 | 13 |
| →). ES Sétif | 21 | 14 |
| 9). JS Kabylie | 19 | 14 |
| 10). US Biskra | 18 | 14 |
| 11). MC El Bayadh | 17 | 13 |
| →). NC Magra | 17 | 14 |
| 15). ASO Chlef | 16 | 14 |
| 14). MC Oran | 09 | 13 |
| →). ES Ben Aknoun | 09 | 14 |
| 16). US Souf | 04 | 14 |

SÉLECTION NATIONALE (U20)
29 joueurs en stage à Oran (FAF)

La sélection nationale algérienne des moins de 20 ans (U20) effectuera son deuxième stage de préparation de l'année 2024, du 28 janvier au 2 février, au Village Olympique d'Oran, a indiqué mardi la Fédération algérienne de football (FAF).

Le sélectionneur national, Yacine Manaa, a convoqué 29 joueurs évoluant dans le championnat local pour une revue approfondie de l'effectif. Au cours de ce regroupement, l'équipe nationale U20 sera soumise à un programme biquotidien. Les sessions d'entraîne-

ment débiteront à 9h00 du matin sur la pelouse synthétique du Village Olympique, suivies d'une autre séance à 17h00 sur le terrain annexe du stade de Miloud Hadefi.

L'objectif de ce stage est de préparer l'équipe algérienne pour les futures échéances, notamment le Tournoi UNAF U20 qualificatif à la CAN prévu en octobre 2024, et d'offrir une opportunité aux joueurs issus du championnat national de s'illustrer et de permettre au sélectionneur de mieux évaluer les talents disponibles, précise l'ins-

tance dans un communiqué publié sur son site officiel.

Pour rappel, la sélection algérienne des moins de 20 ans avait pris part en novembre 2023 au tournoi de l'UNAF de la catégorie. Elle avait concédé quatre défaites en autant de matchs : face à la Tunisie (2-4), le Maroc (2-3), l'Égypte (0-3), et la Libye (3-4), terminant à la 5^e et dernière place au classement avec 0 point. Le titre est revenu à la Tunisie, grâce à sa victoire face à l'Égypte (4-2).

APS

JSK 0 - EL BAYADH 0
La JSK se complique la tâche

La Jeunesse Sportive de Kabylie s'est compliquée l'existence en concédant un match nul à domicile contre EL Bayadh (0-0) pour le compte de la mise à jour de la 11^{ème} journée du championnat de ligue mobilis.

Un résultat qui ne fait guère les affaires de la formation de Djurdjura se trouvent toujours dans une position qui n'est pas loin de l'arranger pas les affaires de la JSK avec seulement (9e, 20 pts). Il reste encore à match à joué durant cette phase aller de la ligue mobilis samedi. Lors de la deuxième mi-temps, l'entraîneur Almeida a opéré des changements dans le but de débloquer la situation.

Mais on n'arrive pas à comprendre pour quelle raison il a fait sortir les joueurs Redjem et Boumechra.

Le premier était un véritable poison pour la défense d'El Bayadh, tandis que Boumechra a eu son impact physique sur les défenseurs adverses.

Mais le coach a préféré laisser Boukhenchouch sur le terrain, qui était l'ombre de lui-même durant tout le match et qui a perdu plusieurs balles.

De leur côté, les Usnistes ont arracher trois points de la victoire contre Benaknoun une 5^e victoire consécutive pour les capes Garrido.

Un résultat qui n'arrange pas les poulains de Billal Dziri, puisque la formation de Benk Aknoun joue le maintien et comptabilise après ce résultat points (15 e place) alors que les Rouge et Noir qui



joue le haut du tableau confirme leur bonne santé après leurs cinquième victoire consécutive sont maintenant en huitième position avec 23 points mais avec un match en moins.

Le technicien espagnol estime que cette victoire fera du bien pour la suite du championnat avant la dernière journée contre Magra.

En revanche, l'équipe d'EL Bayadh et avec ce

précieux point empoché sur le terrain du 1^{er} novembre de Tizi-Ouzou remonte à la 12^{ème} place avec 17 points au compteur ca fait du bien pour la suite du championnat.

FY

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة التكوين والتعليم المهنيين

نص الإعلان الصحفي

تعلن وزارة التكوين والتعليم المهنيين أن:

- التسجيلات مفتوحة من يوم الأحد 07 جانفي 2024 إلى غاية يوم السبت 17 فيفري 2024 على مستوى كل المؤسسات التكوينية، وعبر الموقع الإلكتروني:

mihnati.mfep.gov.dz

- أيام الانتقاء والتوجيه: 18، 19، 20 فيفري 2024.
- الإعلان عن النتائج: يوم الخميس 22 فيفري 2024.
- الدخول الرسمي: يوم الأحد 25 فيفري 2024.

Communiqué

Le ministère de la formation et de l'enseignement professionnels informe :

- Inscriptions du dimanche 07 janvier 2024 au samedi 17 février 2024 au niveau des établissements de formation professionnelle, et en ligne mihnati.mfep.gov.dz.

- Journées de sélection et d'orientation: les, 18, 19, 20, février 2024

- Proclamation des résultats: Jeudi 22 février 2024

- Rentrée officielle le: dimanche 25 février 2024.

DK NEWS

Anep gratuit 0001 du 25/01/2024

NEWCASTLE ALMIRON VERS UN DÉPART ?

Incontournable depuis son arrivée en 2019, Miguel Almiron (29 ans, 31 matchs et 5 buts toutes compétitions cette saison) pourrait quitter Newcastle sur ce mercato d'hiver. Selon Telegraph, le club saoudien d'Al Shabab avance sérieusement pour enrôler le milieu offensif paraguayen, dont le contrat expire en juin 2026. Estimé à 30 millions d'euros, l'ancien joueur d'Atlanta ne serait pas insensible à une augmentation très sensible de ses émoluments.

ARSENAL TAVARES VEUT REVENIR À L'OM

Actuellement en échec lors de son prêt à Nottingham Forest, le latéral gauche d'Arsenal Nuno Tavares (23 ans, 4 matchs en Premier League cette saison) a été évoqué à l'Olympique de Marseille sur ce mercato d'hiver. Selon les informations de la radio RMC ce mardi, le Portugais se montre séduit par la possibilité de réaliser son retour au sein du club phocéen après son prêt lors de la saison 2022-2023. Pour autant, l'ancien joueur de Benfica ne représente pas l'option prioritaire des dirigeants marseillais. Toujours à la recherche d'un titulaire à ce poste après le départ de Renan Lodi à Al-Hilal, l'OM s'active plus sérieusement pour le jeune talent du FC Nantes Quentin Merlin.

ATLETICO UN TALENT BELGE POUR 27 M€ !

A l'occasion de ce mercato d'hiver, l'Atletico Madrid va mettre la main sur le milieu de terrain du Royal Antwerp Arthur Vermeeren (18 ans, 32 matchs et 2 buts toutes compétitions cette saison) ! D'après les informations du média Het Laatste Nieuws ce mardi, les Colchoneros vont déboursier 27 millions d'euros (bonus compris) pour s'attacher les services du jeune talent belge.

Il s'agit tout simplement de la vente la plus importante de l'histoire de la formation de Jupiler Pro League. De son côté, Vermeeren n'a pas encore trouvé un accord contractuel avec les Rojiblancos, mais va s'envoler dès jeudi pour Madrid afin de finaliser cette opération. Un joli coup pour l'avenir de l'Atletico ?

ASTON VILLA DENDONCKER EN ROUTE POUR NAPLES

Décidément actif sur ce mercato d'hiver, Naples va renforcer son entrejeu avec l'arrivée du milieu de terrain d'Aston Villa Leander Dendoncker (28 ans, 15 apparitions et 1 but toutes compétitions cette saison). D'après les informations du journaliste Fabrizio Romano ce mardi, les deux formations se sont entendues concernant un prêt, avec une option d'achat fixée à 9 millions d'euros, de l'international belge.

Utilisé comme un simple remplaçant chez les Villans, l'ancien joueur de Wolverhampton se retrouve attendu en Italie dès mercredi pour passer sa visite médicale et finaliser cette opération. A Dendoncker de saisir cette nouvelle opportunité à Naples.

BARCELONE LAPORTE CHARGE UN ARBITRAGE PRO-REAL

Dimanche, le Real Madrid a renversé Almeria (3-2) en Liga avec une victoire polémique marquée par plusieurs décisions arbitrales litigieuses. Lors d'un entretien accordé au quotidien catalan Mundo Deportivo ce mardi, le président du FC Barcelone Joan Laporta a dénoncé un arbitrage pro-Madrid.

"Nous ne pouvons plus dénaturer la compétition avec des décisions comme celle de dimanche dernier au Bernabéu. Car il ne s'agit pas seulement de ce dimanche. Nous avons analysé la question et nos adversaires ont déjà gagné un certain nombre de points en bénéficiant de décisions arbitrales. Mais je dois dire que nous sommes habitués à cela, nous avons toujours lutté contre les éléments et nous les connaissons", a soufflé le patron des Blaugrana.

BAYERN KIMMICH GRATUITEMENT AU BARÇA EN 2025 ?

Ce n'est plus un secret : le milieu de terrain du Bayern Munich Joshua Kimmich (28 ans, 13 matchs et 1 but en Bundesliga cette saison) n'est absolument pas fermé à une prochaine expérience à l'étranger. Et en Allemagne, la situation se complique avec son club. Selon Bild, l'ancien joueur de Leipzig aurait notamment été agacé par sa sortie en cours de match, dimanche contre le Werder Brême (0-1).

Mais plus globalement lassé, l'international allemand pourrait menacer de quitter le "FC Hollywood" à la fin de son contrat, en juin 2025, donc sans la moindre indemnité de transfert. Le quotidien explique que le FC Barcelone est une destination envisageable, puisque l'entraîneur Xavi l'apprécie depuis longtemps. D'ici là, le Barça aura-t-il régularisé sa situation économique afin de proposer un salaire à Kimmich qui lui convienne ?

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Fayçal Laouer

Directeur de publication
Smail Oulebsir

Directeur de la rédaction
Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÈL : 023.38.48.00 »
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÈL : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÈL : 021.73.76.78 / 021.73.71.28 / 021.74.99.81 - FAX : 021.73.95.59
E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz

CONSEIL DES MINISTRES

Tebboune préside une réunion

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, mercredi, une réunion du Conseil des ministres portant sur des exposés concernant plusieurs secteurs, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

"Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres portant sur des exposés sur les statuts et régimes indemnitaires



dans le secteur de l'enseignement supérieur, le suivi de l'état d'avancement du projet de trituration de graines oléagineuses (Kotama) à Jijel, et le déroulement de la campagne labours-semailles de la saison 2023-2024", lit-on dans le communiqué.

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

L'Algérie plaide pour une nouvelle approche favorable à l'option de la paix et à un règlement équitable et inclusif de la cause palestinienne

L'Algérie a plaidé, mardi depuis New York, pour l'adoption d'une nouvelle approche visant à relancer l'option de la paix et parvenir à un règlement "équitable et inclusif" de la cause palestinienne, mettant l'accent sur l'impératif de riposter fermement aux appels sionistes rejetant ouvertement la solution à deux Etats, appuyée par la Communauté internationale comme règlement équitable, viable et définitif du conflit au Proche-Orient.

Cette déclaration a été faite lors de l'allocution du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf devant le Conseil de sécurité réuni pour examiner la situation en Palestine, particulièrement dans la bande de Gaza, victime d'une agression sioniste inique.

A l'entame de son allocution, M. Attaf a transmis un message de reconnaissance et de gratitude du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au Secrétaire général (SG) de l'Organisation des Nations Unies (ONU), Antonio Guterres et à l'ensemble des organes de l'ONU, pour "les efforts qu'ils n'ont eu de cesse de mener en vue d'atténuer les tragédies qui s'abattent sur Gaza, panser ses plaies et arrêter l'effusion de sang". Il s'agit d'un message de soutien et de reconnaissance, ajoute M. Attaf qui prend part à la réunion, chargé par le président de la République, "des efforts incessants consentis, en dépit des critiques et tentatives d'atteinte à leur crédibilité et autorité, à travers des actes de provocation et de chantage émanant d'une occupation qui se croit invincible et inexpugnable (...)." "Nous sommes appelés, en ces heures décisives, à contrer les illusions dont se nourrit l'occupant israélien colonialiste pour renforcer sa sécurité en anéantissant le projet national palestinien", a soutenu le ministre. "Nous nous devons aussi de contrecarrer les campagnes de confiscation et d'annexion des terres palestiniennes, et d'implantation et d'expansion de colonies israéliennes, dans une tentative d'empêcher l'établissement d'un Etat de Palest-

tine indépendant et souverain".

M. Attaf a également souligné qu'"il est tout aussi impératif de réprimer l'impétuosité de l'occupant et ses illusions quant au ressuscitement du projet du «Grand Israël» sur les cendres et les décombres du projet national palestinien".

Partant de toutes ces considérations, l'Algérie a réaffirmé par la voix de son ministre des Affaires étrangères, sa revendication historique de tenir une Conférence internationale pour la paix, sous l'égide des Nations unies, où il sera convenu de mettre fin au conflit arabo-israélien de manière définitive, conformément aux résolutions de la Législation internationale, et de mettre en œuvre de la solution à deux Etats "sous la surveillance rigoureuse, le suivi étroit et la garantie sûre" de la Communauté internationale. "Ce qui se passe, aujourd'hui, à Gaza nous interpelle plus que jamais quant à l'impératif d'accélérer le traitement de l'essence de ce conflit, à travers le renouvellement et l'activation de notre engagement collectif en faveur de la solution à deux Etats, appuyée par la Communauté internationale comme règlement juste, viable et définitif", a affirmé M. Attaf.

A ce propos, le ministre des Affaires étrangères a appelé l'ONU et le Conseil de sécurité à "répondre avec fermeté aux voix israéliennes qui clament haut et fort leur rejet de cette solution et aux positions qui font fi du consensus international et dénègrent la Législation internationale".

Evquant les engagements et obligations imposés par la conjoncture actuelle envers Gaza, M. Attaf a affirmé que "la priorité majeure est au cessez-le-feu dont les atterissements pour sa mise en œuvre sont fustigés de jour en jour, tout comme sont critiqués les prétextes réfutables avancés pour justifier ces lenteurs".

Imposer à l'occupant le respect des garde-fous juridiques internationaux

"Il ne peut y avoir d'objectifs plus suprêmes que celui de

mettre fin à l'agression, à l'extermination, à la déportation, à la famine, à la destruction et à la profanation", pour que "les dispositions de l'après-guerre" revêtent tout leur sens et pour que "les efforts diplomatiques de règlement du conflit arabo-israélien soient davantage efficaces et efficaces", a fait savoir M. Attaf.

Face à la poursuite des agressions et au "blocage" des perspectives d'amener l'occupant ennemi à y mettre un terme, le ministre a estimé que "la Communauté internationale est devant trois défis majeurs: le premier consiste à imposer le respect des résolutions et lois décidées en son nom et faire preuve d'intransigence face aux violations flagrantes de ses décisions, en vue de garantir un vivre-ensemble pacifique, civilisationnel et civilisé entre ses membres".

Pour le second défi, il s'agit de "ne pas admettre qu'un des membres s'arroge le droit de se placer au-dessus de tous et bénéficie d'un traitement sur mesure, riche de dérogations, de sélections, de privilèges et d'immunité indus et inadmissibles", a-t-il ajouté.

Le troisième défi consiste, quant à lui, à "soumettre l'occupation israélienne colonialiste aux garde-fous juridiques internationaux et mettre fin, avec rigueur et fermeté, à ce qui est communément appelé «impunité et non reddition de comptes»". Dans ce sens, l'Algérie salue "hautement" les prémices des écarts vis-à-vis de ces traitements privilégiés, qu'on entrevoit à travers des initiatives "nobles, courageuses et audacieuses" visant à amener l'occupant à assumer ses responsabilités, a affirmé M. Attaf qui a rappelé l'initiative du Président Tebboune portant mobilisation des experts juridiques et organisations juridiques internationales en vue de poursuivre l'entité sioniste en justice devant les instances internationales, pour mettre un terme à des décennies d'impunité et de non reddition de comptes dont jouit cette entité, ainsi que l'initiative de l'Afrique du Sud d'intenter une action en justice contre l'occupant devant

la Cour internationale de justice (CIJ) pour génocide contre Gaza.

Le ministre a, en outre, rappelé l'initiative du Chili et du Mexique de saisir la Cour pénale internationale (CPI) pour des crimes multiformes auxquels s'est livrée et se livre l'agresseur sioniste contre la bande de Gaza, soulignant que "ces initiatives sont dignes de soutien et d'encouragement, car constituant des démarches judiciaires sur la voie de la raison".

"L'Algérie qui exhorte ces instances judiciaires internationales à s'acquitter pleinement de leurs responsabilités et obligations juridiques, souligne l'impératif de s'acquitter des responsabilités politiques et sécuritaires qui incombent au Conseil de sécurité, en sa qualité de première instance garante et gardienne de la paix et de la sécurité internationales", a-t-il poursuivi, réitérant l'appel de l'Algérie à l'octroi à l'Etat de Palestine la qualité de membre à part entière à l'Organisation des Nations unies, "une demande appuyée par le Mouvement des Non-alignés à l'occasion de leur dernier Sommet, en tant que mesure urgente à même de consacrer les fondements essentiels de la solution à deux Etats et en tant que pas incontournable de préservation des fondements juridiques de l'édification de l'Etat de Palestine indépendant et souverain sur les frontières de 1967, avec Al-Qods pour capitale. "A l'heure qu'il est, on ne peut plus faire marche arrière.

La cause palestinienne ne sera plus reléguée aux calendes grecques, tout comme l'effort international ne doit plus se limiter à la prise en charge des séquelles de la Guerre et ignorer les véritables causes", a souligné le ministre.

"Il nous est impardonnable de laisser l'objectif de paix et de sécurité au Proche-orient à la merci de l'occupant israélien, et lui permettre d'en disposer à guise, d'en faire un fond de commerce, de l'utiliser pour soudoyer qui il veut et d'en user et abuser pour faire pression sur qui bon lui semble", a-t-il conclu.

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha reçoit le Chef d'Etat-major de l'Armée de Sierra Leone (MDN)

Le Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a reçu, mercredi au siège de l'Etat-major de l'ANP, le Général de Corps d'Armée Peter Kakowou, Chef d'Etat-major de l'Armée de la République sierra-léonaise, qui effectue une visite officielle en Algérie à la tête d'une importante délégation, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

"Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a reçu en audience, ce mercredi 24 janvier 2024, au siège de l'Etat-major de l'ANP, Monsieur le Général de Corps d'Armée Peter Kakowou, Chef d'Etat-major de l'Armée de la République sierra-léonaise, qui effectue une visite officielle en Algérie, à la tête d'une importante délégation", précise la même source.

"La cérémonie d'accueil a été entamée par le salut du drapeau national et les honneurs militaires, présentés à l'hôte, par des formations représentant les différentes forces de l'ANP".

"Ont pris part à cette rencontre, le Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les commandants de Forces et de la Gendarmerie nationale, des chefs de départements et des directeurs centraux de l'Etat-major de l'ANP et du ministère de la Défense nationale, ainsi que les membres de la délégation sierra-léonaise", note le communiqué.

Après avoir souhaité la bienvenue à la délégation sierra-léonaise, le Général d'Armée a exprimé "sa confiance en la réussite de cette visite, qui intervient dans le prolongement de celle effectuée par le Président sierra-léonais en Algérie, lors de laquelle les dirigeants des deux pays se sont engagés à promouvoir les relations bilatérales aux niveaux les plus élevés".

"Cette visite, la première en son genre, intervient dans le prolongement de celle effectuée, en ce début d'année en Algérie, par Monsieur Julius Maada Bio, Président de la République de Sierra-Leone, à l'invitation de Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale.

Elle traduit la réussite de cette importante visite et l'engagement des dirigeants des deux pays à promouvoir nos relations bilatérales à un niveau plus élevé, d'autant plus que nos pays respectifs, en leur qualité de membres non permanents au Conseil de Sécurité de l'ONU, œuvrent au renforcement des concertations, pour défendre les intérêts de l'Afrique et de ses positions communes", a indiqué le Général d'Armée.

"A ce titre, je suis entièrement convaincu que votre visite constituera le prélude pour une coopération militaire fructueuse et bénéfique aux deux pays, notamment au moment où le continent africain traverse des circonstances sécuritaires difficiles et complexes", a-t-il ajouté.

Le Général d'Armée a souligné que "l'Armée nationale populaire est animée d'une volonté réelle pour développer une coopération militaire bilatérale pérenne, fondée sur la confiance et la concertation". "A l'occasion de cette importante visite, je tiens à vous assurer qu'au sein de l'ANP, nous sommes animés d'une réelle volonté pour œuvrer avec vous au développement d'une coopération militaire pérenne, fondée sur la confiance et la concertation, et qui tient en compte des intérêts mutuels de nos deux pays, soucieux qu'ils sont à contribuer efficacement à l'instauration de la paix et de la stabilité dans l'ensemble du continent africain", a-t-il souligné.

De son côté, le Général de Corps d'Armée Peter Kakowou "a fait part de sa gratitude pour les marques d'hospitalité qui lui ont été réservées, ainsi qu'à la délégation qui l'accompagnait". Par ailleurs, il a exprimé "la convergence des points de vue sur les questions sécuritaires abordées lors des entretiens et émis le souhait que sa visite en Algérie constitue une pierre angulaire à l'établissement de relations militaires solides, fructueuses et au service des intérêts suprêmes des deux pays".

Au terme de cette rencontre, les deux parties "ont échangé des présents symboliques", avant que le Chef d'Etat-major sierra-léonais "ne procède à la signature du Livre d'Or de l'Etat-major de l'ANP", conclut le communiqué.